INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 354 - OCTOBRE 2023

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 354

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Recul du commerce extérieur et de la consommation apparente
    - Les prix des allaitantes résistent
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Offre et demande en retrait
- Femelles
  - Europe
    - Hausse saisonnière limitée des abattages
- Maigre
  - Cours sous pression de la MHE, mais marché demandeur
- Veaux de boucherie
  - Mi-octobre, pas de remontée du prix du veau de boucherie
- Veaux laitiers
  - Le jeune veau laitier subit la pression

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Possible rebond de la collecte aux États-Unis au second semestre
- Consommation
  - Marché du lait bio en France : toujours pas de signe de reprise
- France
  - Recul prononcé mais momentané de la collecte française ?
- Marché des produits laitiers
  - La forte hausse des prix du beurre aux États-Unis ne devrait être que passagère

Viande ovine
- France
  - La baisse de l'offre soutient les cours
- UE et monde
  - Les pluies estivales ont retardé les sorties au Royaume-Uni et en Irlande

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Baisse des disponibilités durant l'été

Marché des grains – Retour à une relative stabilité après la hausse estivale

Offre et demande restreintes

Dernière révision le 24 octobre 2023

La décapitalisation a ralenti cet été mais reste marquée, en vaches allaitantes comme en vaches laitières. Le manque d'offre soutient les cours, en particulier ceux des femelles bien conformées, mais l'inflation continue de freiner la demande des consommateurs en bœuf comme en veau.

Le sanitaire s'invite sur le marché du vif avec l'apparition de la MHE, mais les marchés restent demandeurs de broutards.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Recul du commerce extérieur et de la consommation apparente

Dernière révision le 24 octobre 2023

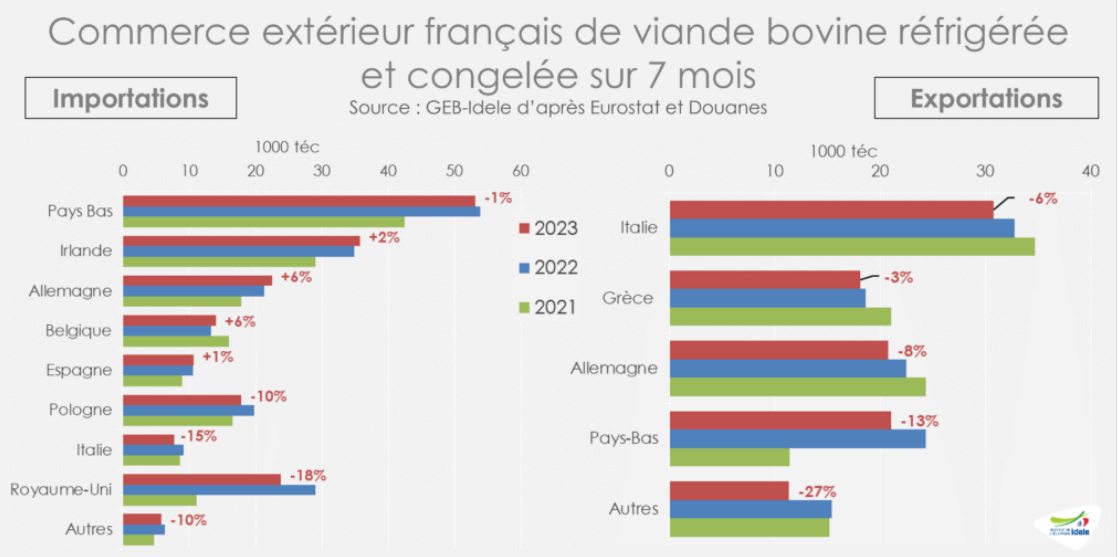
Le commerce extérieur français de viande bovine et la consommation apparente ont reculé depuis le début de l'année. Si le secteur de la restauration est particulièrement dynamique, la consommation au détail reste affectée par une inflation alimentaire, certes en décélération, mais qui reste soutenue.

Le commerce extérieur a reculé à nouveau

En **juillet 2023**, le commerce extérieur français de viande bovine a de nouveau flanché, aussi bien à l'import (-16% /2022, à 26 000 téc) qu'à l'export (-8% /2022, à 17 500 téc). Le recul se confirme donc en **cumul sur les sept premiers mois de 2023**, notamment pour les exportations :

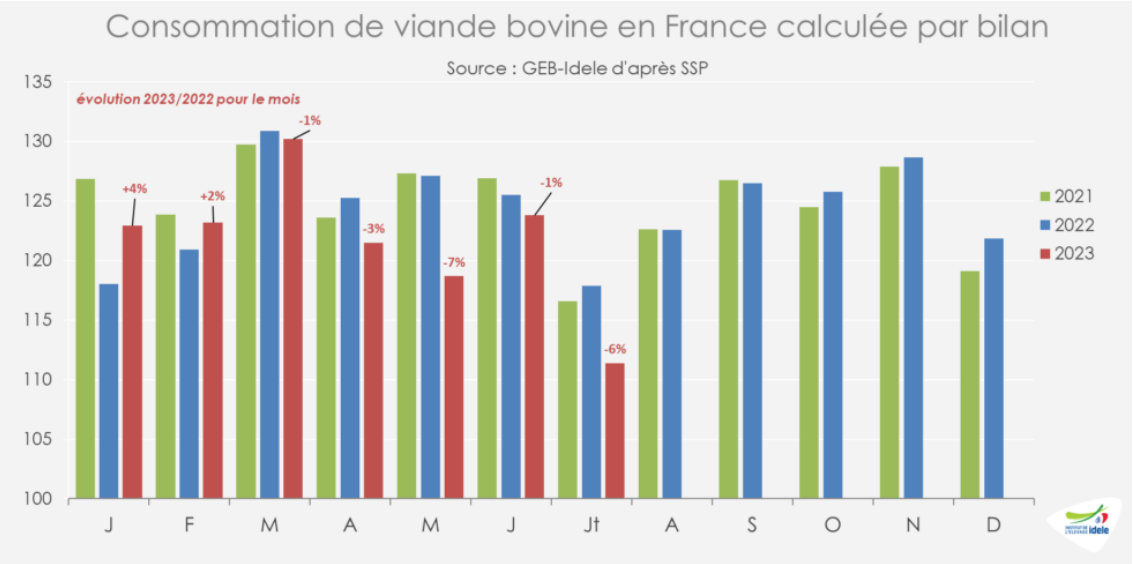
- Avec des disponibilités toujours limitées, les **exportations françaises de viande bovine réfrigérée et congelée** étaient en net retrait à 125 000 téc (-13% /2022, -9% /2021). Toutes les destinations majeures étant concernées par la baisse.
- Les **importations** étaient en repli, moins marqué, à 209 000 téc (-3% /2022, +24% /2021). Les imports de viande bovine réfrigérée et congelée restaient cependant en hausse depuis l'Allemagne (+6% /2022 à 22 500 téc), la Belgique (+6% à 14 000 téc), l'Irlande (+2% à 36 000 téc) et l'Espagne (+1% à 11 000 téc).

Attention toutefois, la progression des échanges est affectée par des flux avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs néerlandais font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas (cf. infra).

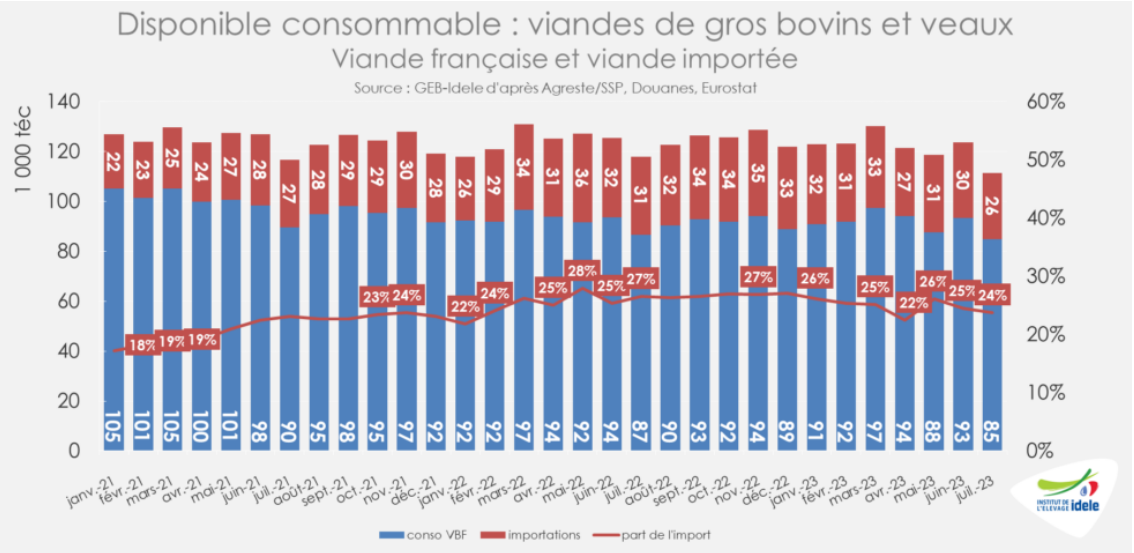


La consommation apparente désormais en retrait

En **cumul sur les 7 premiers mois de 2023**, la consommation calculée par bilan de viande bovine (gros bovins et veau) approchait les 852 000 téc, en retrait par rapport au niveau de 2022 (-2% /2022 et -3% /2021).

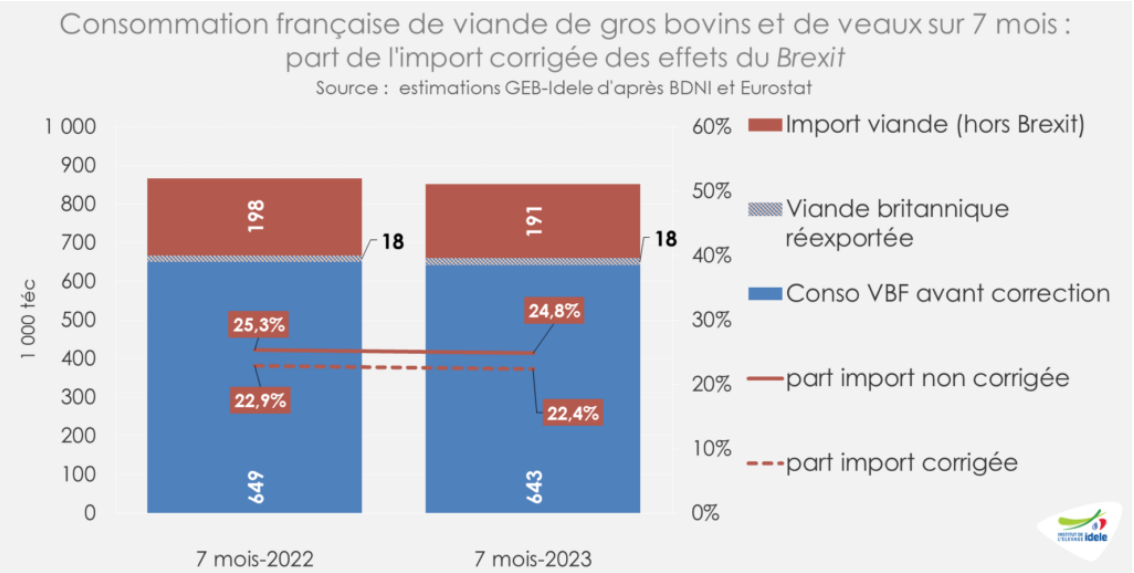


Sur **la même période**, la part des imports (sans correction des effets du *Brexit*) au sein de la consommation apparente en France étaient légèrement inférieure à celle constatée un an auparavant : elle atteignait officiellement 24,8% en 2023 contre 25,3% en 2022.



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée.

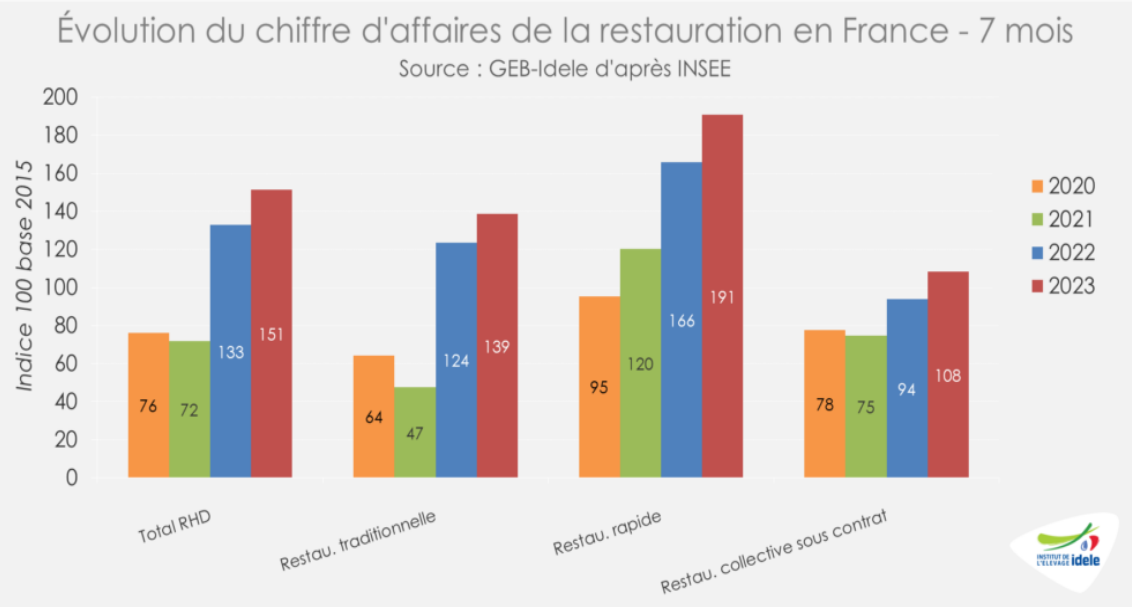
Les niveaux d'importation de viande bovine en France restent cependant surestimés depuis l'entrée en vigueur du *Brexit* et des nouvelles procédures douanières en 2021. Afin de faciliter leurs procédures, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux transitoires augmentent artificiellement le commerce extérieur français de viande bovine aussi bien à l'import (hausse des flux depuis le Royaume-Uni) qu'à l'export (hausse des envois à destination des Pays-Bas). En corrigeant les flux liés au dédouanement de produits britanniques destinés à la réexportation vers les Pays-Bas depuis le *Brexit*, la part d'import dans le disponible consommable **sur les sept premiers mois de 2023** atteindrait plutôt 22,4% en 2023 et 22,9% en 2022.



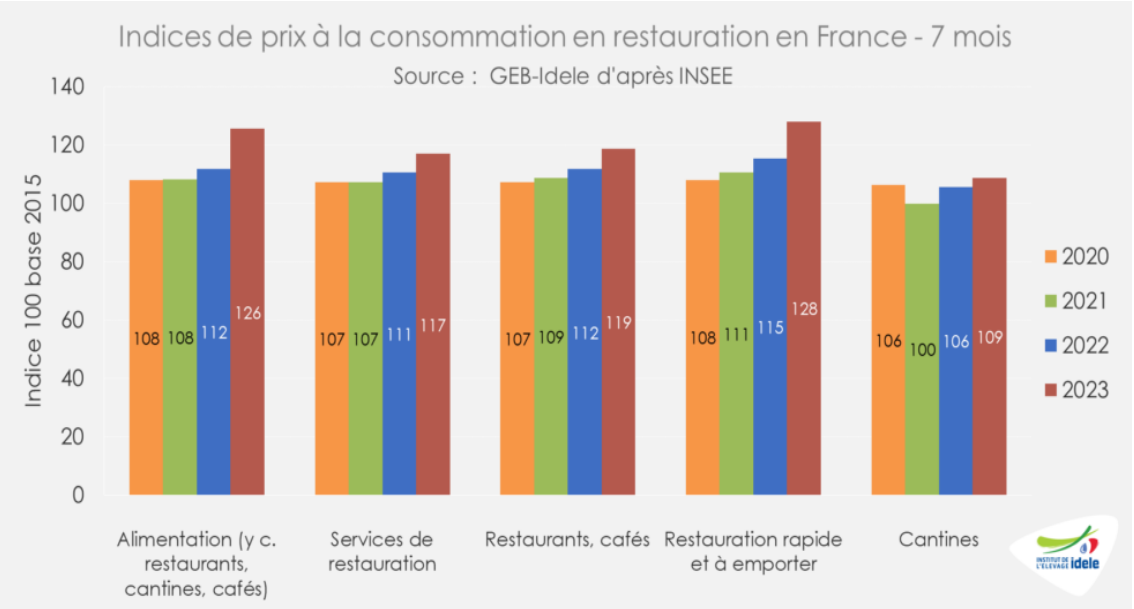
La consommation en restauration hors domicile toujours orientée à la hausse

D'après l'**INSEE**, en **juillet 2023**, le chiffre d'affaires global de la restauration en France restait orienté à la hausse (+7% /2022). A nouveau, cette progression était supérieure à l'inflation : les prix dans le secteur de la restauration n'avaient augmenté que de +5% /2022.

En cumul sur les **sept premiers mois de 2023**, les évolutions sont similaires. Le chiffre d'affaires global de la restauration en France était en hausse sur un an et par rapport à l'avant pandémie (+14% /2022 et +28% /2019). La hausse était particulièrement forte pour le secteur de la restauration rapide (+15% /2022 et +49% /2019) et dans une moindre mesure de la restauration traditionnelle (+12% /2022 et +25% /2019).

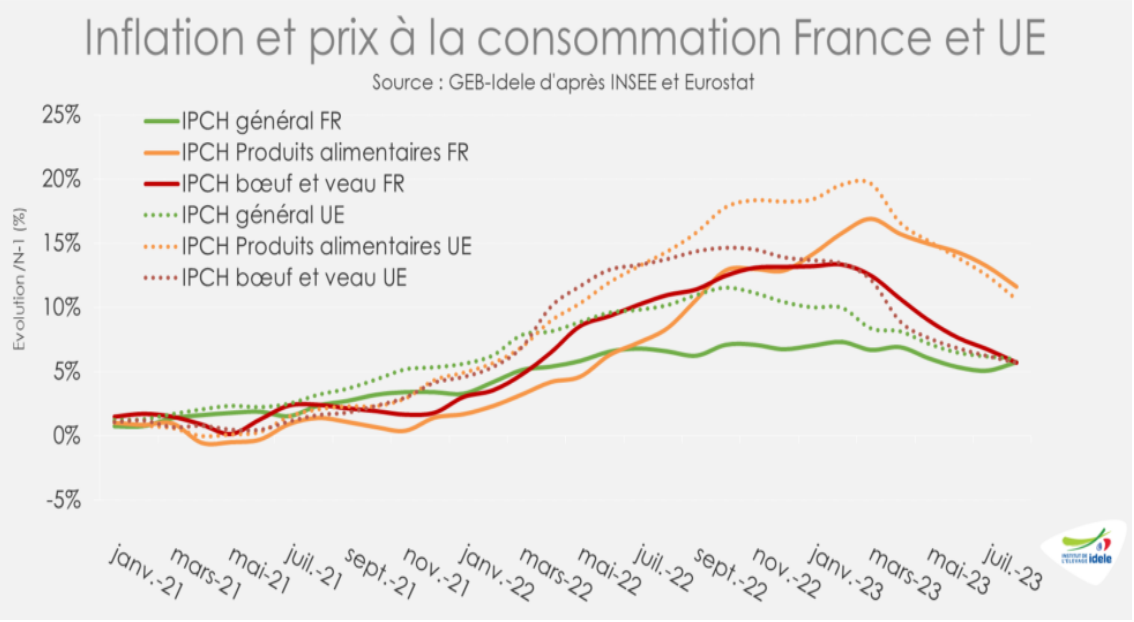


D'après l'INSEE, sur **la même période**, les prix en restauration ont connu une progression plus faible, que ce soit sur un an ou par rapport à l'avant pandémie (+6% /2022 et +11% /2019).

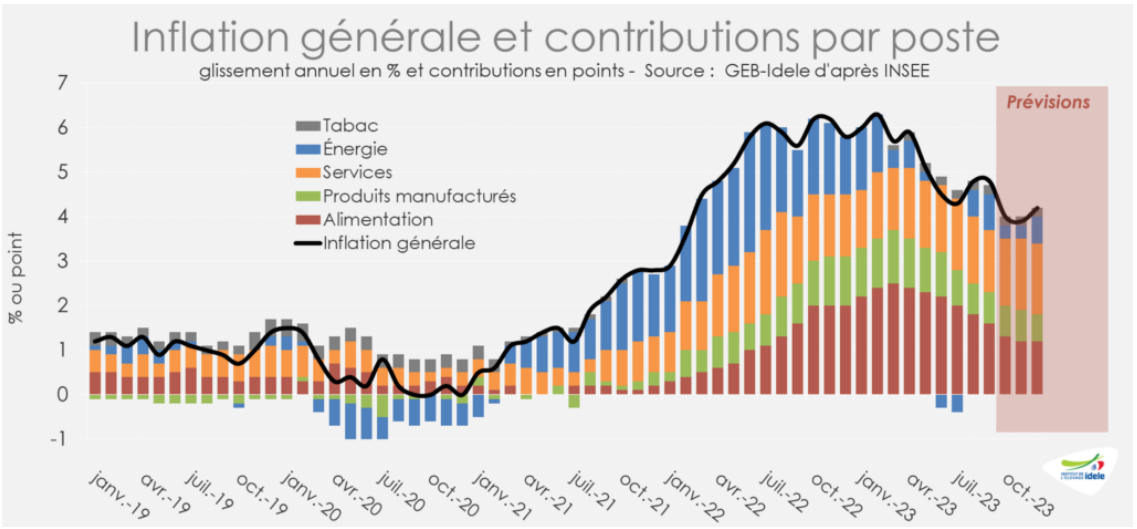


L'inflation alimentaire décélère à nouveau mais demeure à un niveau élevé

Le rythme de progression de l'indice général français des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est resté stable en **septembre 2023** par rapport au mois précédent, à +5,7% sur un an. Toutefois, la décélération de la progression des prix sur un an s'est poursuivie pour l'ensemble des produits alimentaires (+9,9% /2022 contre +11,6% un mois auparavant) comme pour la viande bovine (+5,2% /2022 contre +5,7% un mois auparavant). L'inflation générale comme pour les produits alimentaires et la viande bovine décélère également partout dans l'UE. Si la hausse de l'inflation a été initialement plus rapide au sein de l'UE qu'en France, un effet de rattrapage s'est produit depuis.

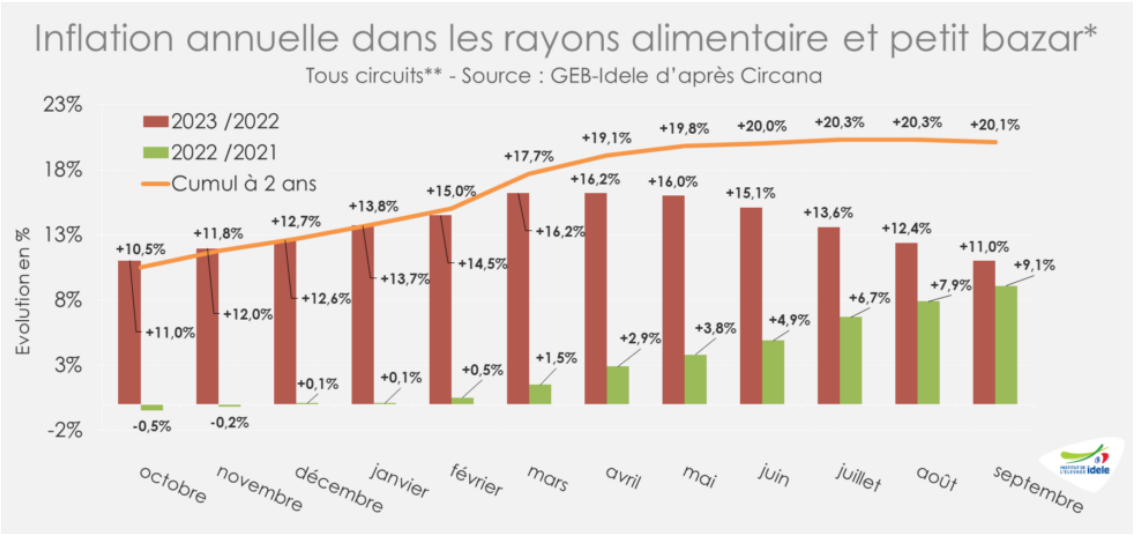


D'après l'**INSEE**, l'inflation a nettement ralenti depuis le début de l'année, ralentissement qui pourrait continuer d'ici la fin de l'année, mais plus lentement qu'au printemps, notamment pour les produits alimentaires. L'inflation sur un an devrait atteindre +4,4%/2022 en décembre 2023 (contre +5,9% /2021 en décembre 2022). La hausse des prix des produits alimentaires s'est très nettement ralentie et cela devrait continuer, en passant de près de +16% au printemps à +7% en fin d'année. D'après les calculs de l'INSEE, la progression de l'inflation devrait être portée par le secteur des services.

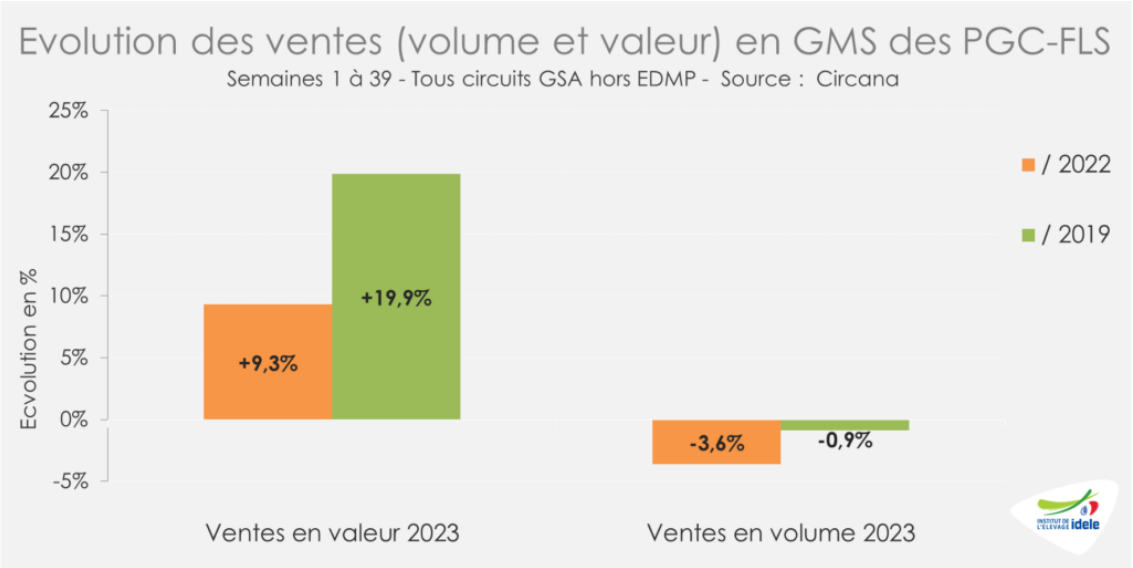


L'inflation pèse toujours sur les ventes en volume au détail

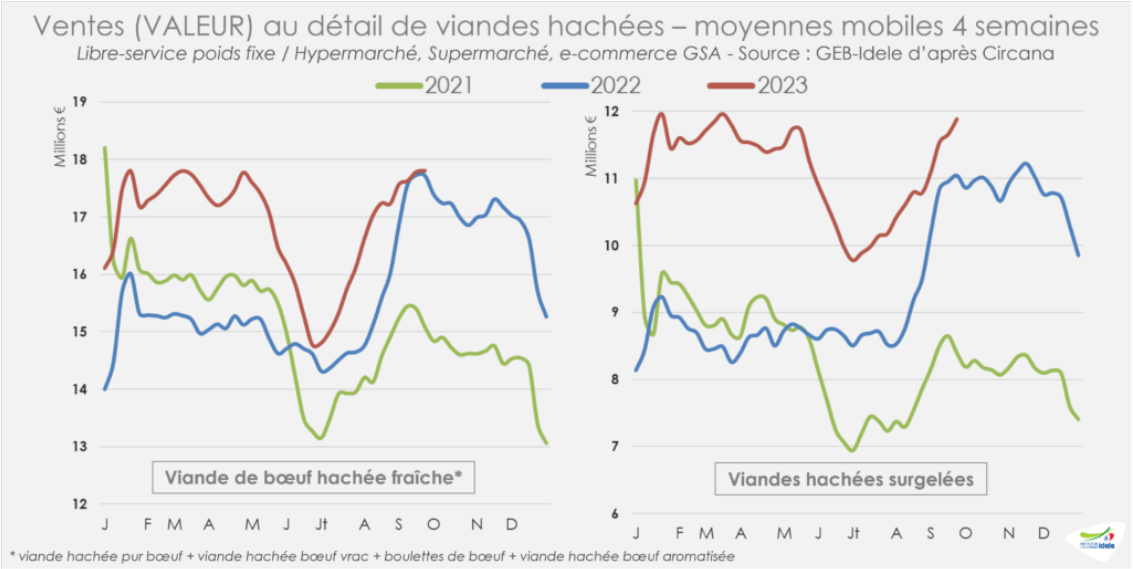
La progression des prix au détail dans les rayons alimentaires (et petit bazar) a ralenti depuis plusieurs mois. En **septembre 2023**, les prix avaient reculé par rapport à août 2023 (-0,6%). Et l'inflation sur un an atteignait +11% (contre +12,4% /2022 en août 2023). Cependant, si l'inflation au détail ralentit, elle reste soutenue par rapport au début de l'envolée des prix. En cumul sur deux ans (par rapport donc à septembre 2021), l'inflation restait en **septembre 2023** supérieure à +20% pour le 4ème mois consécutif.



Ainsi d'après Circana, l'inflation continue de participer à la hausse en valeur des ventes au détail des produits de grande consommation et de frais libre-service (PGC-FLS). Depuis le début de l'année (s1 à s39), les ventes de PGC étaient en hausse en valeur (+10% /2022 et +20% /2019), mais en baisse en volume, y compris par rapport à l'avant pandémie (-4% /2022 et -1% /2019).



Et depuis le début de l'année, l'inflation participe aussi au soutien des ventes en valeur au détail de viande hachée. Mais les dynamiques sont désormais différentes entres le frais et le surgelé. Sur les quatre dernières semaines disponibles d'après ,(semaines 35 à 38), les ventes en valeur de bœuf haché frais étaient désormais stables par rapport à l'année dernière (= /2022 mais +18% /2021) alors qu'elles demeuraient en hausse pour le surgelé (+8% /2022 mais +42% /2021). Ce mouvement soulignerait la descente en gamme de certains consommateurs avec une réorientation du frais vers le congelé, moins cher. En cumul depuis le début de l'année, elles restaient cependant en hausse pour le bœuf haché frais (+10% /2022 et +12% /2021). La progression était encore plus marquée pour la viande hachée surgelée (+24% /2022 et +34% /2021).



Viandes bovines » Gros bovins » France »

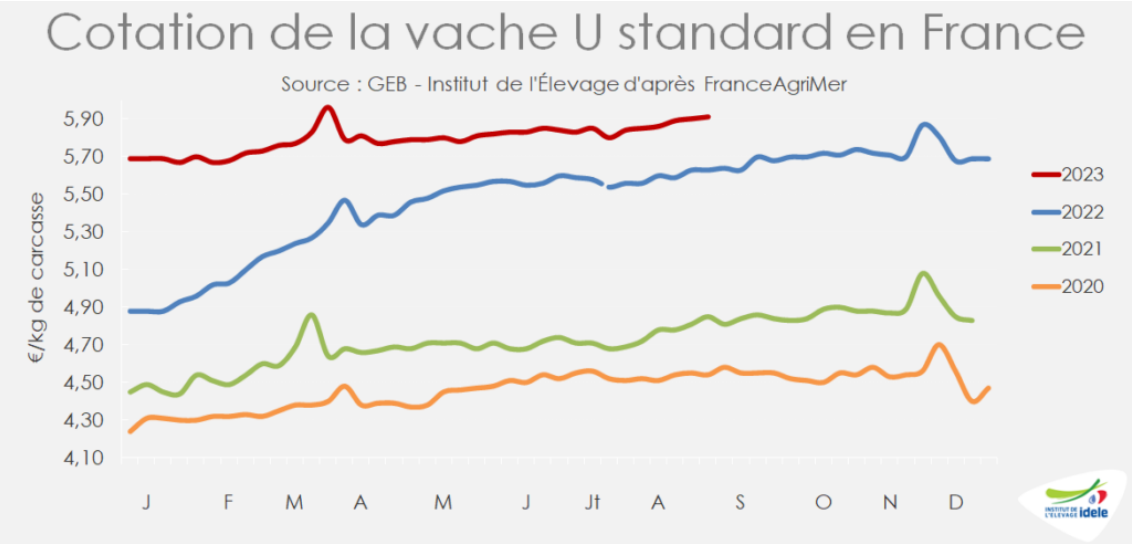
Les prix des allaitantes résistent

Dernière révision le 24 octobre 2023

Le fort recul des abattages de vaches permet aux cours des femelles de race à viande de se maintenir et de ne pas suivre la baisse saisonnière de ceux des laitières. La décapitalisation a ralenti cet été, tant en cheptel laitier qu'en cheptel allaitant.

Les cotations des vaches de type viande se tiennent bien

La forte baisse de l'offre à abattre permet de soutenir les cours des vaches les mieux conformées qui restent bien au-dessus des cours de 2022.

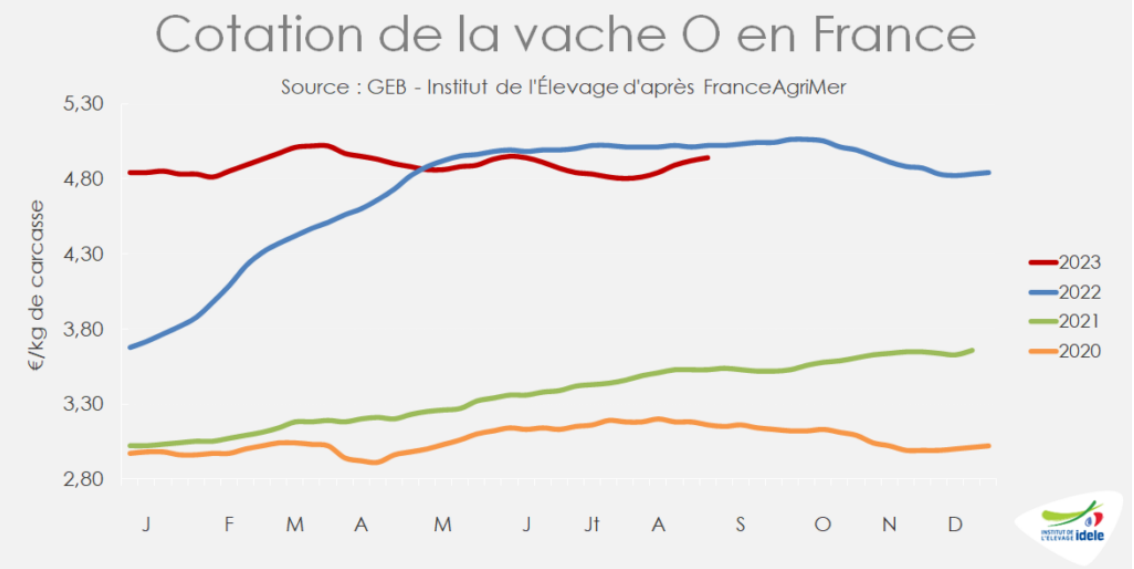


La **vache U** standard cotait **5,91 €/kg de carcasse e**n semaine 41 (+4% /2022 et +22% /2021) et la vache R 5,51 €/kg (+2% /2022 et +30% /2021).

Les cotations des laitières ont entamé leur baisse saisonnière

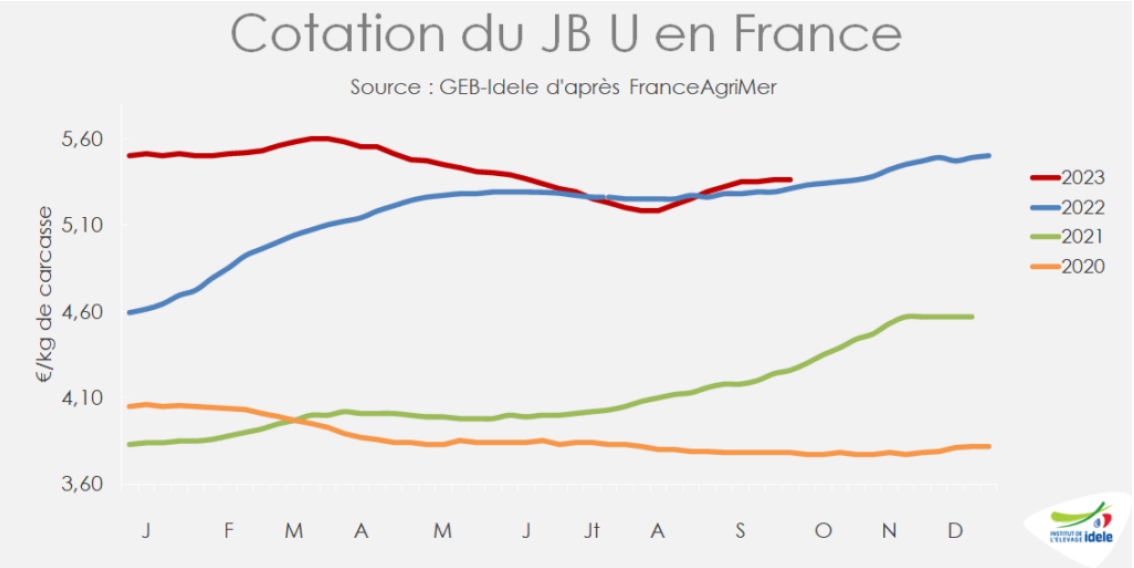
La hausse saisonnière des réformes laitières à l'automne provoque habituellement un fléchissement des cours des vaches O et P. Celui-ci n'avait pas eu lieu les années précédentes en raison du fort déséquilibre entre la demande et l'offre. Cette année, la plus grande perméabilité avec le marché européen a conduit les opérateurs à exercer plus de pression sur les prix.

La cotation de la **vache O** a perdu 14 centimes en un mois, pour tomber à **4,81 €/kg de carcasse** en semaine 41 (-3% /2022, mais toujours +36% /2021) et celle de la **vache P** 15 centimes, à **4,57 €/kg** (-7% /2022, mais toujours +37% /2021).



Pause dans la remontée saisonnière des prix des jeunes bovins

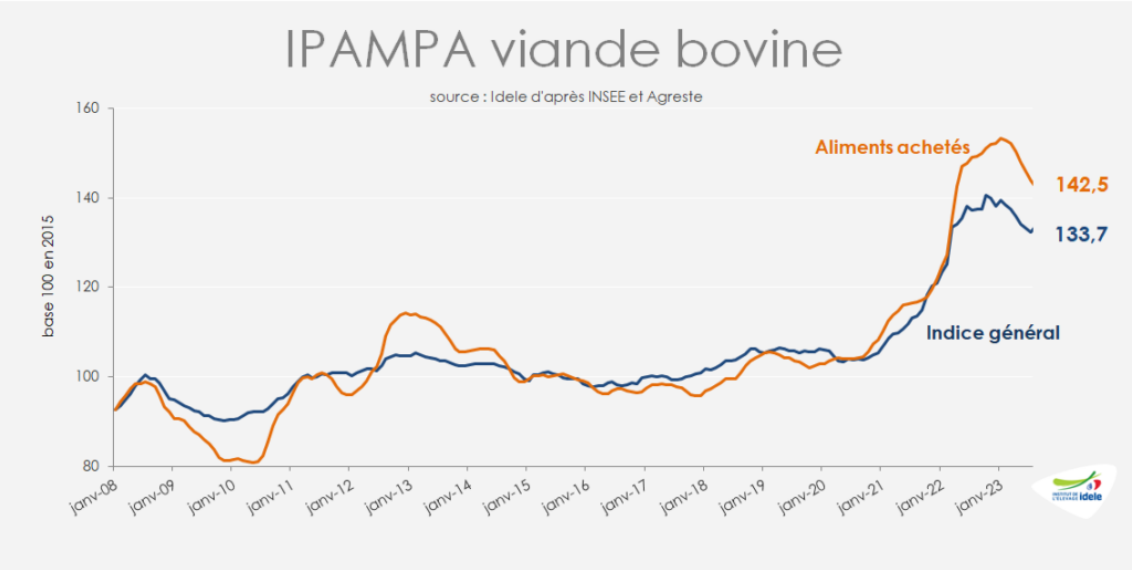
La hausse saisonnière des cours de JB marque une pause dans le sillage des prix italiens, d'autant que la concurrence des viandes polonaises et allemandes sur les marchés export complique la tâche des opérateurs français. L'arrivée de températures plus fraîches en Europe du Sud devrait toutefois relancer la demande.



La cotation du **JB U** a été stable sur un mois à **5,36 €/kg** et restait supérieure à son niveau des années précédentes en semaine 41 (+1% /2022 et +26% /2021). Celle du **JB R** se situait à **5,22 €/kg** (= /2022 et +27% /2021) et celle du **JB O** à **4,90 €/kg** (-2% /2022 mais toujours +38% /2021).

Des charges toujours très élevées

En août 2023, l'**IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) s'établissait à 133,7 points (+1% /juillet 2022, mais toujours +18% /2021). L'indice des prix des aliments achetés était à -4,6% /2022 et +22% /2021. L'indice des énergies et lubrifiants a fortement augmenté d'un mois sur l'autre (+11%) à 175,3 (-1% /2022 et toujours +48% /2021). Celui des engrais et amendements est resté relativement stable par rapport à juillet, à 136,8 (-34% /2022, mais toujours +22% /2021).

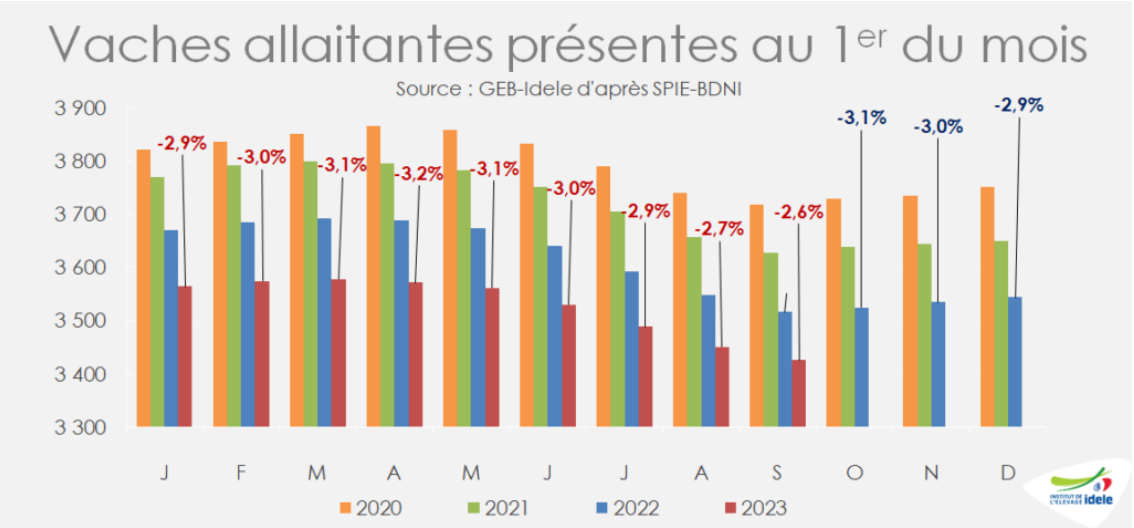


Le recul des abattages se poursuit

Sur les huit dernières semaines connues (34 à 41), les **abattages de gros bovins** ont enregistré une baisse importante : **-8% /2022** d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. La baisse se chiffrait même à -12% pour les vaches laitières et -13% pour les vaches de type viande, la pousse de l'herbe relativement favorable par rapport à une année 2022 extrêmement sèche a permis de limiter les réformes. Les abattages de génisses de type viande étaient en baisse (-3%), mais ceux de bœufs étaient en légère hausse (+2%). Les abattages de jeunes bovins de type viande ou croisés viande étaient quasiment stable (-1%), mais ceux de JB laitiers poursuivaient leur déclin (-10%).

Décapitalisation allaitante : des premiers signes de ralentissement ?

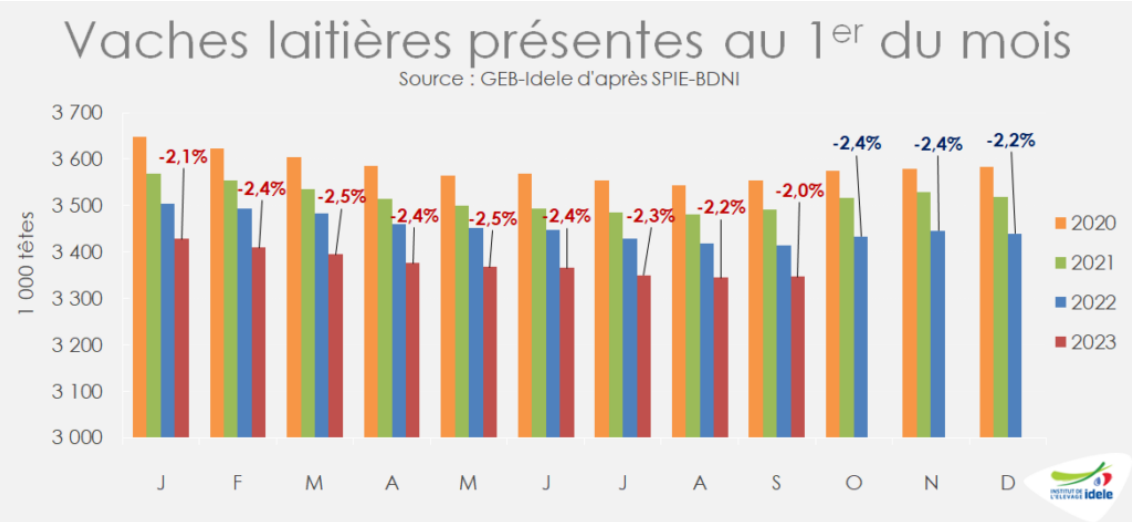
Au 1er septembre, le recul du nombre de **vaches allaitantes** présentes en France n'était que de **-2,6% /2022** contre -3,1% au 1er mai. Tombé à **3,426 millions de vaches**, le cheptel allaitant enregistre une baisse de 90 000 têtes en 1 an et de 350 000 têtes en 4 ans (depuis le 1er septembre 2019).



Depuis d'avril, la forte baisse des réformes de vaches a permis de ralentir la décapitalisation.

Coup de frein sur la décapitalisation laitière

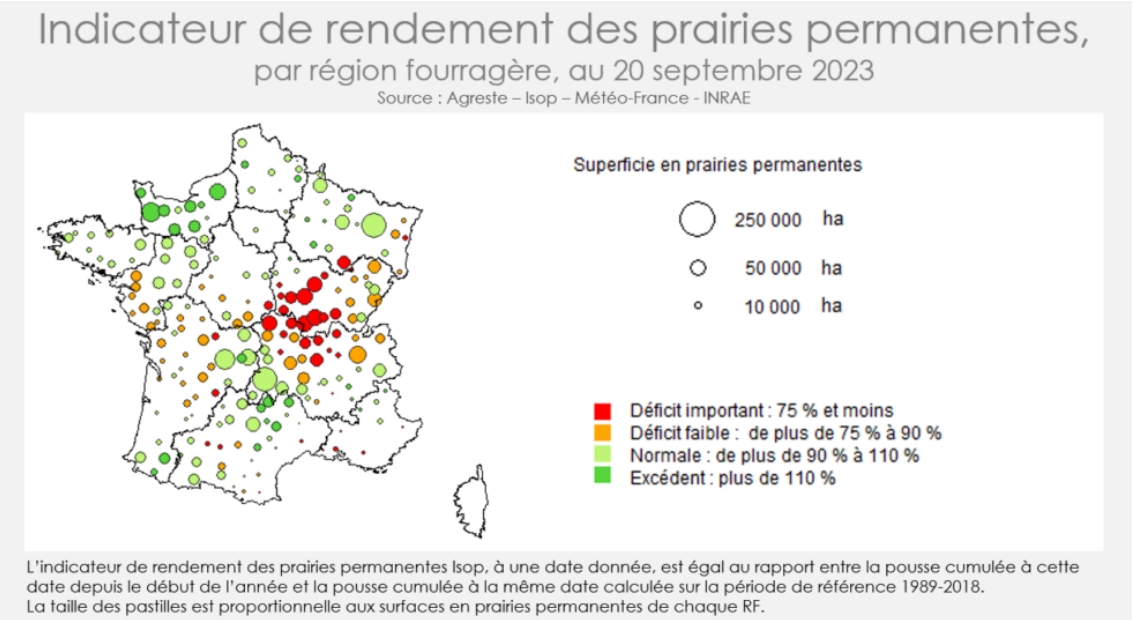
La baisse annuelle du nombre de **vaches laitières** est passée de -2,5% au 1er mai à **-2,0%** au 1er septembre. Ce ralentissement de la décapitalisation découle d'un coup de frein sur les réformes ces derniers mois, mais aussi d'une légère hausse des entrées de génisses en juin (+1%) et juillet (+3%) après plusieurs mois de fort recul, mais qui ne s'est pas confirmé en août (-10% /2022). Sur 12 mois glissants, c'est d'ailleurs comme pour le cheptel allaitant la chute des entrées de génisses (-5%) qui reste le principal moteur du recul du cheptel. La baisse des sorties (-6% sur un an) a ralenti la baisse de cheptel. Sur un an, la décapitalisation laitière se chiffre à -68 000 têtes. Sur 4 ans, elle atteint -272 000 têtes.



Une pousse de l'herbe globalement plus favorable qu'en 2022 jusqu'au 20 septembre mais le bassin charolais très déficitaire

D'après la note de suivi de la pousse de l'herbe des prairies permanentes publiée par Agreste, la **production cumulée des prairies permanentes au 20 septembre était inférieure de 8% à celle de la période de référence 1989-2018** au niveau national. La situation s'est donc dégradée depuis le 20 août, l'écart à la période de référence n'étant alors que de -4%. Mais elle reste plus favorable qu'il y a un an, le recul ayant atteint -33% au 20 septembre 2022 !

La situation s'est dégradée dans le bassin charolais. La pousse de l'herbe est restée globalement excédentaire dans le Massif central et le bassin limousin.



L'indicateur de rendement des prairies permanentes Isop, à une date donnée, est égal au rapport entre la pousse cumulée à cette date depuis le début de l'année et la pousse cumulée à la même date calculée sur la période de référence 1989-2018.
La taille des pastilles est proportionnelle aux surfaces en prairies permanentes de chaque RF.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

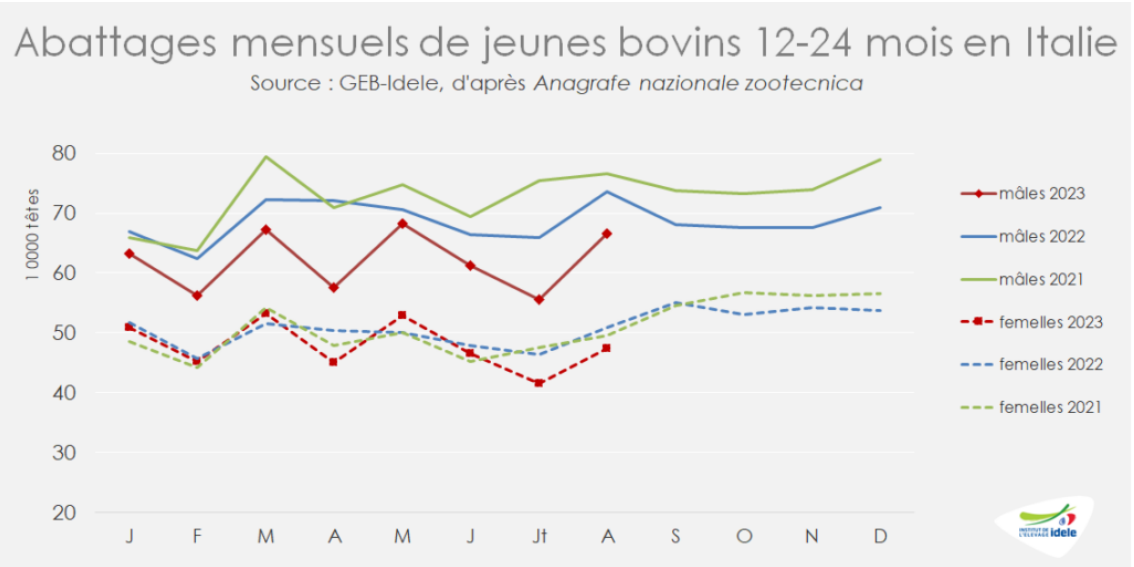
Offre et demande en retrait

Dernière révision le 24 octobre 2023

La demande pour la viande de jeune bovin reste globalement limitée par l'inflation partout en Europe. Mais l'arrivée de températures plus fraîches devrait relancer les achats. L'offre restreinte contribue à soutenir les cours.

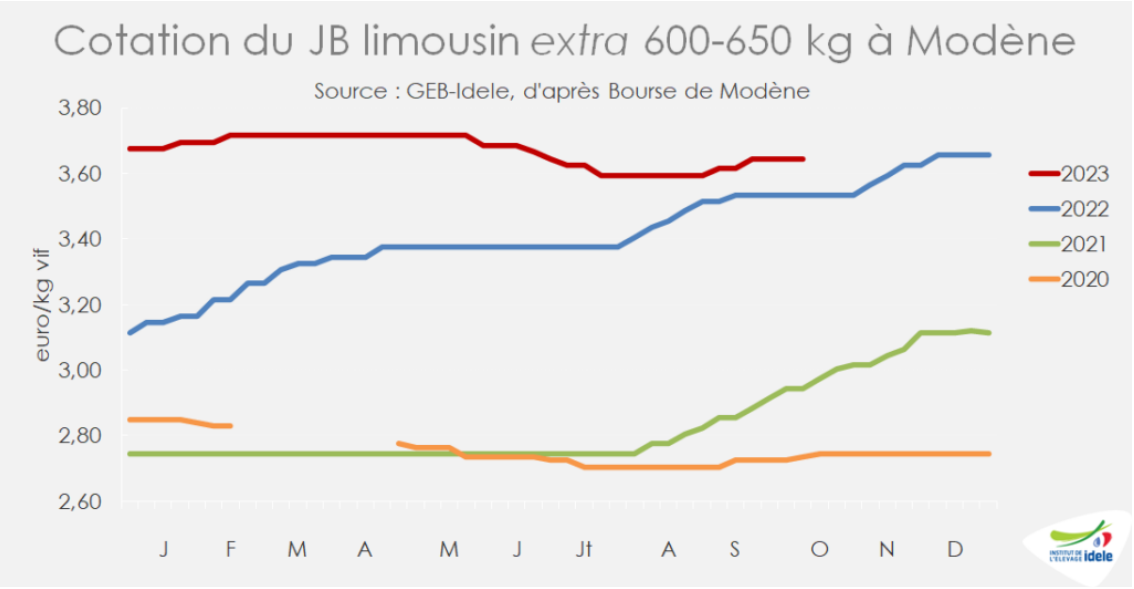
ITALIE : offre toujours réduite

En **Italie**, les sorties de jeunes bovins restent limitées. La baisse des disponibilités en broutards français, liée à la décapitalisation et à des mises en engraissement plus dynamiques en France, a en effet réduit les mises en place en Italie depuis un an. Les **abattages** de jeunes bovins mâles âgés de 12 à 24 mois ont totalisé 67 000 têtes en août (-10% /2022), et ceux de femelles 47 000 têtes (-7%). Ceci porte à 879 000 têtes le nombre de jeunes bovins mâles et femelles abattus sur les 8 premiers mois de l'année (-7% /2022).



L'arrivée de températures plus fraîches conduit les distributeurs à commander moins de quartiers arrière et plus de quartiers avant. La demande pour les morceaux nobles devrait se réactiver à partir de fin novembre à l'approche des fêtes de fin d'année, ce qui devrait tirer les cotations à la hausse.

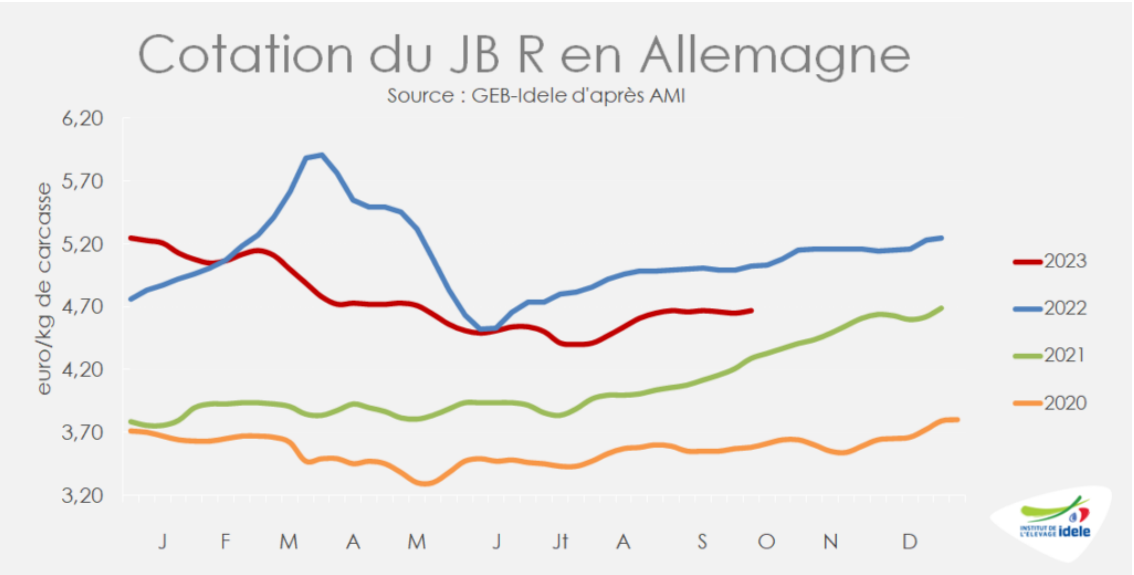
A la bourse de Modène, la **cotation** du mâle charolais fini extra se situait à 3,50 €/kg vif le 16 octobre (+1% /2022 et +23% /2021) et celle du Charolais « prima qualità » à 3,39 €/kg vif (+1% /2022 et +24% /2021). Le mâle limousin s'était stabilisé à 3,65 €/kg vif (+3% /2022 et +24% /2021). Les cotations des femelles restent stables, à 3,66 €/kg vif pour la Limousine (+3% /2022 et +23% /2021) et 3,38 €/kg pour la Charolaise (+1% /2022 et +22% /2021).



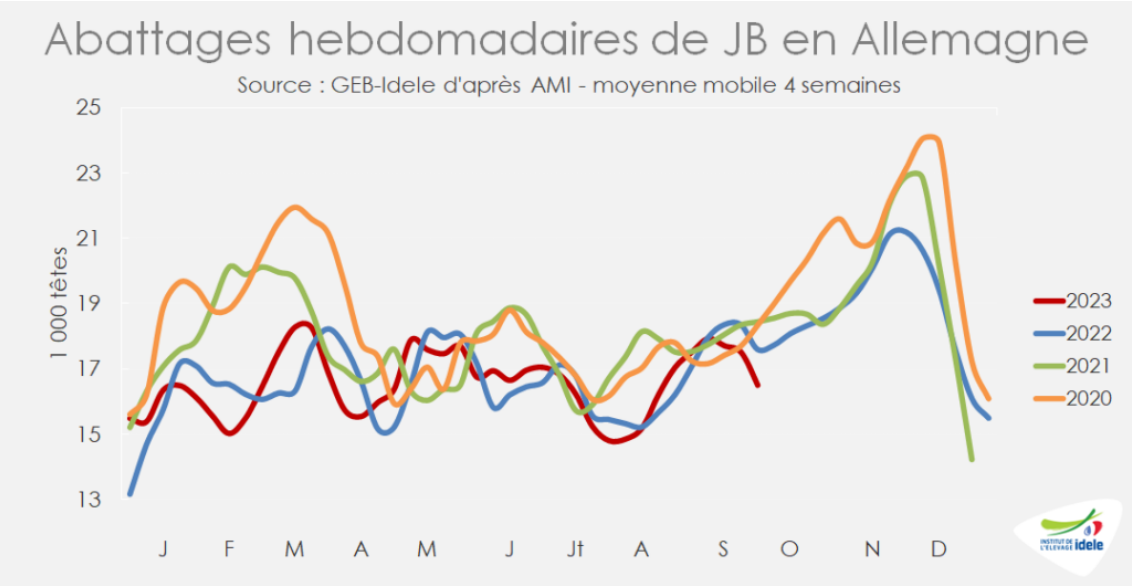
ALLEMAGNE : demande calme

En **Allemagne**, le marché du jeune bovin est relativement équilibré. L'offre réduite compense la faiblesse de la demande. Toutefois, les prix demeurent sous leur niveau de l'an dernier.

Les **cotations** des JB se situaient en semaine 40 à un niveau intermédiaire entre ceux de 2021 et de 2022 (-7% /2022 et +8% /2021). Le JB U cotait 4,73 €/kg de carcasse, le JB R 4,67 €/kg et le JB O 4,37 €/kg éc.



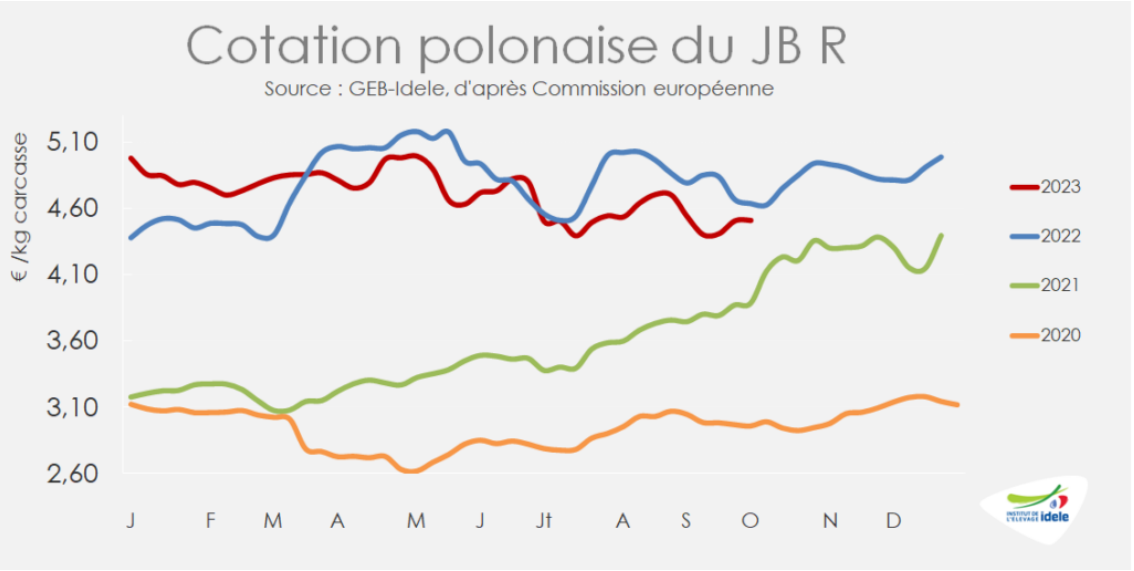
Les **abattages** de jeunes bovins étaient en recul sur les 4 dernières semaines connues (-6% /2022 et -11% /2023 sur les semaines 37 à 40). En cumul depuis le début de l'année, ils sont toutefois à leur niveau de 2022 et très inférieurs au niveau de 2021 (-7%).



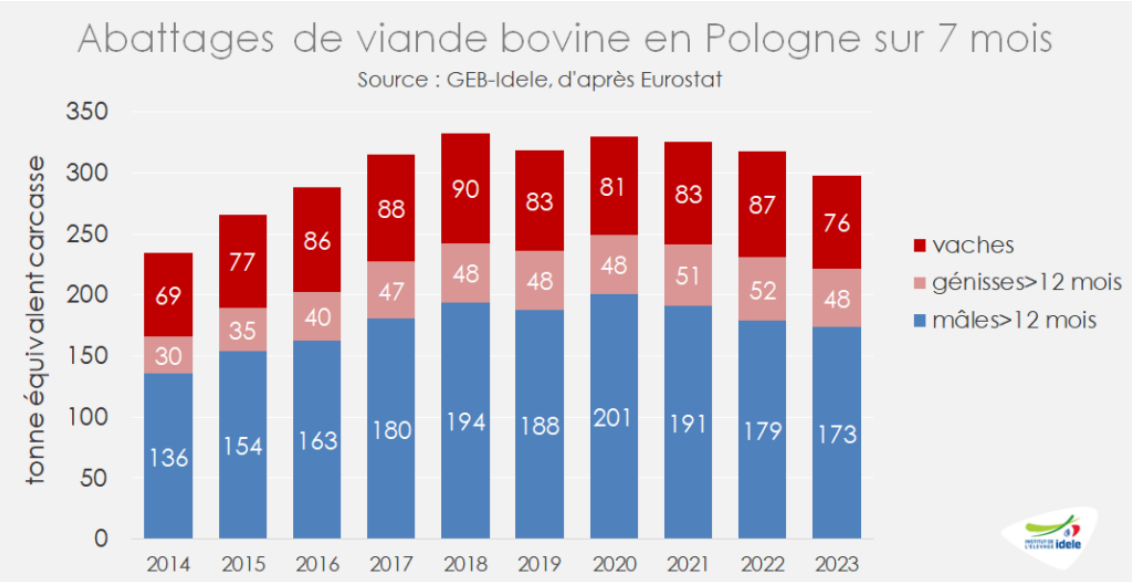
La perte de pouvoir d'achat liée à l'inflation a par ailleurs fortement affecté la consommation allemande. Et la viande bovine a été particulièrement touchée sur ce marché très sensible au prix. Sur les huit premiers mois de l'année, les **achats des ménages** de viande bovine piécée ont chuté de -4,5% /2022 d'après le panel GFK, alors que les produits meilleur marché se maintenaient mieux (= /2022 pour les saucisses, et même +5,3% pour la viande hachée mélangée porc/bœuf).

POLOGNE : prix sous pression malgré une production en recul

Les **cotations des jeunes bovins polonais** sont remontées mais peinent à retrouver leur niveau de 2022. Elles se situent -3% /2022, mais toujours +16% /2021, à 4,51 €/kg de carcasse pour le JB R et 4,36 €/kg pour le JB O.



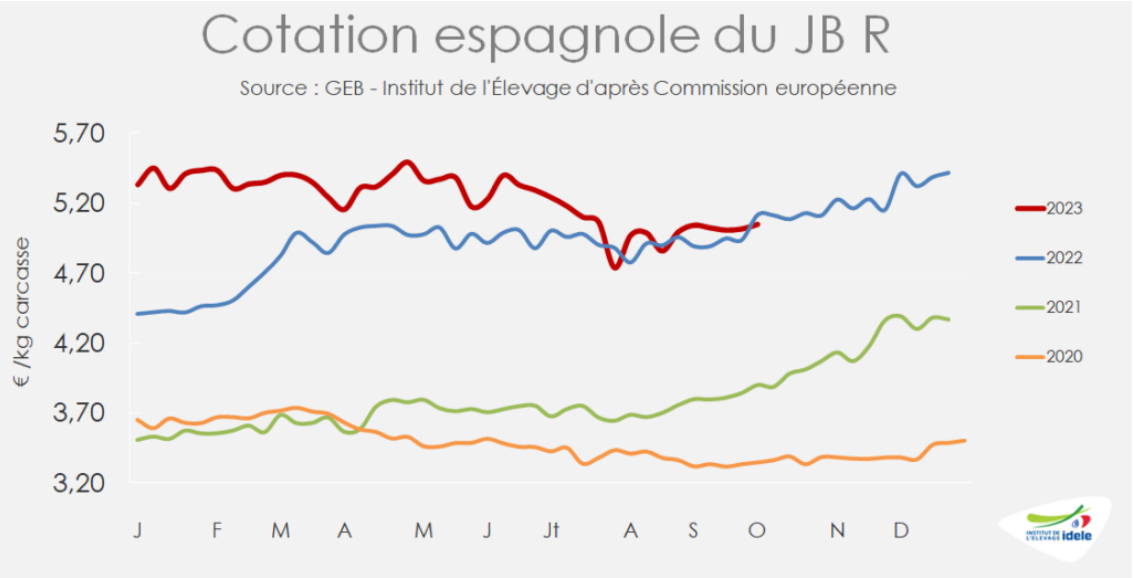
La **production de viande bovine** en Pologne sur les sept premiers mois de l'année a totalisé 299 000 téc, un niveau inférieur de -6% /2022 et de -8% /2021. Les abattages de taurillons étaient en retrait à 173 000 téc (-3% /2022 et -9% /2021), de même que ceux de génisses à 48 000 téc (-8% /2022 et -6%/2021). Ceux de vaches sont retombés à 76 000 téc (-12% /2022 et -8% /2021). Après plusieurs années de croissance, la production polonaise plafonne, faute de veaux à engraisser.



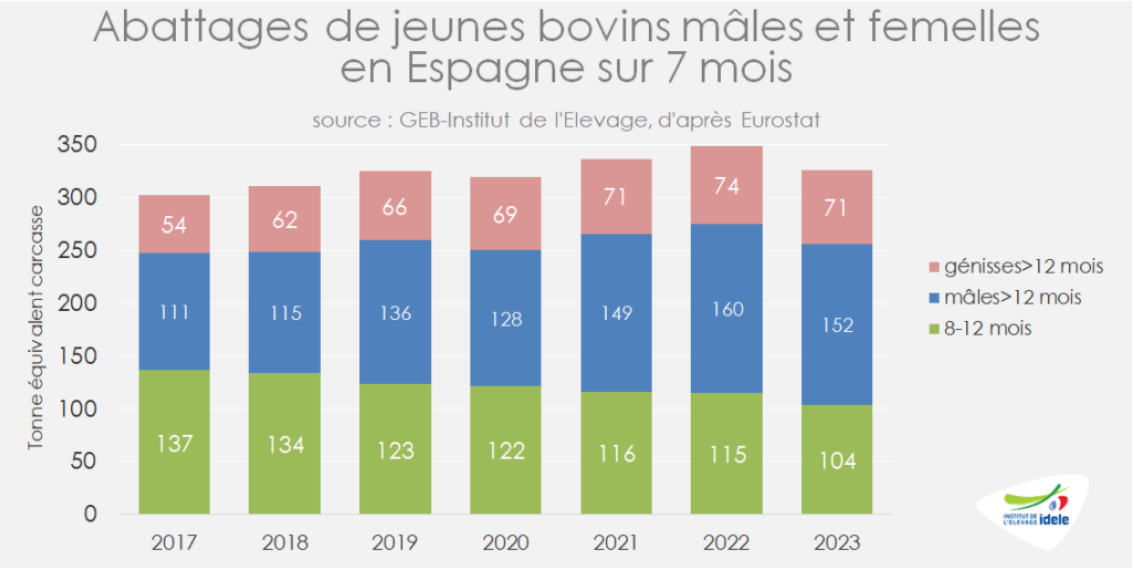
ESPAGNE : Enfin l'automne !

En **Espagne**, les opérateurs misent sur l'arrivée du temps automnal pour dynamiser la demande. Les cotations sont proches de leur niveau de 2022, mais le marché est un peu fébrile en raison de la fermeture du marché libyen aux bovins vivants espagnols, suite à l'apparition de la maladie hémorragique épizootique (ou MHE).

Les **prix** des JB sont relativement stables. Le JB U cotait 5,11 €/kg en semaine 40 (-1% /2022, mais +29% /2021), le JB R 5,05 €/kg (-1% /2022 et +29% /2021) et le JB O 4,81 (+1% /2022 et +29% /2021).



Après plusieurs années de hausse, **la production espagnole marque le pas**. Sur les sept premiers mois de l'année, les **abattages** de jeunes bovins mâles et femelles sont retombés à 326 000 téc (-6% /2022 et -3% /2021), dont 152 000 téc issues de mâles de 1 à 2 ans (-5% /2022, mais +2% /2021), 104 000 téc de bovins de 8-12 mois (-10% /2022 et -11% /2021) et 71 000 téc de génisses (-4% /2022 et -1% /2021).

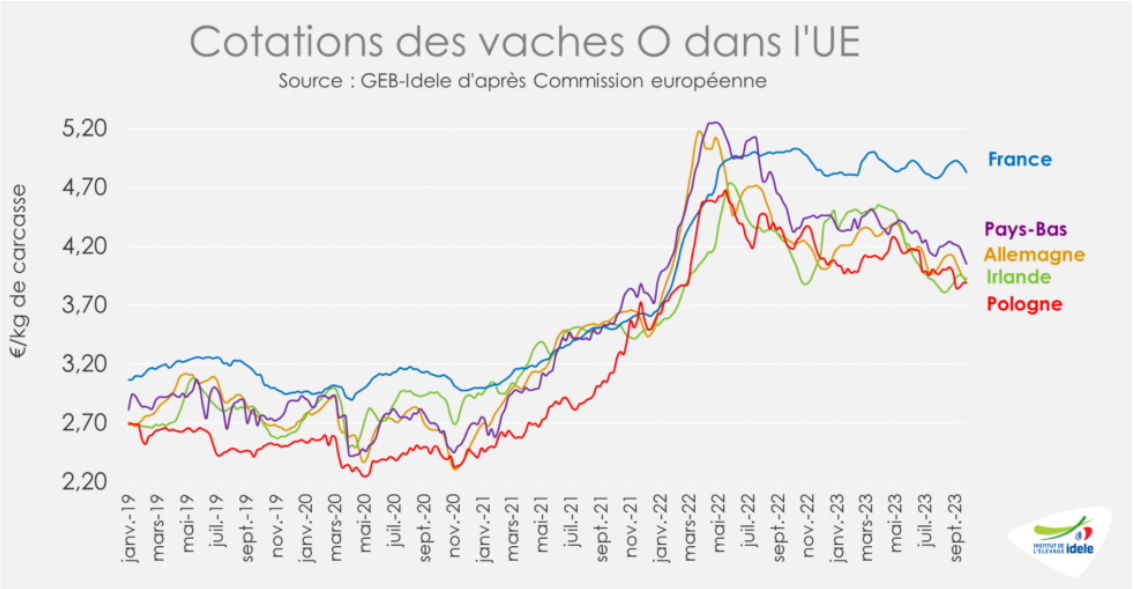


Viandes bovines » Femelles » Europe »

Hausse saisonnière limitée des abattages

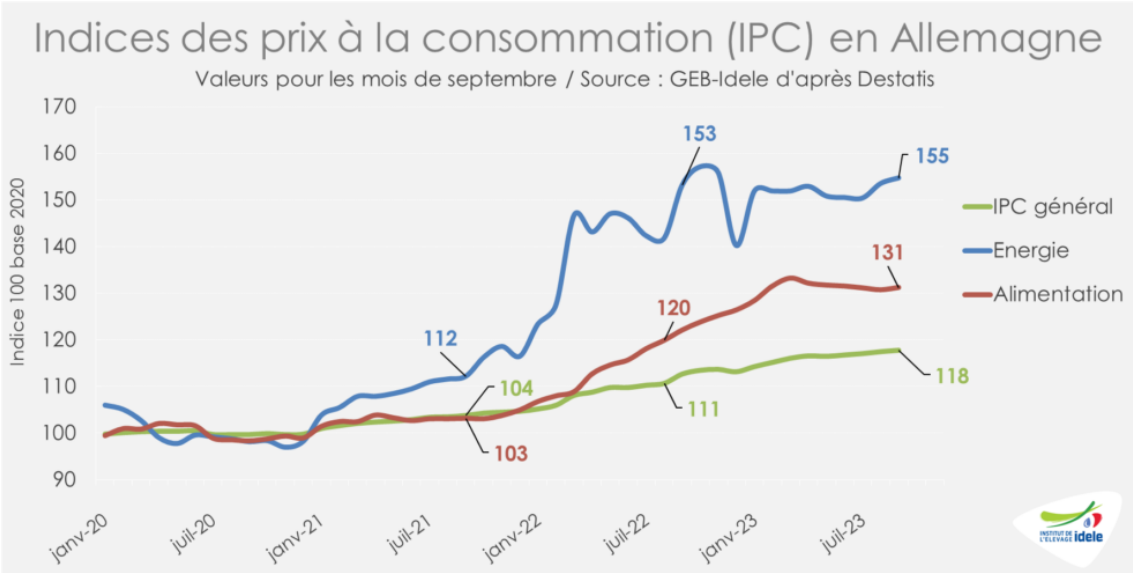
Dernière révision le 24 octobre 2023

Si les abattages de vaches de réforme restent globalement limités en Europe, ils ont progressé dans plusieurs pays. La demande est peu dynamique. Après un léger rebond, les cotations stagnent ou reculent.

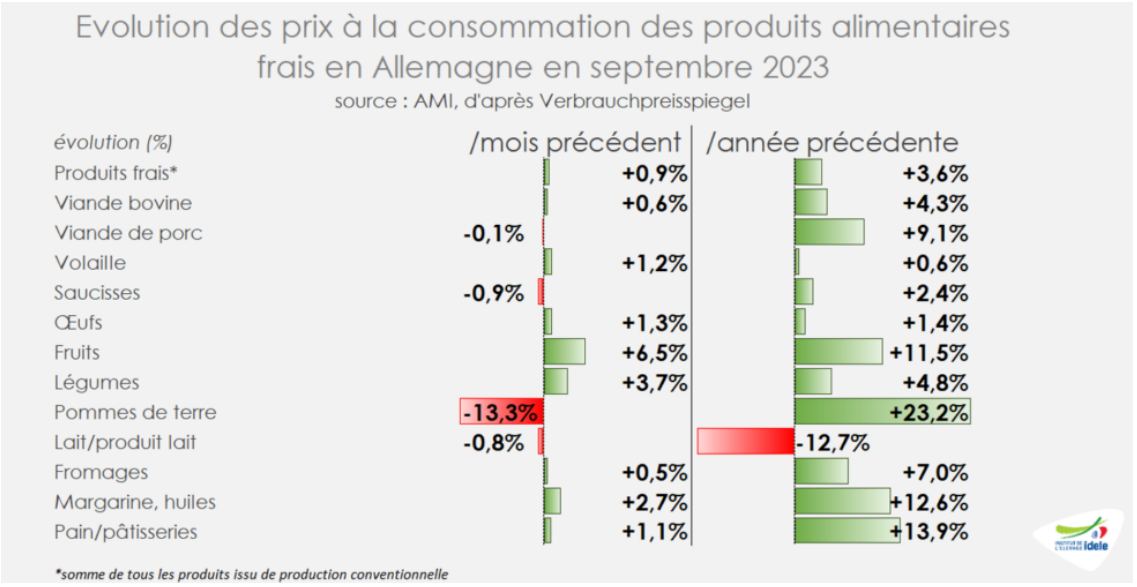


ALLEMAGNE : inflation stagnante et cours des réformes sous pression

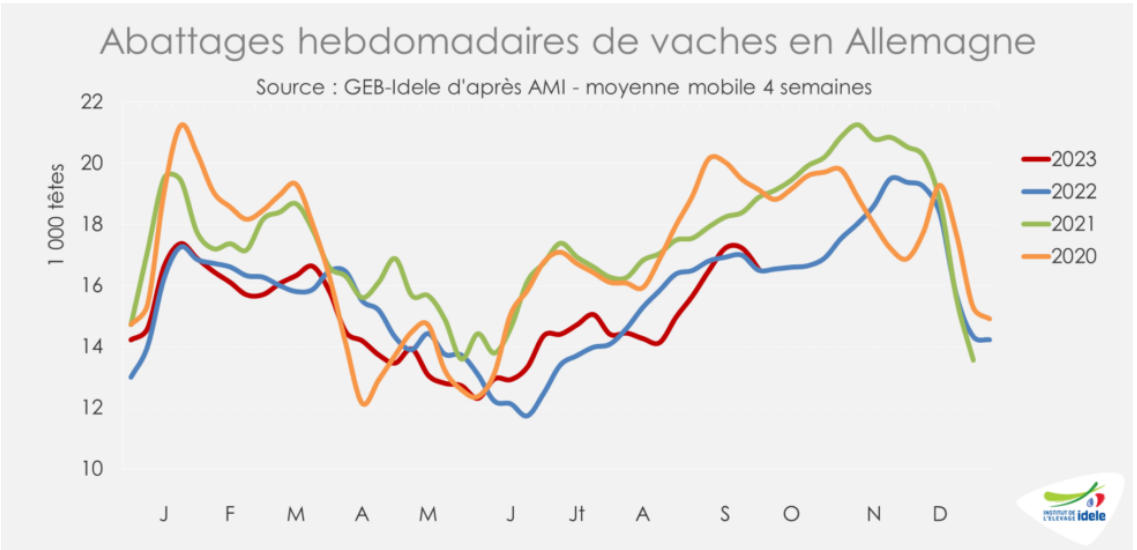
En **Allemagne**, selon l'Office fédéral de la statistique (Destatis), la **hausse des prix sur un an des produits alimentaires** en septembre (+7,5% /2022) restait toujours supérieure à l'inflation générale (+4,5%). Mais elle reculait cependant à nouveau après des taux de +11% en juillet 2023 et +9% en août.



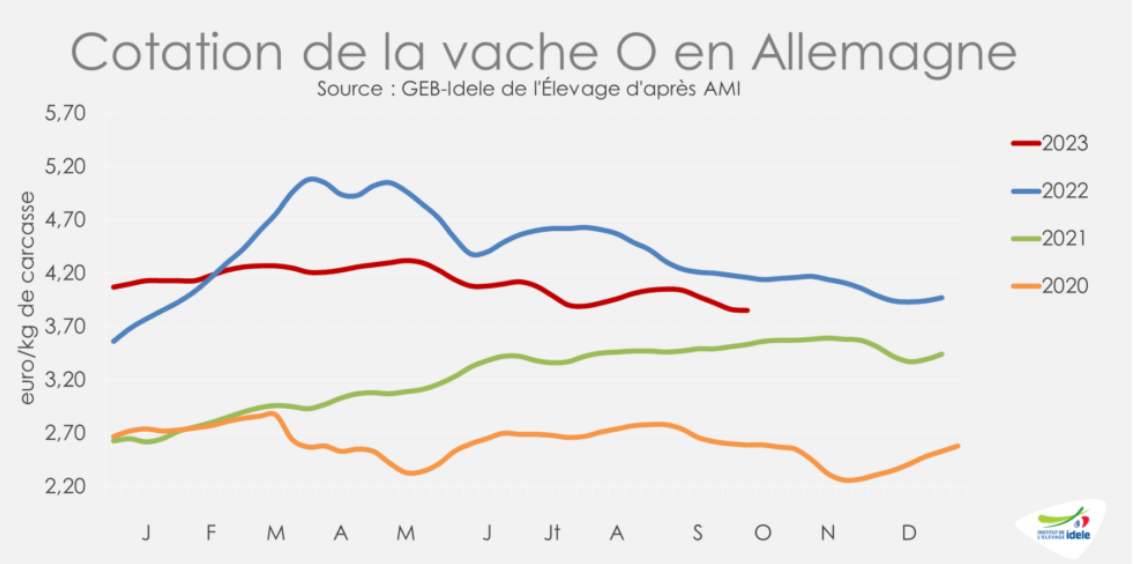
L'inflation sur un an (par rapport à un niveau de prix 2022 élevé) pour les produits frais continuait sa décélération (+1% sur un an). Les disparités restaient encore importantes entre les différents produits, mais l'inflation sur les viandes étaient désormais plus limitée. Elle atteignait +1% sur un an pour la viande bovine.



L'offre en vaches de réforme a récemment rebondi, mais elle reste à un niveau plutôt limité. Sur les quatre dernières semaines disponibles (semaines 37 à 40), les abattages de vaches étaient équivalent au bas niveau de 2022 (= /2022, mais -12% /2021).

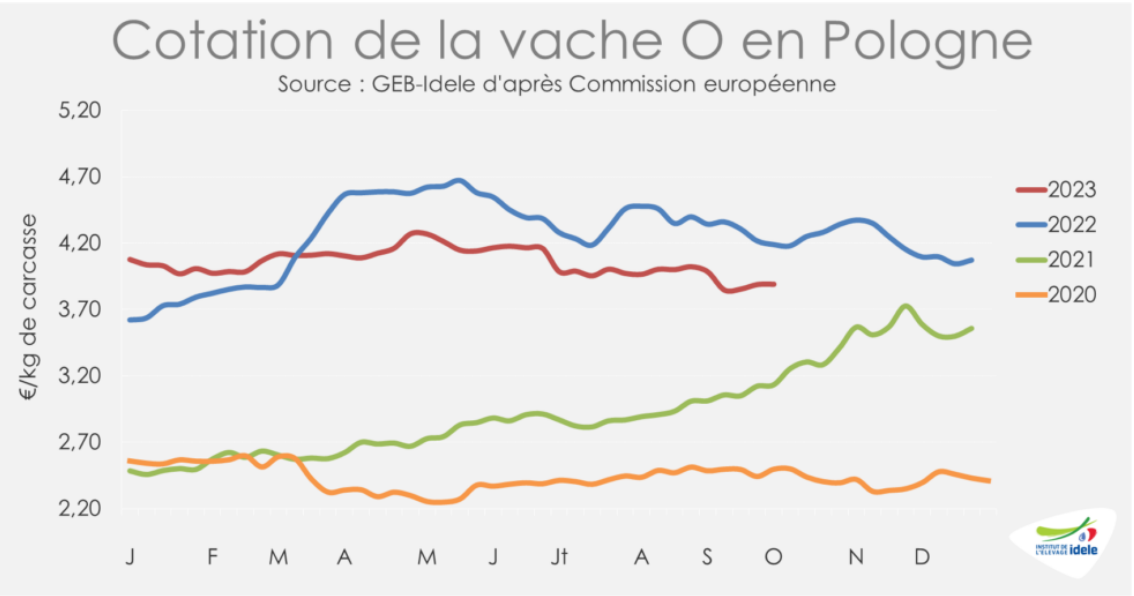


Mais cette offre plutôt faible rencontre une demande limitée pour la viande de réforme. En effet, malgré le ralentissement de l'inflation, les prix au consommateur restent élevés et continuent de restreindre les volumes consommés. Ainsi, après un bref redressement, les cours des vaches entrée abattoir stagnent voire baissent. D'après AMI, la cotation de la vache O s'est dépréciée de -9 centimes en un mois pour atteindre 3,85 €/kgéc en semaine 40 (-7% /2022 ; +7% /2021).



POLOGNE : la production fait face à un marché atone

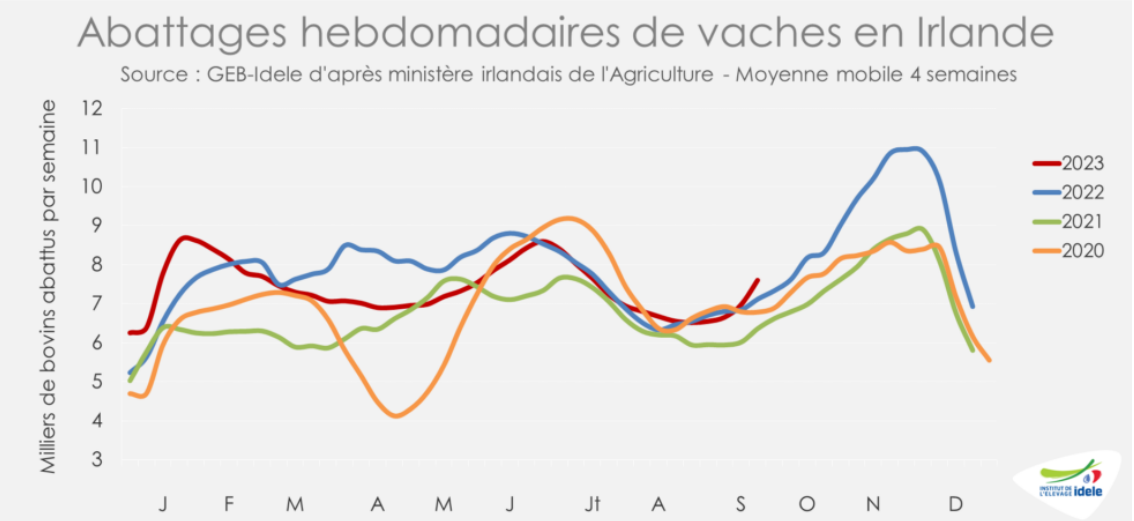
En **Pologne**, les cours des réformes sont en léger retrait. En semaine 40, la cotation de la vache O s'établissait à 3,89 €/kg de carcasse (-7% /2022, mais +24% /2021), soit une baisse de -9 centimes en un mois.



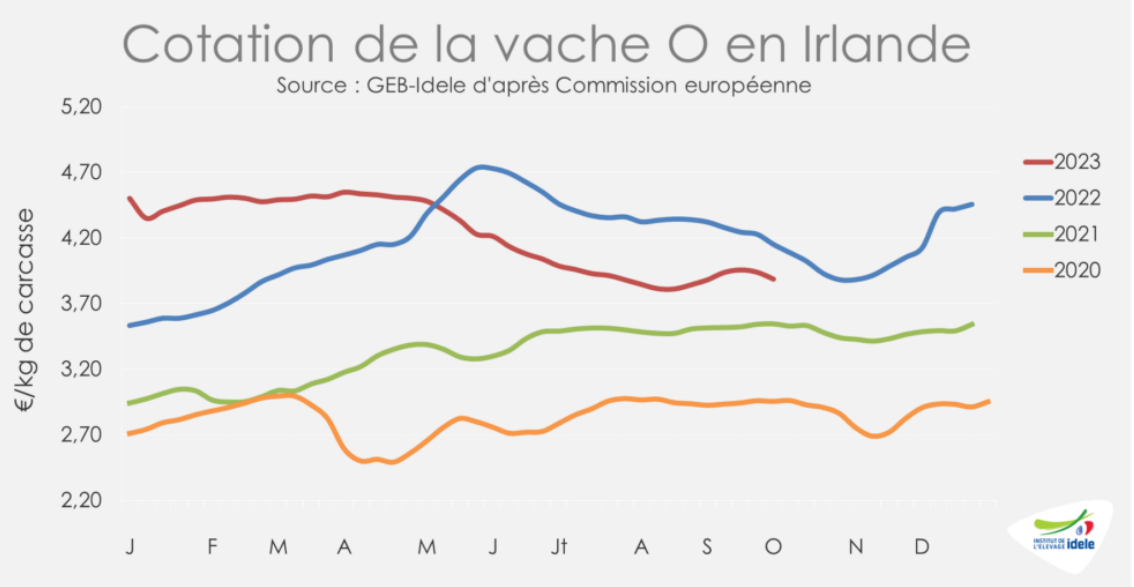
Malgré des abattages réduits depuis le début de l'année, les effectifs de vaches polonaises étaient en retrait d'après la dernière enquête cheptel de juin. Le **cheptel** polonais comptait ainsi 2,16 millions de vaches (-2% /2022), dont 2,03 millions de vaches laitières (-2%) et 133 000 vaches allaitantes (-2%).

IRLANDE : entre rebond des abattages et cours relativement stables

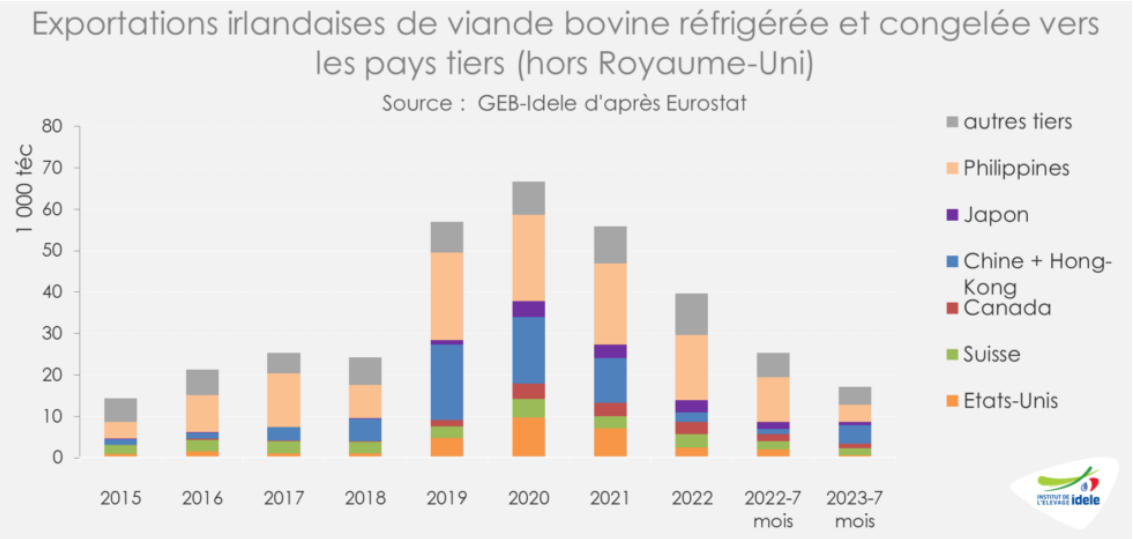
En **Irlande**, la disponibilité en vaches de réforme a été limitée pendant plusieurs semaines. Mais depuis le début du mois de septembre, les abattages sont à la hausse. D'après *Bord Bia*, de nombreux éleveurs commencent à rentrer les bovins en stabulation et en profitent pour faire le tri dans leur troupeau. Le nombre de réformes augmente et devrait même atteindre des niveaux similaires à ceux de 2022 à l'approche de Noël. En attendant, sur les quatre dernières semaines disponibles (37 à 40), les **abattages** de vaches étaient plus soutenus que les années précédentes (+7% /2022 et +19% /2021) d'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais.



Les **cotations** des réformes restent relativement stables alors que l'offre augmente et que la demande des abattoirs semble plutôt soutenue. En semaine 40, la cotation de la vache O atteignait 3,89 €/kg de carcasse (-6% /2022, mais +10% /2021), stable sur un mois. Le cours du bœuf R était lui en léger retrait sur un mois (– 4 centimes), à 4,62 €/kg (-1% /2022, +11% /2021).

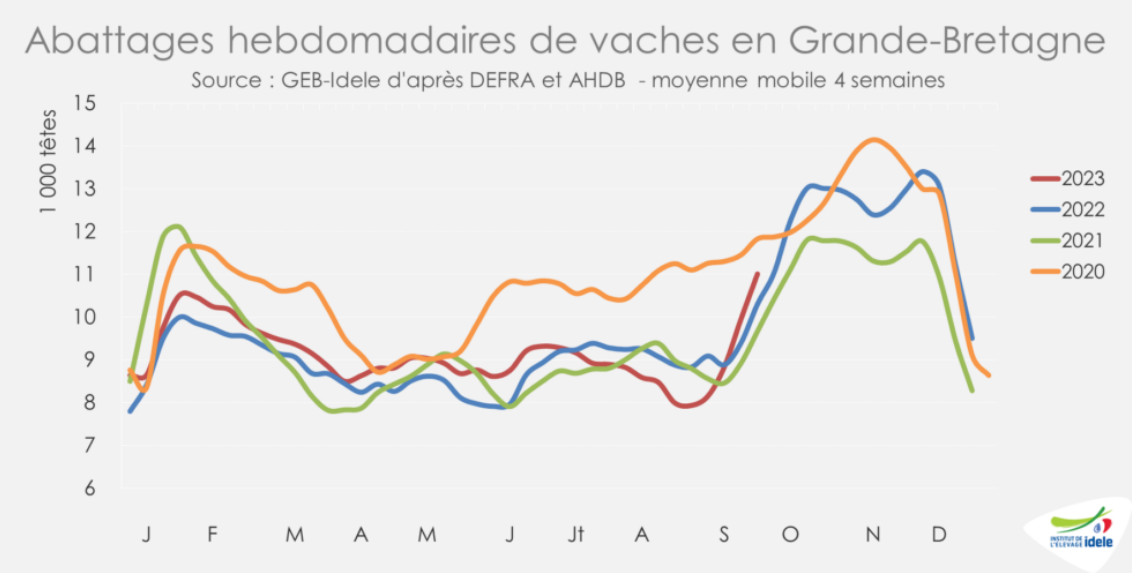


Les **exports** irlandais de viande bovine restaient en léger retrait sur 7 mois, à plus de 300 000 téc (-3% /2022, mais +5% /2021). Cette baisse est notamment liée à de moindres disponibilités et une baisse des poids carcasses d'après *Bord Bia*. Les exportations vers l'UE à 27 étaient globalement en retrait (-6% /2022, à 121 000 téc). Les envois étaient certes en hausse vers le Royaume-Uni (+5% /2022, à 144 000 téc), mais baissait vers de nombreuses destinations dont les autres pays tiers (-33% /2022, à 17 000 téc) et ce pour la 3ème année consécutive après le pic de 2020. Parmi ces destinations, seules les expéditions vers la Chine et Hong-Kong avaient progressé (×4 /2022, à 5 000 téc) après la réouverture du marché chinois début 2023.

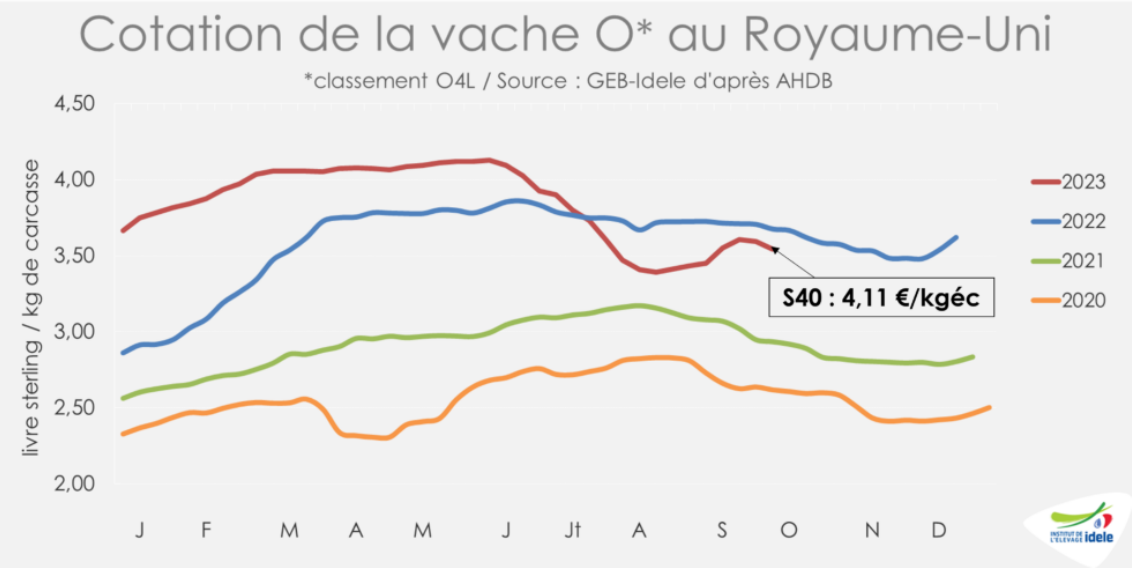


ROYAUME-UNI : rebond saisonnier des abattages

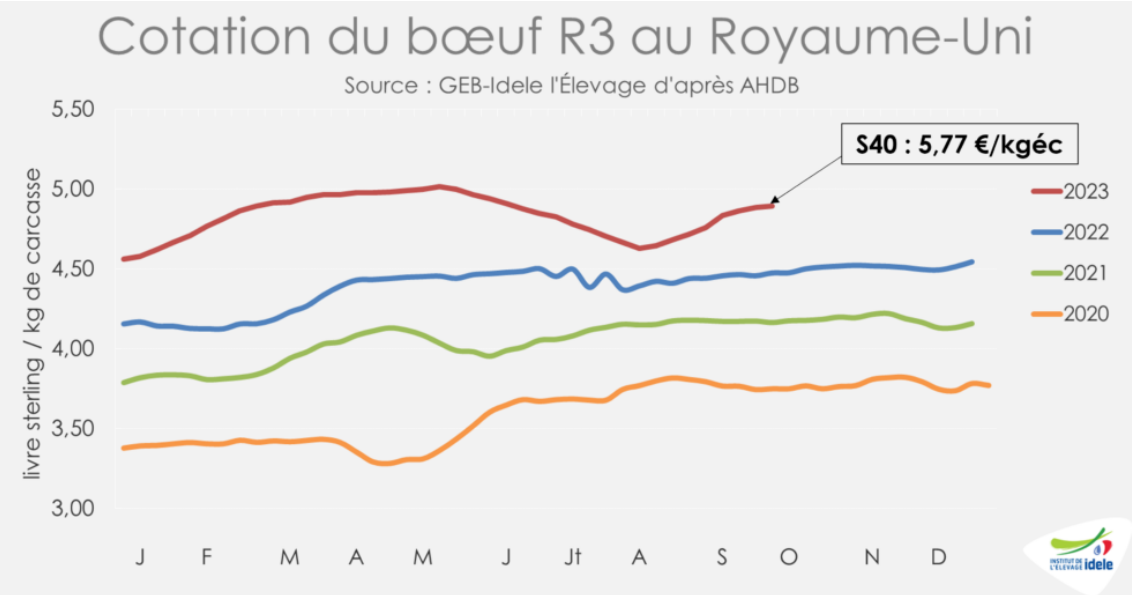
Au **Royaume-Uni**, les abattages de de vaches de réforme ont entamé un rebond saisonnier plutôt marqué malgré des conditions de pâturages qui restaient plutôt clémentes. Sur les semaines 37 à 40, les abattages étaient ainsi supérieurs aux deux années précédentes (+7% /2022 et +14% /2021).



Après les baisses du printemps et de l'été, les cours des réformes se sont stabilisés et même redressés début septembre. La cotation de la vache O a ainsi repris 9 pence (+3%) entre un mois. En semaine 40, elle atteignait 3,54 £/kg de carcasse (-4% /2022 et +21% /2021), soit 4,11 €/kg.



Les cotations des jeunes animaux (*prime cattle*) sont toujours orientées à la hausse depuis plusieurs semaines. En semaine 40, le cours du bœuf R3 a atteint 4,89 £/kg (+9% /2022 et +18% /2021), soit 5,77 €/kg.



L'offre britannique pourrait être soutenue à court terme mais plus limitée ensuite. D'après l'enquête cheptel de juillet 2023, le cheptel bovin britannique s'élevait à 7,9 millions de têtes (-1% /2022). Cette baisse est notamment liée au recul du nombre de femelles de plus de 30 mois à 2,7 millions de têtes (-2%). Le nombre de bovins âgés de 12 à 30 mois était en hausse (+2%), notamment pour les mâles de race à viande de 18 à 30 mois, soulignant une disponibilité plus grande pour la production de viande bovine à court terme. Le recul du nombre de bovins âgés de moins de 12 mois (-1%) pourrait entraîner une contraction de l'offre à moyen terme.

Viandes bovines » Maigre »

Cours sous pression de la MHE, mais marché demandeur

Dernière révision le 24 octobre 2023

La détection de cas de maladie hémorragique épizootique ou MHE en France a entraîné la fermeture du marché algérien aux importations de broutards français. Cependant, la forte baisse des naissances de veaux allaitants a nettement réduit les disponibilités. La demande en broutards reste donc bien présente en France et en Italie, ce qui a permis d'absorber les animaux destinés initialement à l'Algérie. La pression sur les cours dépend de la situation sanitaire dans chaque bassin de race : pour les bassins proches de foyers ou dans les zones réglementées, ils fléchissent, ailleurs ils restent fermes.

Nouveau contexte sanitaire depuis fin septembre

Fin septembre, les **premiers cas de MHE**, maladie déjà présente en Espagne et dans une partie du pourtour méditerranéen, ont été détectés dans les Pyrénées françaises. Depuis les premiers cas, la zone réglementée a été élargie au fil de nouveaux cas et inclut à présent l'Aveyron par exemple. La découverte d'un foyer de MHE en Suisse alémanique a conduit à la constitution d'une seconde zone réglementée englobant la Franche-Comté, la Haute-Savoie, le Haut-Rhin, les Vosges et frôlant la Saône-et-Loire.

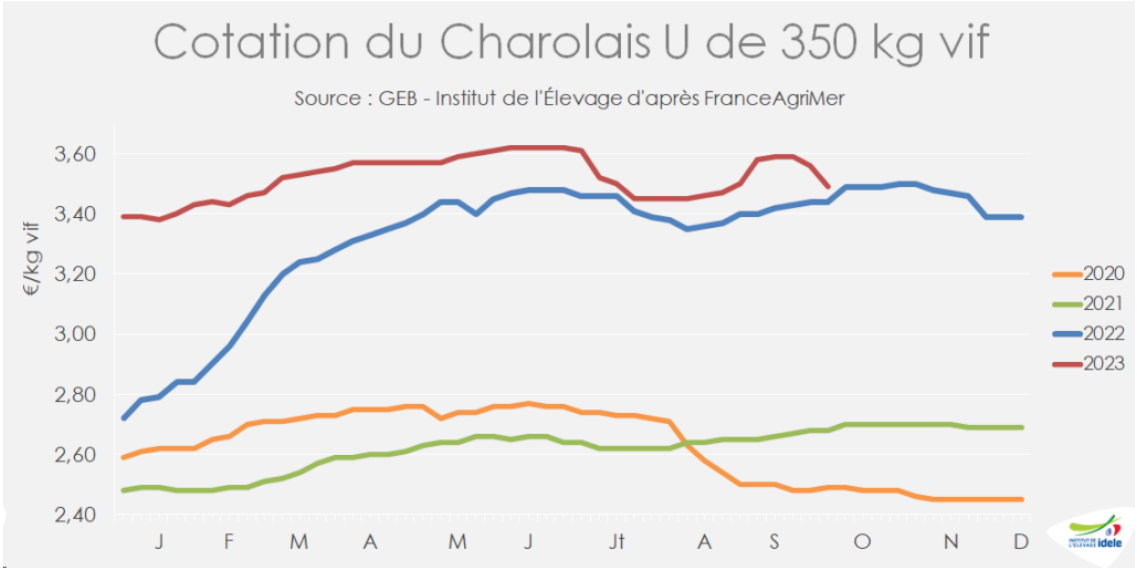
Ce nouveau contexte a eu des répercussions sur les marchés des broutards vers l'export pays tiers. Le **marché algérien**, qui avait entrainé une hausse des cours début septembre, est fermé depuis le 23 septembre.

Côté UE, il n'y a pas de conséquence sur les flux pour les animaux de zone indemne. De plus, l'Espagne, déjà touchée par la MHE, accepte aussi les expéditions d'animaux de zones réglementées. L'Italie également puisqu'un accord a été trouvé pour les zones réglementées, avec un protocole de désinsectisation + PCR après 14 jours.

Des prix sous pression

Le recul des disponibilités en broutards du fait de la décapitalisation et la demande ferme, tant pour l'export que pour l'engraissement en France, ont permis au marché d'absorber dans un premier temps les animaux initialement destinés à l'Algérie.

En semaine 40 cependant, la déclaration d'un cas de MHE en Suisse et la mise en place d'une deuxième zone réglementée a mis sous pression les prix des broutards charolais. Ainsi, en **semaine 41**, le **Charolais U de 350 kg** cotait 3,49 €/kg, en repli de -9 cts sur quatre semaines, mais toujours supérieur de 5 cts à la cotation de 2022 (+1% /2022, +30% /2021). Le **Charolais U de 450 kg** était également en recul de -9 cts en quatre semaines, à 3,38 €/kg (+4 cts ou +1% /2022, +33% /2021).

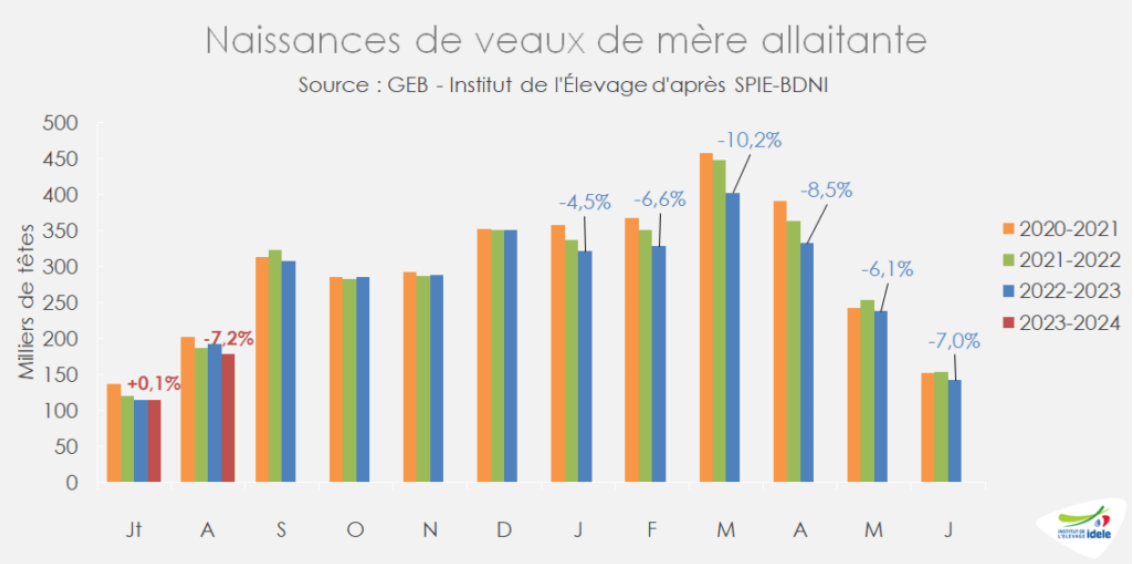


En semaine 41, le **Limousin E de 350 kg vif** était pour sa part stable à 3,85 €/kg en semaine 41, un niveau supérieur de +20 cts ou +5% /2022. La cotation du **broutard croisé R de 300 kg** s'établissait 3,19 €/kg, en hausse de +4 cts sur quatre semaines et supérieure de 9 cts (+3%) à la cotation de 2022.

Les cours des femelles n'ont pas été non plus soumis à la baisse. Ainsi, les **Limousines E de 270 kg** cotaient 3,30 €/kg, au même niveau qu'en 2022 et stables depuis l'été. La cotation des **Charolaises U de 270 kg** s'établissait à 3,36 €/kg vif, en hausse de +8 cts /2022 (+2%) et de +6 cts sur quatre semaines.

Recul des naissances

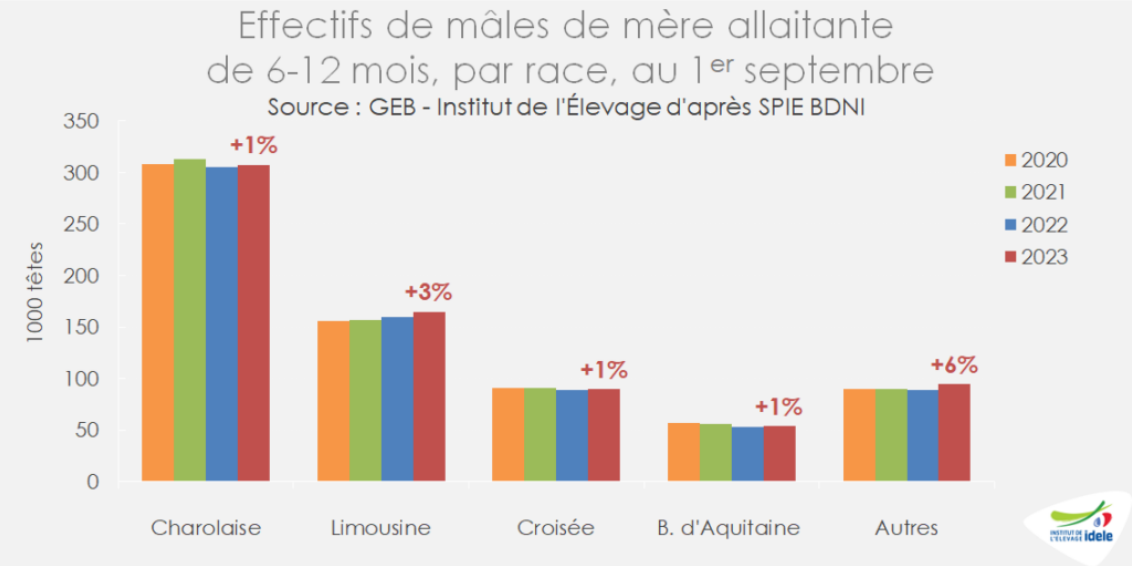
En août, les **naissances de veaux de mère allaitante** étaient à nouveau en recul d'après SPIE-BDNI et s'établissaient à 178 000 veaux, soit -7,2% /2022 (-14 000 têtes). En **cumul sur huit mois**, 2 058 000 veaux sont nés de mère allaitante en 2023, soit un recul de -7% ou **-155 000 têtes /2022**. La décapitalisation allaitante, et sans doute un report des naissances vers l'automne, constaté en 2022, sont les causes principales de ce recul des naissances.



Au 1er septembre, le cheptel de vaches allaitantes poursuivait son repli, à 3 426 000 têtes (-2,6% ou -90 000 têtes /2022, -5,5% /2021).

Effectifs de mâles de 6 à 12 mois étoffés

Du fait de naissances stables à l'automne 2022 et de mises en place dynamiques dans les ateliers d'engraissement en France, les effectifs de mâles allaitants âgés de 6 à 12 mois au 1er septembre ont augmenté de +2% /2022, à **711 000** têtes présentes dans les exploitations françaises.

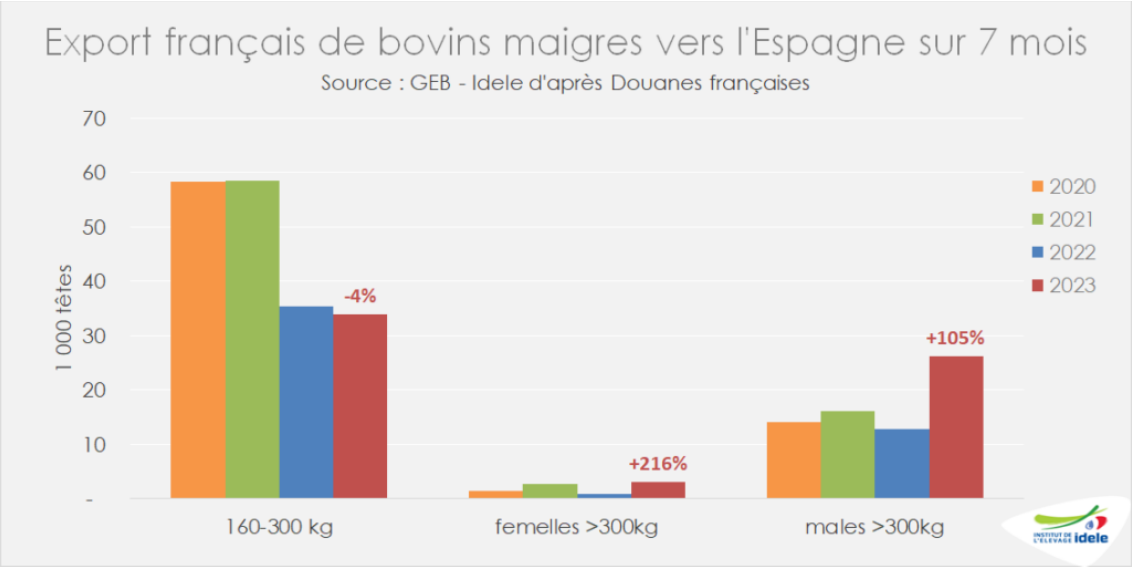


Le décalage des naissances vers l'automne produit un déficit de mises bas au printemps et a donc l'effet inverse sur les effectifs de broutards de moins de six mois. Ainsi, au 1er septembre, seuls **649 000 mâles allaitants de moins de six mois** étaient présents dans les fermes françaises, soit un recul de -7% /2022 (-47 000 têtes).

Hausse des envois de broutards lourds vers l'Espagne

D'après les Douanes, les exportations sont restées dynamiques **vers l'Espagne en juillet** : 7 000 broutards ont été expédiés outre-Pyrénées, en hausse de +7% /2022 et +24% /2021. Sur fond de sécheresse, les engraisseurs espagnols continuent de préférer les broutards plus lourds pour réduire la durée d'engraissement et les besoins en aliment. En conséquence, la hausse des exportations est tirée par les envois de **mâles de plus de 300 kg** (3 000 têtes en juillet, +60% /2022), alors même que les exportations de **broutards légers, mâles et femelles de 160-300 kg**, reculaient de -20%, à 3 000 têtes.

En cumul sur sept mois, la dynamique est la même, avec **63 000 animaux expédiés en Espagne** (+29% /2022, mais -18% /2021), dont 26 000 **mâles de plus de 300 kg** (×2 /2022 et +63% /2021) et 34 000 **animaux de 160 à 300 kg** (-4% /2022 et -42% /2021).



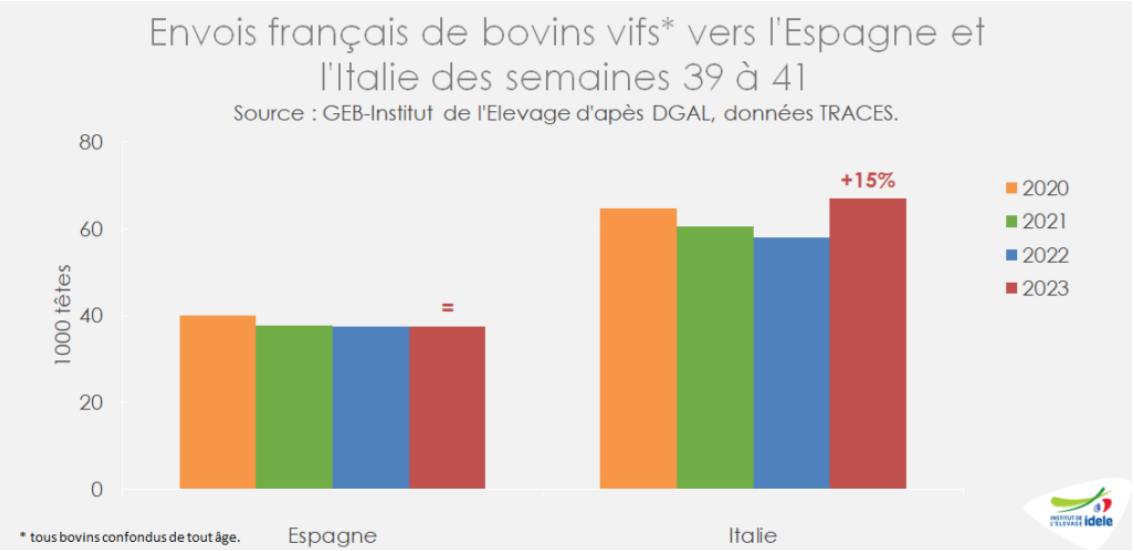
Vers l'Italie, les exportations totales de broutards étaient en baisse de -5% /2022 **sur sept mois**, à 472 000 têtes, du fait du manque de disponibilités liée à la décapitalisation. La baisse est à attribuer aux exportations de **broutardes** destinées à la production de génisses, viande plus chère, qui ont souffert (-14% /2022 sur sept mois) alors que les envois de mâles sur les sept premiers mois de 2023 ont été similaires à ceux de 2022.

Forte baisse des exportations en août

Après avoir atteint un **minimum en juillet** (semaines 27 à 30) avec une moyenne de 12 000 têtes exportées par semaine, les envois de broutards ont poursuivi leur baisse en août, tendance désormais habituelle avec les fortes chaleurs et les congés estivaux des opérateurs. Ainsi, **d'après SPIE-BDNI**, 70 000 **bovins de type viande âgés de 4 à 16 mois** ont été exportés entre les semaines 31 à 35 (toutes destinations confondues), en net recul (-22%) par rapport à la même période 2022. En **cumul sur 37 semaines**, les exportations de broutards ont reculé de -7% /2022 et -15% /2021. Ce recul touche nettement plus les Charolais (-9% /2022) que les Limousins (-4% /2022).

Forte hausse des envois vers l'Italie dans les dernières semaines

Conséquence de la fermeture sanitaire du marché algérien, les animaux préparés pour l'Algérie ont été orientés vers les autres destinations. Ainsi, selon les données **TRACES-DGAL**, les **exports vers l'Italie** tous bovins confondus ont augmenté de +15% /2022 (+9 000 têtes) sur les **semaines 39 à 41** (du 25/09 au 15/10), et ont atteint 67 000 animaux en trois semaines, après une forte baisse en août.



Viandes bovines » Veaux de boucherie »

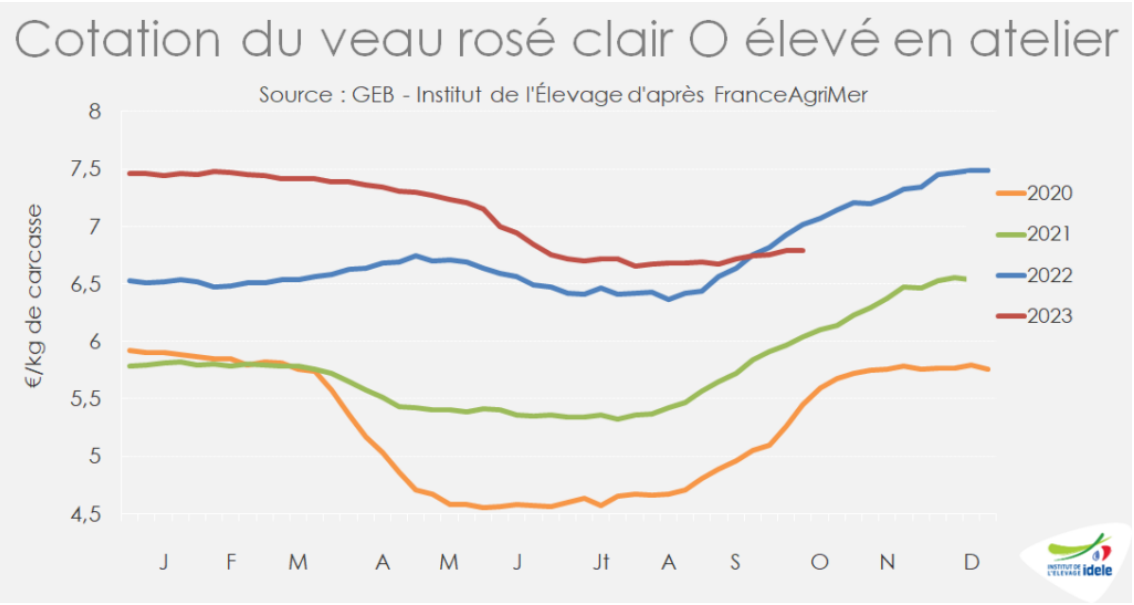
Mi-octobre, pas de remontée du prix du veau de boucherie

Dernière révision le 24 octobre 2023

Mi-octobre, les cours des veaux de boucherie en France et aux Pays-Bas stagnaient. Les abattages français ont nettement reculé en septembre, du fait de la chaleur et de l'inflation qui ont bridé la demande. Les matières premières lactées restent à prix modéré en France tandis que le prix du pétrole remontait.

Le prix des veaux gras peine à remonter

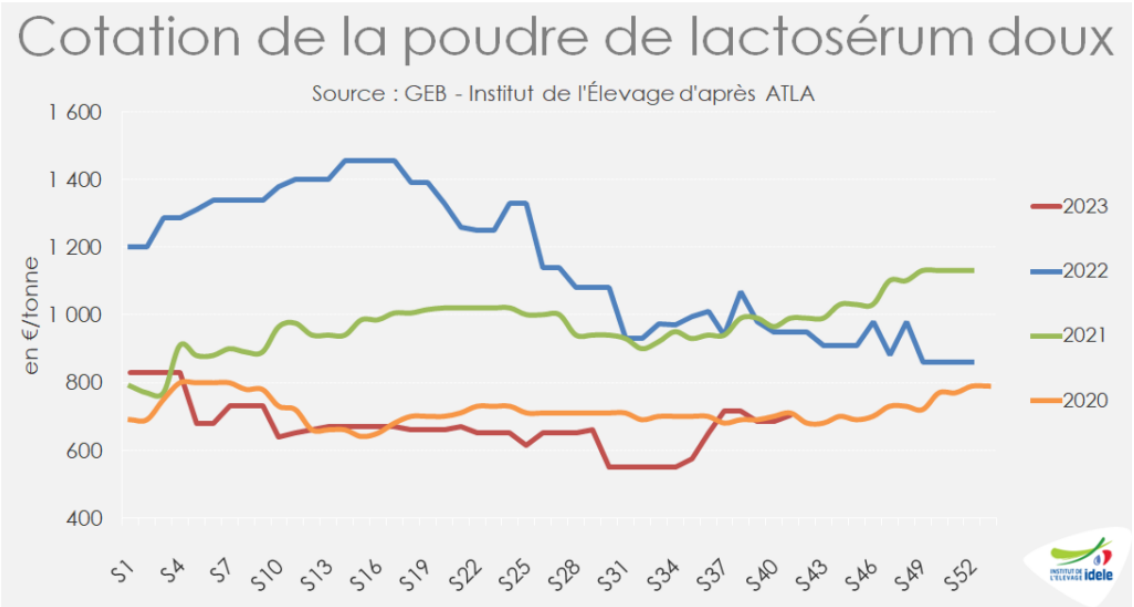
Le mois de septembre a été excessivement chaud, empêchant le retour à une consommation de veau habituellement soutenue à l'automne. Au 13 octobre, il faisait encore exceptionnellement chaud. En conséquence, les cours des veaux de boucherie ont peu progressé en septembre, et sont même passés sous leur niveau de 2022. **En semaine 41, le veau rosé clair O élevé en atelier avait pris 7 centimes en quatre semaines** et cotait 6,79 €/kg de carcasse, soit -3% /2022 (-23 centimes), mais se situait encore +14% /2021 (+82 cts). **Le cours du veau rosé clair R élevé en atelier a suivi la même tendance,** à 7,11 €/kg éc en semaine 41 (-4% /2022 ou +27 cts et +8% /2021, +55 cts).



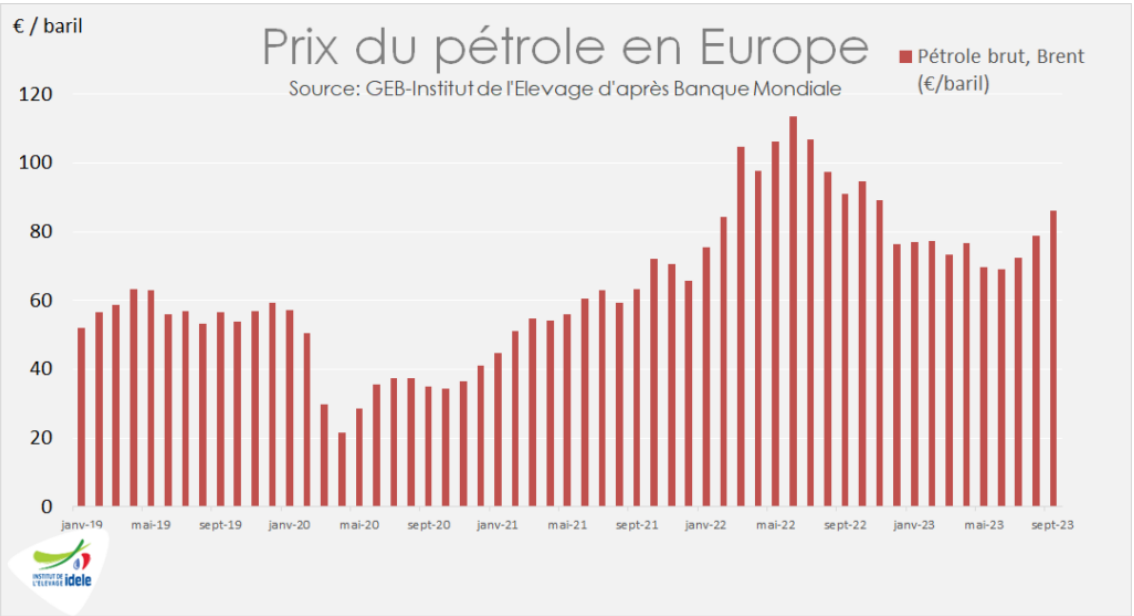
Côté veau sous la mère, la hausse saisonnière était déjà engagée depuis le mois d'août du fait de la faiblesse de l'offre. Le veau rosé clair U élevé au pis cotait 9,46 €/kg éc en moyenne entre les semaines 38 et 41, à +6% /2022 (+58 cts), mais seulement +16% /2021 (+1,29 €). Le cours a pris 20 centimes en quatre semaines.

Poudres lactées encore abordables, pétrole en hausse

Depuis le début de l'année, **les cours des matières premières lactées étaient restés bas. Ils sont en légère hausse depuis mi-septembre.** En semaine 41, **la poudre de lactosérum** doux valait 705 €/t, en repli de -26% /2022 et +12% par rapport à son niveau de 2019, avant covid-19. **La poudre de lait écrémé** cotait 2 550 €/t (-28 % /2022 et +9% /2019, pré-covid).



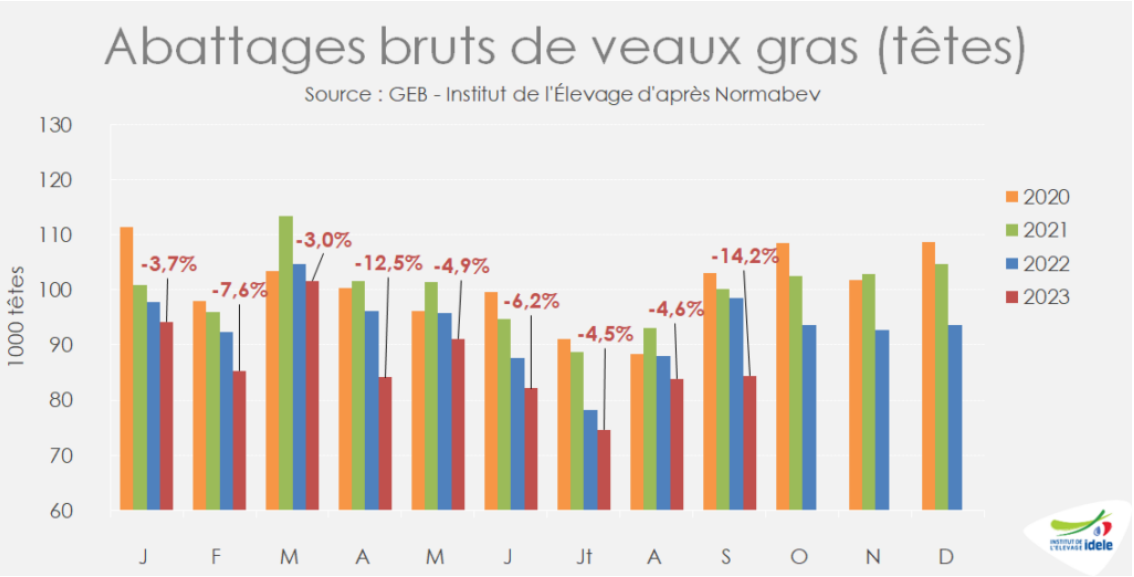
En août, l'Indice des prix d'achat des moyens de production agricoles (IPAMPA) des aliments d'allaitement pour veaux était stable sur un mois, à 138,4 points (-18% /2022, +8% /2021, +32% /2019). **L'IPAMPA autres aliments pour veaux (partie fibreuse) s'est aussi stabilisé en août** à 141,7 points (-6% /2022, mais encore +25% /2021).



Les prix de l'énergie ont, eux, augmenté cet été : en août, **l'IPAMPA gaz** a pris +1% en un mois. Il s'établissait à 144,0 points, en recul de -1% sur un an, mais à +19% /2021 et +28% /2019. Le cours du *Brent* de Mer du Nord, dont le propane utilisé en élevage est un dérivé, est remonté depuis la limitation de la production par l'OPEP+ en juillet, prolongée jusqu'en décembre. **Le baril de a donc augmenté de +19% au cours des deux derniers mois pour** atteindre 86 €/baril en septembre (-5% /2022, mais +36% /2021).

Les abattages de septembre impactés par la chaleur et l'inflation

Les chaleurs du mois de septembre et la baisse de pouvoir d'achat liée à l'inflation n'ont pas permis un bon redémarrage de la demande après l'été. Le rythme des sorties d'atelier a ralenti et les abattages de veaux gras ont fortement reculé : seulement 84 000 têtes abattues en septembre (-14% ou -14 000 têtes /2022) pour une production de 13 000 téc (-13% ou -2 000 téc /2022, et -16% /2021).

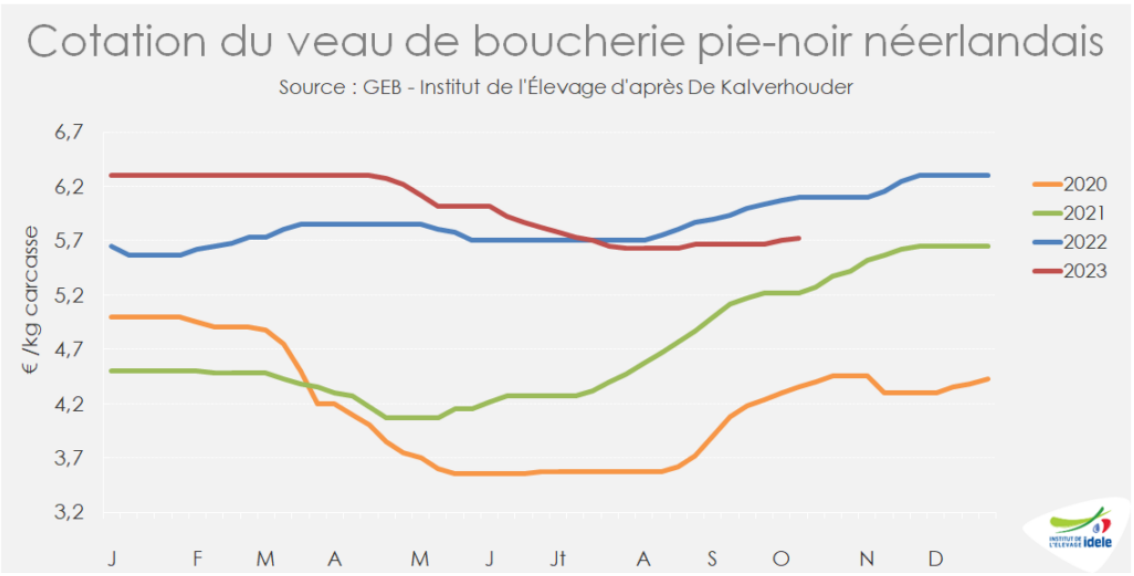


En cumul sur neuf mois, la production française de veau de boucherie, de 114 000 téc (782 000 veaux gras abattus) a nettement reculé pour la seconde année consécutive : -7,9% de têtes /2022 et -13% /2021.

Ce ralentissement des sorties a entraîné une hausse de l'âge à l'abattage en septembre, à 193,3 jours soit +2,9 jours /2022 et +3,0 jours /2021. **Les poids carcasses ont augmenté** aussi, à 149,0 kg soit +2,3 kg /2022, mais -1,4 kg/2021.

Les prix stagnent aux Pays-Bas

Comme en France, le prix du veau gras pie-noir néerlandais n'est pas remonté en septembre. D'après les opérateurs, le marché européen était à l'équilibre mais ne permettait d'augmenter le prix, du fait de l'inflation alimentaire grevant le pouvoir d'achat. En semaine 41, la demande européenne semblait augmenter d'après *De Kalverhouder*. Le cours du veau gras pie-noir néerlandais a donc frémi en prenant 2 centimes cette semaine-là, pour atteindre 5,72 €/kg éc (-6,2% /2022 ou -38 cts et +9,6% /2021)



Après un très mauvais mois de juin, les abattages de juillet se sont mieux tenus, sans toutefois attendre leur niveau de 2022, avec 107 000 veaux gras abattus (-1,5 %/2022 ou -1 600 têtes et -4,1% /2021). Le poids moyen des carcasses était en hausse, à 156,3 kg soit +1,6 kg comparé à 2022.

En cumul sur sept mois, les Pays-Bas ont produit 122 000 téc de viande de veau (-3,5% /2022) issues de 801 000 veaux de boucherie (-2,3% /2022 ou -19 000 têtes).

Viandes bovines » Veaux laitiers »

Le jeune veau laitier subit la pression

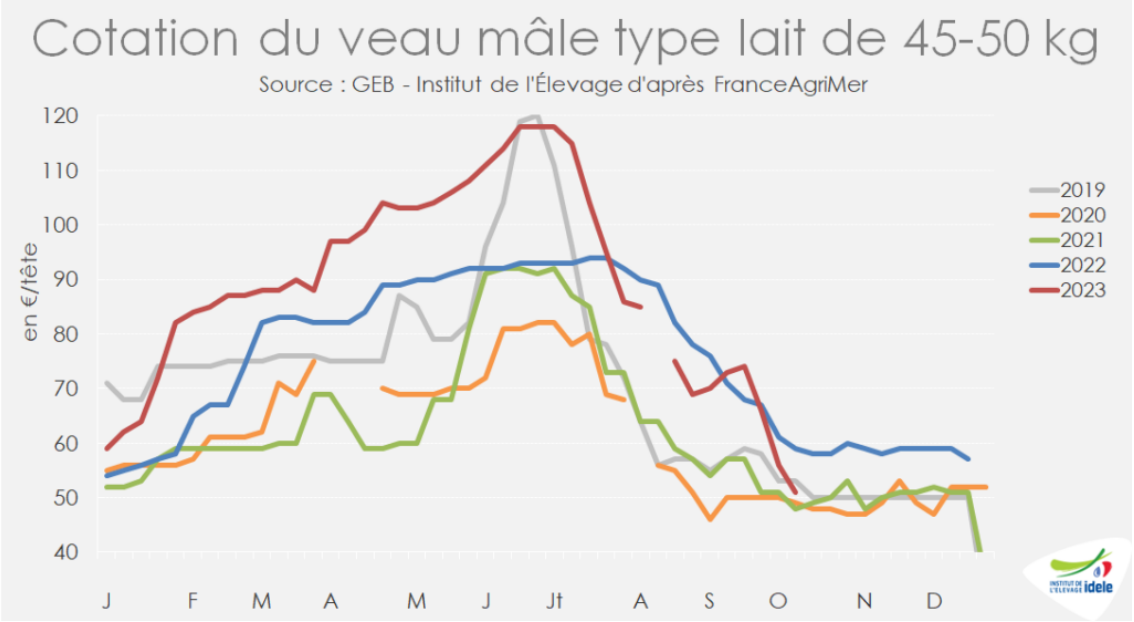
Dernière révision le 24 octobre 2023

En août, les naissances laitières ont reculé, mais les exports de jeunes veaux laitiers sont restés dynamiques. En septembre, le prix du jeune veau laitier a rapidement diminué, faute de demande suffisante en France. La baisse s'est accélérée avec l'apparition de la MHE dans le Sud-Ouest, contraignant les veaux de la zone à rester en France. De l'autre côté des Pyrénées, le prix des jeunes veaux était en baisse saisonnière.

La MHE a accentué la baisse saisonnière du prix du jeune veau laitier

Le 1er foyer de Maladie Hémorragique Epizootique (MHE) a été notifié en France le 18 septembre dernier, entraînant la suspension des flux entre 13 départements du Sud-Ouest et le reste de l'Europe. **La majorité des veaux laitiers issus du quart sud-ouest ont donc été privés de la proximité du débouché espagnol** et maintenus en France, ce qui a accéléré la baisse saisonnière des cours, déjà rapide du fait de mises en place restreintes en France, en veau comme en jeune bovin. Le 2 octobre, l'Espagne a accepté la reprise des flux à compter du 10 octobre, après désinsectisation et test PCR. Ceci a pu désengorger le marché régional du veau laitier en semaine 41.

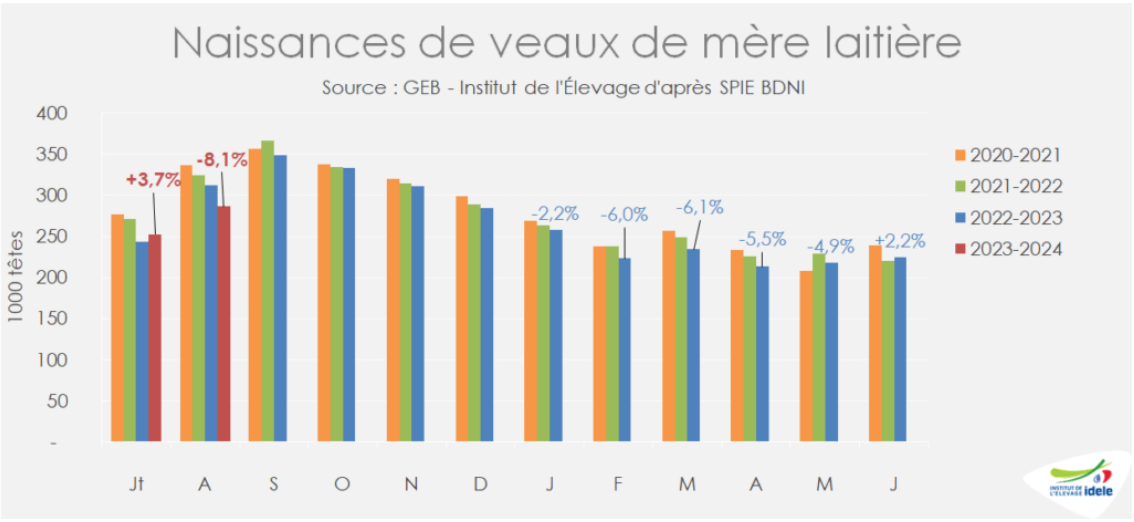
En semaine 41, le veau mâle laitier de 45 à 50 kg ne cotait plus que 51 €/tête, en repli de 22 € (-30%) en quatre semaines et inférieur de -14% (-8 €) à sa valeur 2022, renouant avec une baisse saisonnière bien plus rapide que l'an passé. **La cotation du veau mâle laitier de 50 à 55 kg,** un peu plus lourd, atteignait 75 €/tête, en recul aussi par rapport à 2022 (-12% ou -10 €).



Cependant, le prix des veaux mâles de type viande (races mixtes, croisés lait-viande et allaitants) a résisté à cette baisse. En semaine 41, il s'établissait à 219 €/tête, en repli de seulement 15 € en quatre semaines (-7%) et restait nettement au-dessus des valeurs des années passées (+20% ou +36 € /2022 et +63 € /2021).

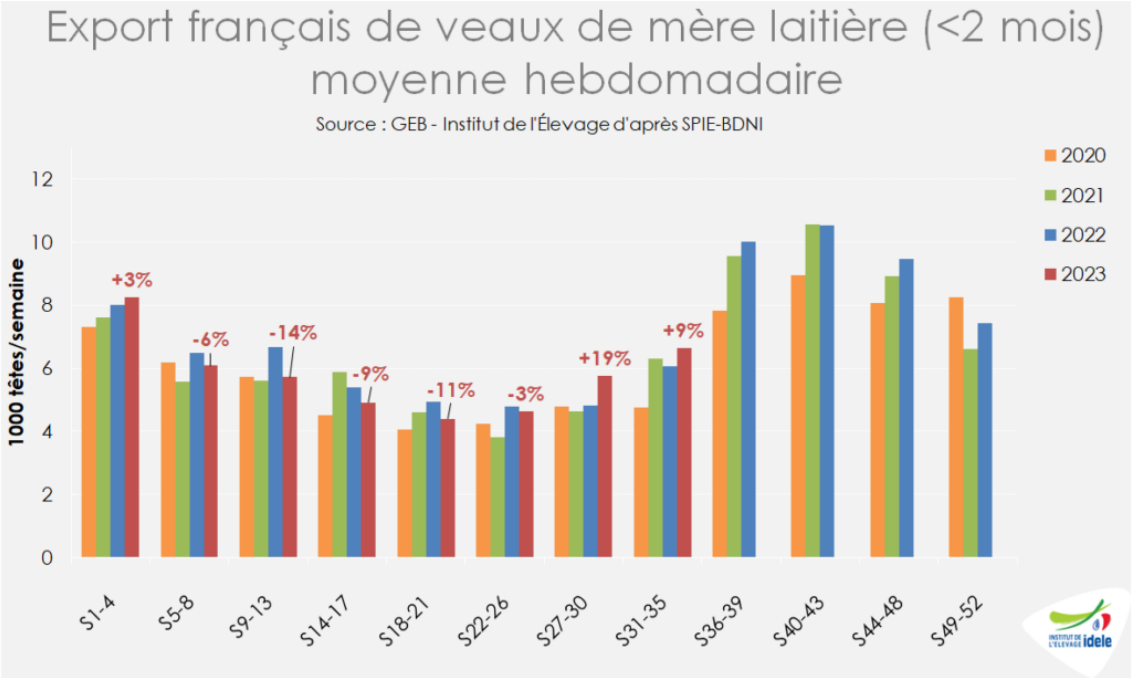
Naissances laitières en fort recul en août

En août, les naissances de veaux issus du troupeau laitier étaient en nette baisse de -8,1% /2022 (-13 000 veaux) à 286 000 têtes, après des naissances de juillet en légère hausse. La nouvelle campagne de naissances démarre lentement : sur les deux premiers mois (juillet-août 2023) 539 000 veaux sont nés de mère laitière, en baisse de -6,8% (-41 000 têtes) par rapport à la campagne 2022-2023. Le cheptel de vaches laitières était quant à lui en moindre recul au 1er septembre (-2,0% /2022).



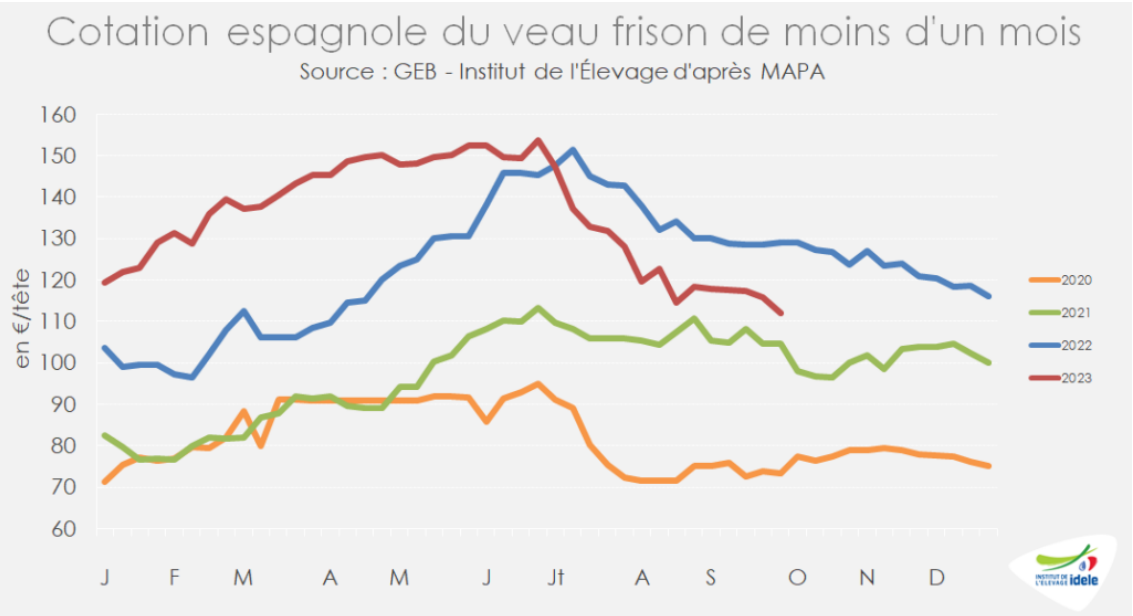
Exports de jeunes veaux laitiers dynamiques en août

En août (semaines 31 et 35), **les exports de veaux laitiers français**, toutes destinations confondues, **se sont élevés à 33 000 têtes (+9%** /2022 ou + 3 000 têtes et +5% /2021) d'après les données SPIE-BDNI. En cumul jusqu'à la semaine 37 (mi-septembre), les envois (226 000 têtes) ont en légèrement reculé de -3% (-7 000 têtes) par rapport à une année 2022 exceptionnellement élevée, mais en hausse de +5% /2021.



Le prix du jeune veau espagnol s'est déprécié cet été

Le prix des veaux laitiers en Espagne a subi une baisse saisonnière plus rapide cet été que l'an passé, du fait de la baisse des cours du JB ibérique en début d'été, au moment où la canicule et l'inflation ont freiné la consommation intérieure et les exports espagnols. En semaine 40, le veau frison de moins d'un mois cotait 112 €/tête, en dessous de son niveau 2022 (-13% ou -17 € /2022, mais +7,50 € /2021).



Évolution contrastée entre bassins laitiers

Dernière révision le 24 octobre 2023

La production laitière française peine à se rétablir, malgré un prix du lait stabilisé et une amélioration de la marge laitière. Jusqu'à cet automne, elle a été impactée par des fourrages 2022 peu lactogènes et un cheptel très contracté. Celle de lait bio est quant à elle affectée par le recul de la demande intérieure.

Ailleurs, la production laitière se stabilise dans l'UE-27, et pourrait rebondir d'ici la fin d'année aux Etats-Unis après avoir marqué le pas cet été. Le prix du lait est redevenu stimulant, notamment sous l'effet d'une forte hausse du prix de la matière grasse laitière. Cet automne, comme l'an passé, les prix du beurre se sont envolés aux États-Unis, notamment à l'approche de Thanksgiving. Toutefois, la flambée pourrait être de courte durée.

Lait de vache » Collecte laitière »

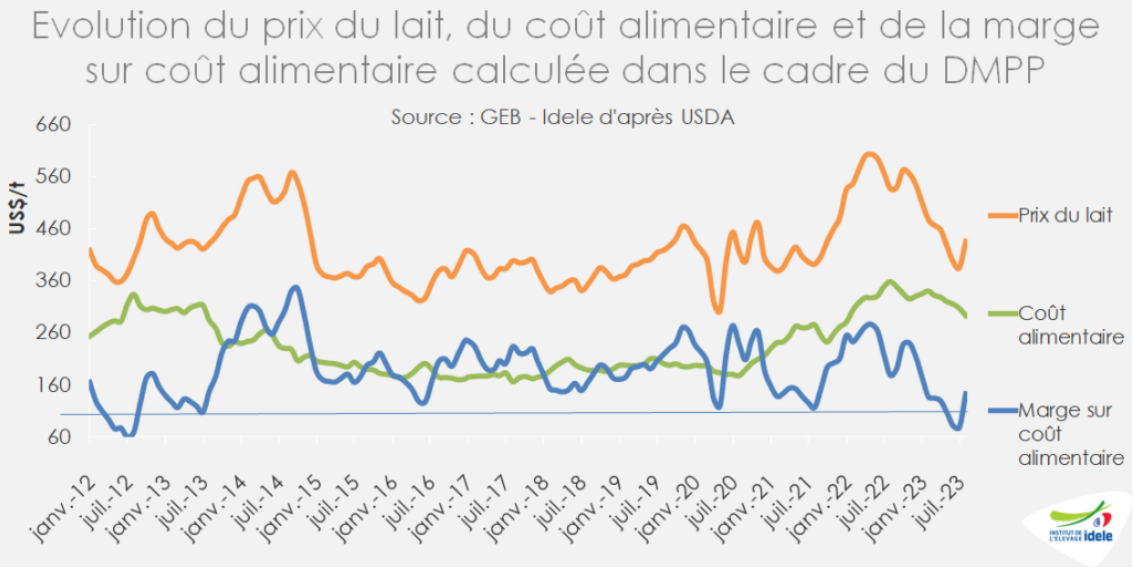
Possible rebond de la collecte aux États-Unis au second semestre

Dernière révision le 24 octobre 2023

Le mois dernier, nous anticipions une baisse durable de la collecte laitière aux États-Unis car les prix du lait et plus généralement la marge y étaient défavorables. Pourtant, avec leur rapidité et agilité à s'adapter aux marchés, un retournement de situation est en train de s'opérer de l'autre côté de l'Atlantique.

Amélioration de la marge sur coût alimentaire

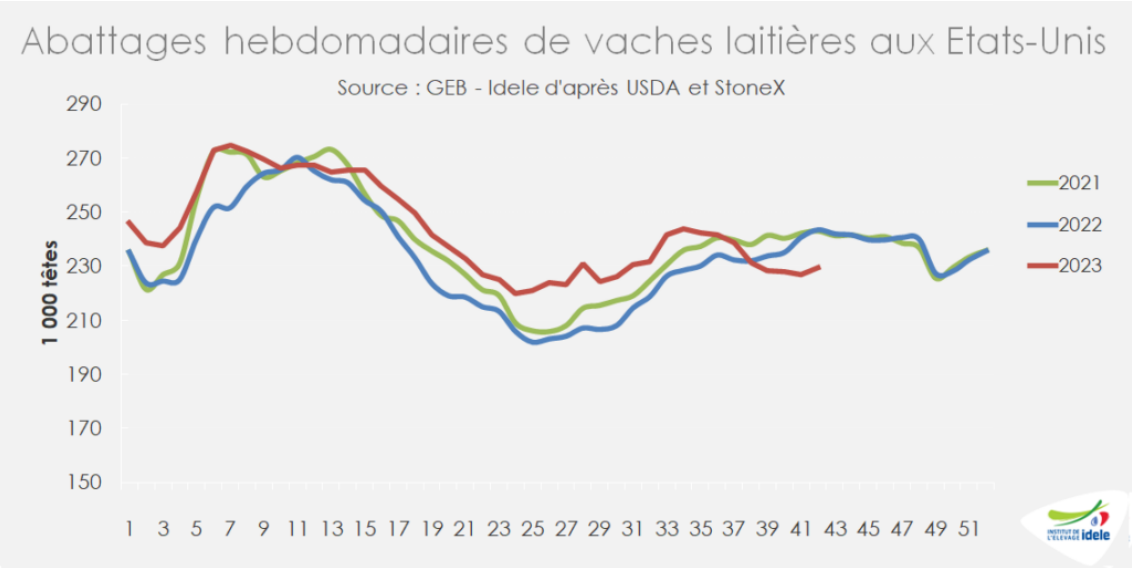
Tout d'abord, depuis un mois les prix du lait à la production se sont améliorés (+13% depuis le mois dernier) tandis que les coûts alimentaires ont baissé (-5% en un mois). Car, les bonnes prévisions de récoltes de maïs et de soja entrainent des baisses de prix sur le marché de Chicago. Ces deux éléments permettent à la marge sur coût alimentaire de s'améliorer en août et d'enregistrer un fort rebond de +84% sur un mois à 142 $/t.



Changement de tendance sur les abattages hebdomadaires

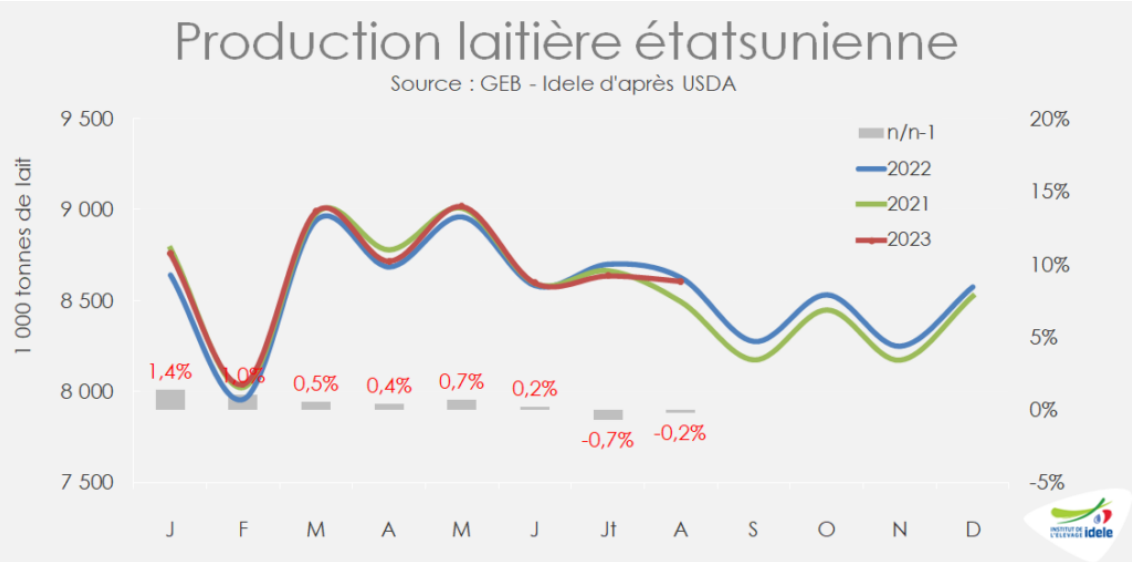
Avec l'amélioration de la marge, les éleveurs retrouvent de l'intérêt à augmenter la production et cherchent donc des vaches laitières pour augmenter leur troupeau. Les prix des vaches de remplacement et des génisses ont donc fortement augmenté.

Dans le même temps, les abattages hebdomadaires de vaches laitières ont baissé. Depuis le début de l'année et jusqu'à fin août, ces abattages étaient en forte hausse par rapport à 2022 (+110 600 têtes soit +5,4% /2022), entrainant un repli du cheptel laitier. Depuis la fin du mois d'août, la tendance s'est complètement inversée. En septembre, les abattages ont reculé de -5,7% /2022, soit -14 000 têtes /2022, et la tendance s'est accentuée en fin de mois (-7,5% soit la plus forte baisse hebdomadaire depuis juin 2022.



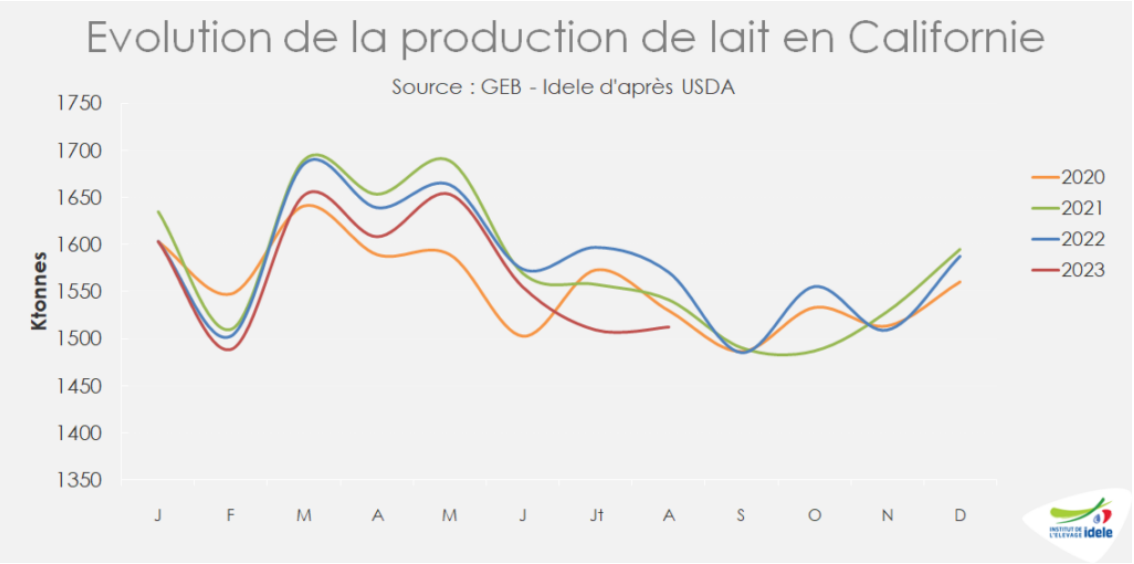
La production laitière pourrait terminer l'année en légère hausse

Dans ce contexte, la production laitière des États-Unis aurait presque égalé son niveau de l'an dernier en septembre et aurait probablement dépassé celui de l'automne 2022 au 4ème trimestre. L'USDA estime dorénavant la production 2023 à 103,24 Mt, en hausse de +0,1% /2022. Cette estimation a été revue à la marge lors du dernier rapport USDA.



La Californie à contre sens

La production laitière de la Californie, 1er État producteur aux États-Unis, semble à l'inverse décrocher. Les éleveurs ont fait face en juin et juillet à des inondations suivies d'une importante sécheresse. Face à ces difficultés météo, les rendements par vache ont baissé (-3,2% /2022 au mois d'août). De plus, de nombreux éleveurs ont dû acheter de l'alimentation dont les prix à cette période étaient très élevés ce qui a fortement pénalisé la marge de leurs élevages. Les abattages se sont fortement accentués au 2nd trimestre dans cette zone (+41 300 vaches abattues depuis le début de l'année/2022 soit +7,7% pour la région comprenant la Californie, l'Arizona, Hawaï et le Nevada). En conséquence, la collecte a chuté au mois d'août de -3,7% /2022.



Lait de vache » Consommation »

Marché du lait bio en France : toujours pas de signe de reprise

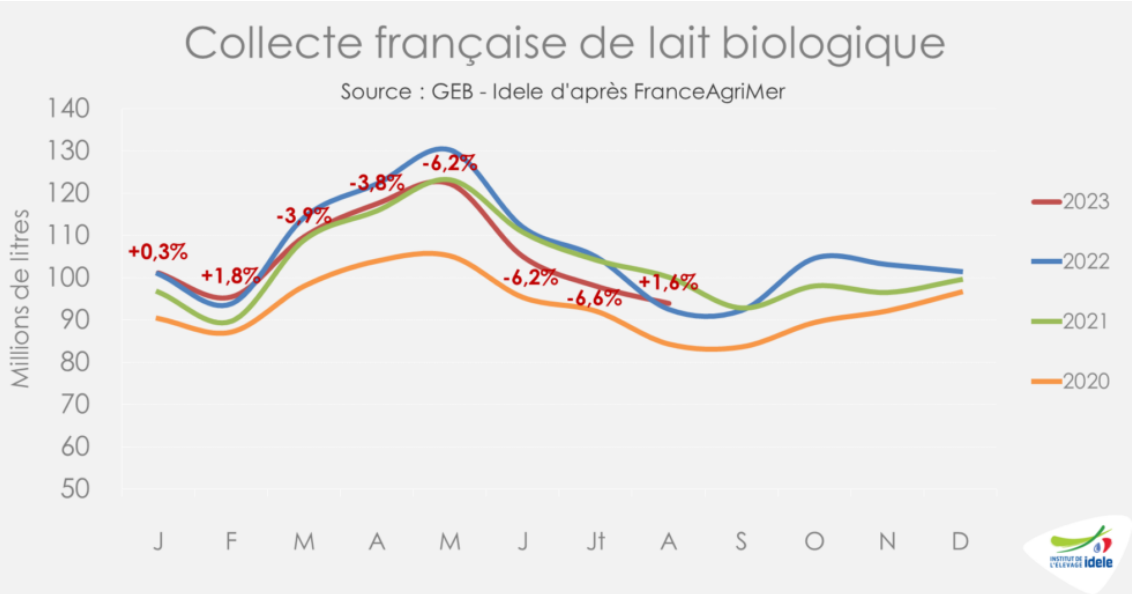
Dernière révision le 24 octobre 2023

La collecte de lait bio française est en recul en 2023. Du côté de la demande, les achats des ménages en magasins poursuivent leur déclin. Ailleurs dans l'UE, les collectes et la consommation de produits laitiers bio décrochent à l'exception de l'Allemagne où la collecte reste dynamique et la consommation semble repartir.

Recul de la collecte de lait bio

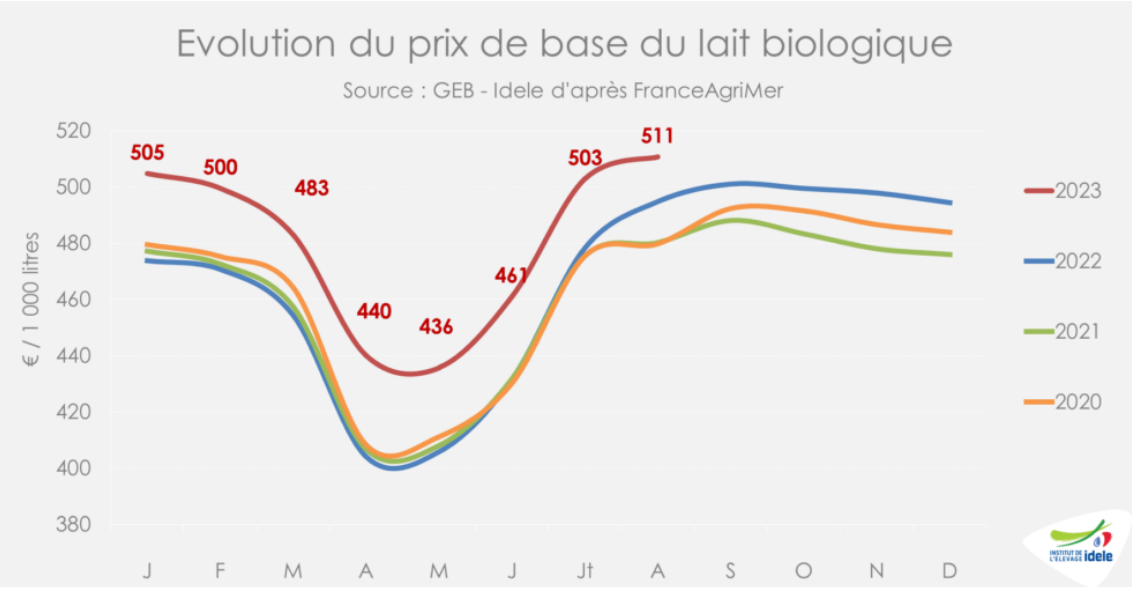
La collecte laitière française de lait biologique a marqué un repli significatif sur les 8 premiers de l'année, avec une baisse de -3,2% /2022. Grâce à une amélioration des taux, le recul est moindre en MSU (-1,7% /2022). En août 2023, la collecte a certes augmenté (+1,6% / 2022), mais par rapport à un niveau faible. En août 2022, la collecte avait alors lourdement décroché en raison des conditions de sécheresse.

Au 1er semestre 2023, les éleveurs bio n'ont pas disposé de fourrages en quantité et qualité. De plus, depuis juin 2022, le nombre de livreurs baisse : de-3,8% en un an. Pour la suite, les fourrages récoltés en 2023 sont plus abondants mais pas toujours de qualité (en protéine). Les éleveurs sont cependant plus sereins pour passer l'hiver. La contraction de collecte s'est faite particulièrement ressentir dans les trois premières régions productrices : jusqu'en août, la baisse cumulée a atteint -4,8% /2022 en Pays de la Loire, -4,3% en Bretagne et -3,9% en Auvergne Rhône Alpes. La collecte est restée très dynamique en Normandie (+2,3%), stable dans le Grand Est et en légère baisse en Bourgogne-Franche-Comté (-0,9%).



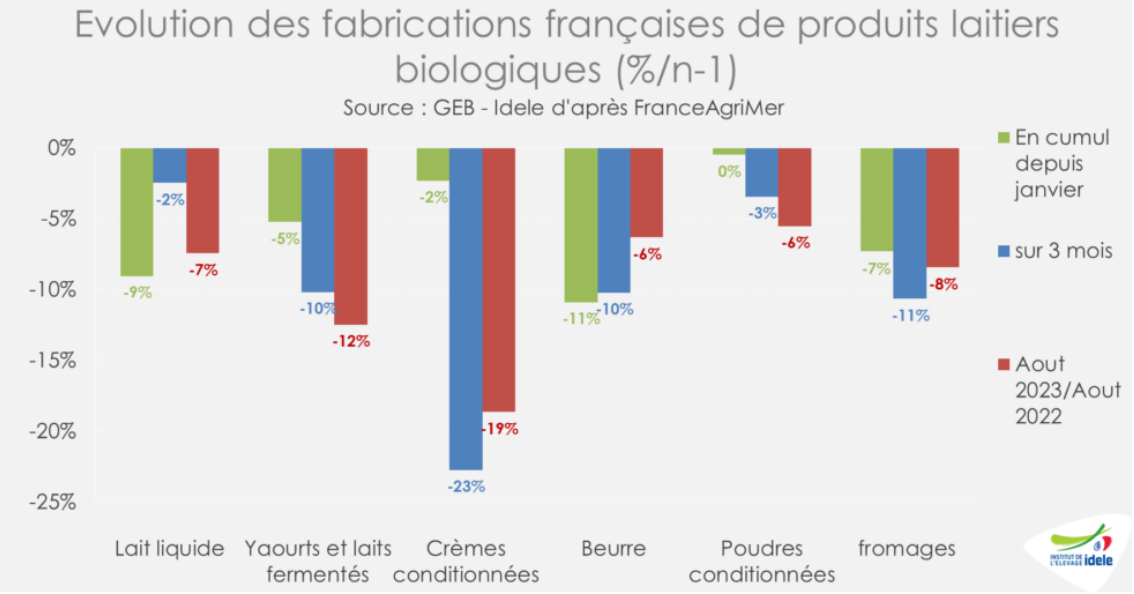
Un prix du lait bio supérieur à 2022

En août 2023, le prix du lait bio 38/32 en France a franchi les 511 €/1 000 l, soit +15 € en un an. Sur le 1er semestre 2023, la hausse de prix a atteint 30 €/1 000 l. Les laiteries ont sécurisé le prix du lait bio dans un marché pourtant peu porteur. Des interrogations subsistent quant à la soutenabilité de ces prix en 2024 dans un contexte de forte déconsommation des produits laitiers bio.



Des fabrications toujours en fort repli

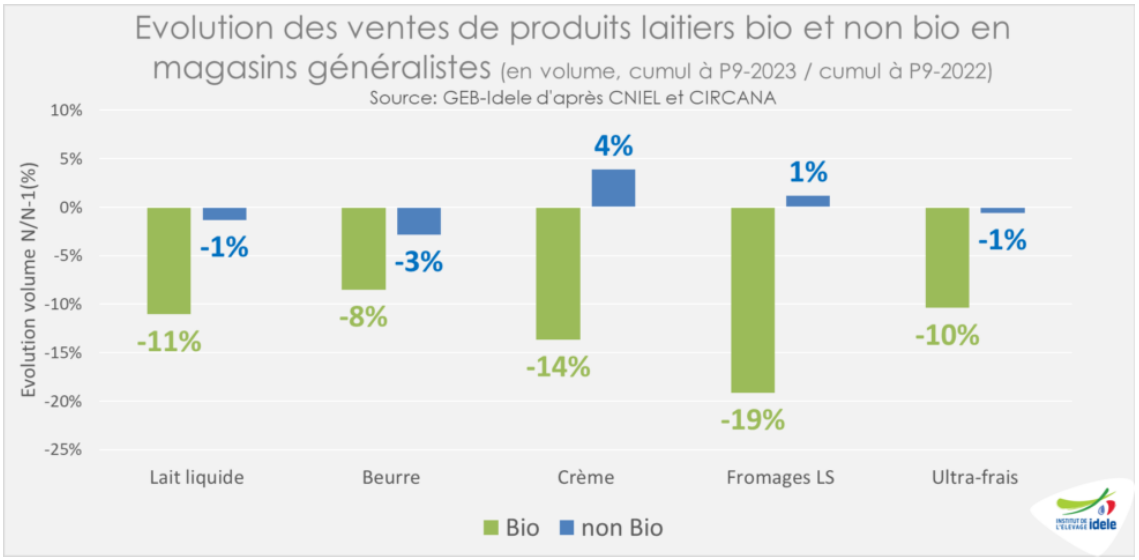
Les fabrications françaises de produits laitiers biologiques étaient toujours en recul en août. Aucun produit ne fait exception. Le décrochage est particulièrement fort pour les crèmes conditionnées (-19%) et les yaourts (-12%).



En cumul sur 8 mois depuis janvier, les fabrications ont particulièrement décroché, faisant suite à une année 2022 déjà en recul, et en lien avec une consommation qui dévisse. Les moindres fabrications sont très marquées en beurre (-11% /2022), en laits conditionnés (-9%) et en fromages (-7%). En revanche, elles ont très peu diminué en crèmes et poudres conditionnées.

Pas de signe d'amélioration de la consommation de produits laitiers bio

Après une année 2022 de fort décrochage de la consommation des produits laitiers bio en magasins généralistes, la tendance se poursuit sur les 8 premiers mois de l'année 2023 (cumul à P9 données CIRCANA). Le recul des volumes vendus se situe entre -8 à -19% selon les produits avec une meilleure résistance pour les produits les plus habituellement consommés. Le désengagement massif de la GMS sur les produits bio (réduction des linéaires et des références) contribue aussi à la déconsommation.

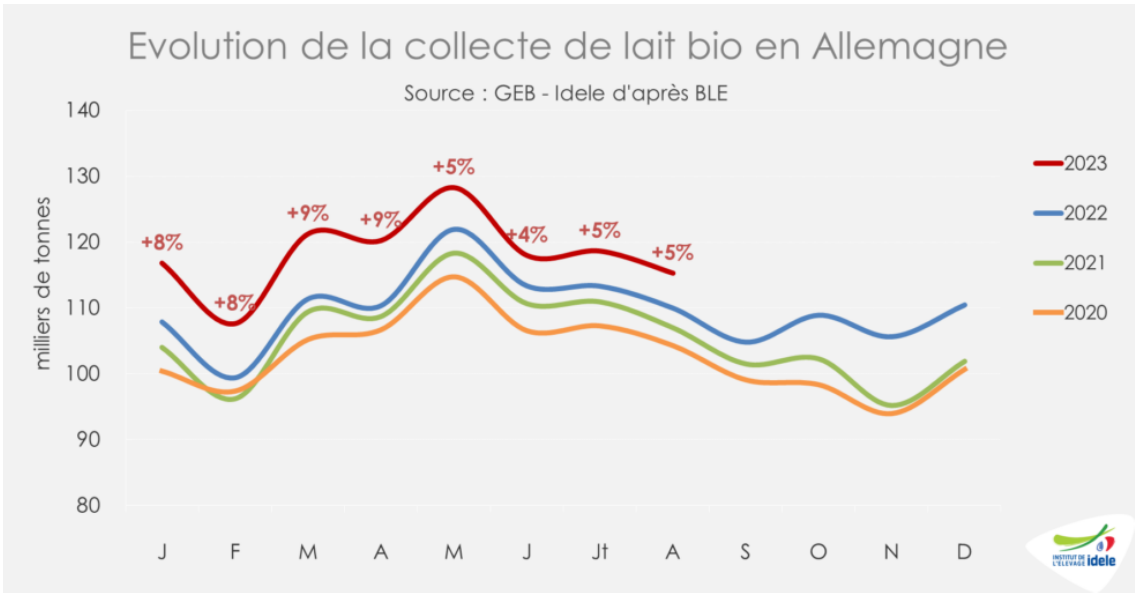


Les ventes en commerces spécialisés bio semblent mieux se tenir. Après un recul des ventes de -12% en équivalent lait en 2022 d'après Kantar, les ventes ont baissé de -2% /2022 au 1er semestre 2023.

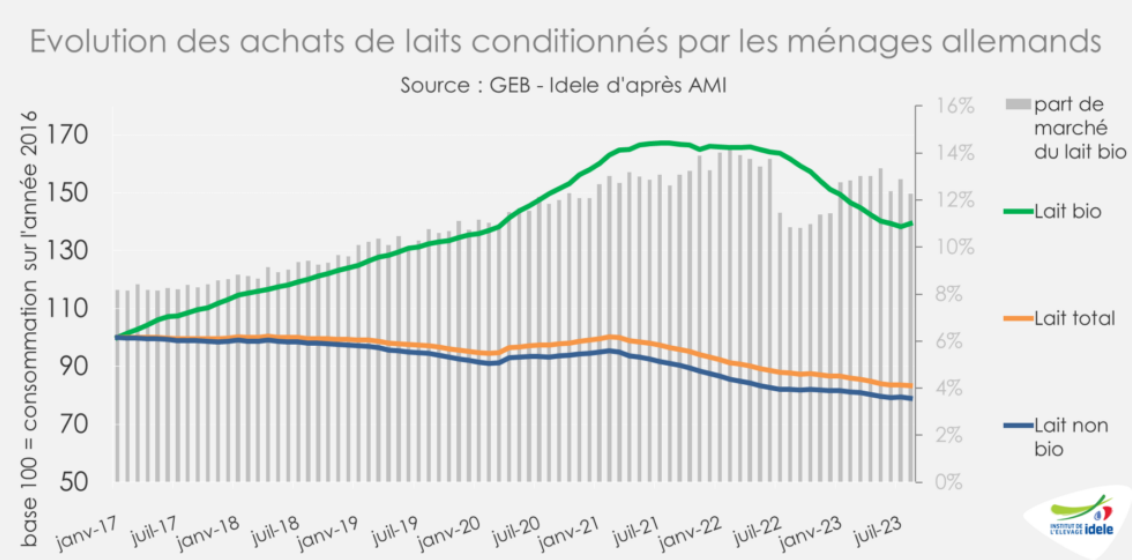
Jusqu'à présent, les campagnes de communication visant à promouvoir la consommation de produits bio ont eu un impact limité. Le pouvoir d'achat contraint et la hausse des prix alimentaires pénalisent les produits de segmentation haut de gamme. Le marché n'est aujourd'hui pas réceptif aux engagements de l'AB. Cela fait plus de deux ans que les ventes de produits laitiers bio reculent avec le risque que les ménages aient durablement modifié leur façon de consommer. La reconquête des parts de marché perdues s'annonce difficile et une réflexion sur le repositionnement du segment bio sur son marché apparait plus cruciale que jamais.

La collecte de lait bio en Allemagne poursuit sa progression

En Allemagne, la collecte de lait bio reste très dynamique. En cumul jusqu'à fin août, elle a progressé de +6,5% /2022. Dans les autres grands pays producteurs européens, la tendance est plutôt au recul. En Autriche et au Danemark, la baisse de collecte est de même ampleur qu'en France, respectivement -3,3% et -3,6%. La chute de collecte est plus sévère en Suède : -19% /2022.



Les baisses de prix en magasins des produits laitiers bio en Allemagne (-20% entre août 2022 et août 2023 pour le lait bio UHT 1,5%) semblent raviver l'intérêt des consommateurs pour ces produits.



Lait de vache » France »

Recul prononcé mais momentané de la collecte française ?

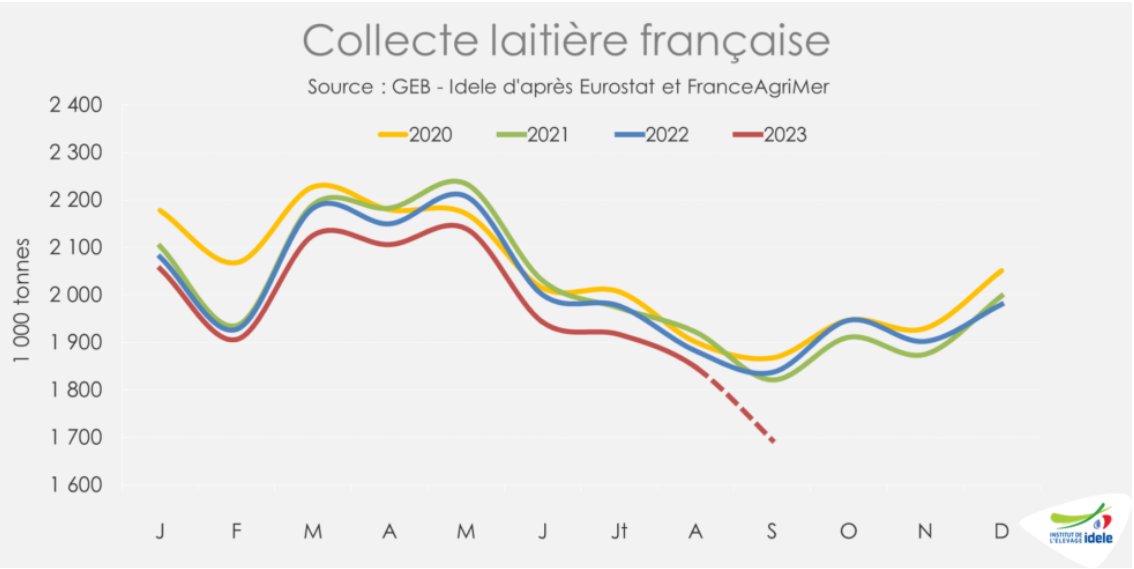
Dernière révision le 24 octobre 2023

La collecte laitière française a été impactée par des fourrages 2022 peu lactogènes et un mois de septembre exceptionnellement caniculaire. La fin d'année s'avère plus propice à la production laitière.

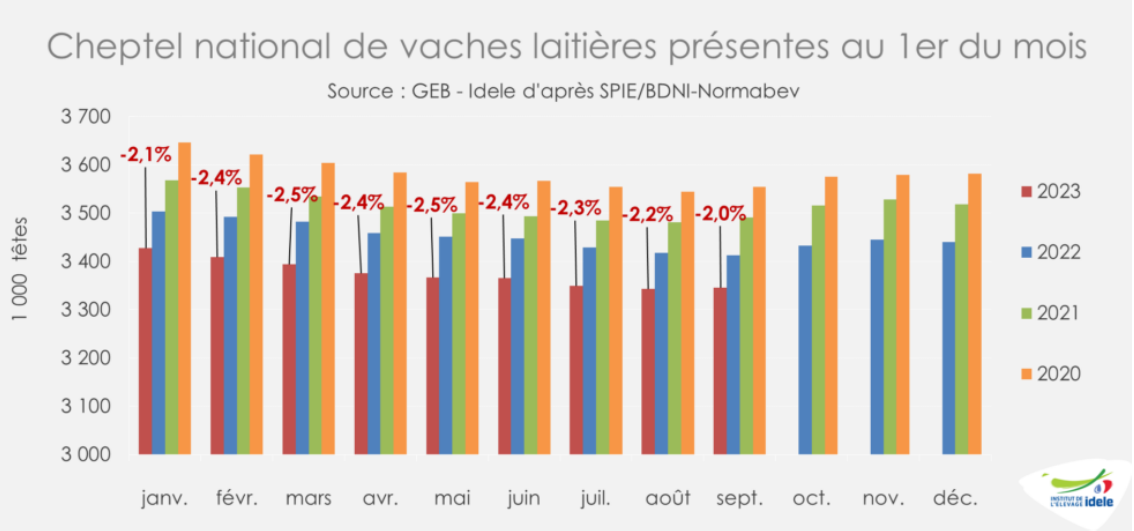
Le prix du lait en France a plutôt bien résisté mais va sensiblement baisser au dernier trimestre. Les fabrications sont plutôt dynamiques pour répondre à des exportations en progression et une consommation qui a fait preuve de résilience même si elle affiche un repli marqué en août.

Chute de collecte en septembre

La collecte laitière française a poursuivi sa tendance baissière en août (-1,9% /2022). Sur les 8 premiers mois de l'année, la baisse a atteint -2,3% /2022. Malgré ce déclin préoccupant, la nette amélioration des taux a permis d'atténuer sensiblement le repli de la collecte : -0,7% /2022 en MSU. Le mois de septembre a été particulièrement éprouvant avec une chute brutale de la collecte (-4,9% / 2022), d'après nos estimations calculées à partir des sondages hebdomadaires de FranceAgriMer. Les conditions climatiques caniculaires ont été très préjudiciables à la productivité des vaches, notamment celles en début de lactation, plus sensibles aux fortes chaleurs. En outre, l'herbe ensilée au printemps a des teneurs en matière azotée et énergie plutôt faibles. Ainsi, le reflux a été très important en septembre en Bretagne (autour de 6% de baisse) et en Pays de la Loire (environ 5% de baisse). Sur 8 mois, la collecte reste positive pour la Normandie et les Hauts de France, mais ces deux régions n'ont pas été exemptes des effets de l'épisode caniculaire de septembre (2 à 3% de repli sur ce mois).



Au 1er septembre 2023, l'effectif de vaches laitières a enregistré une baisse (-2% /2022) moins prononcée que les mois précédents : une très forte diminution des sorties de vaches de réforme est observée (-17% en septembre /2022) probablement en lien avec un net recul du nombre d'entrée de génisses (-10% /2022). Les éleveurs gardent davantage leurs vaches : la bonne tenue du prix du lait, mais aussi la très bonne quantité et qualité des maïs récoltés en 2023 (avec une très bonne teneur en amidon) les inciteraient à produire du lait. D'autant que les laiteries montrent une flexibilité inédite quant aux volumes produits, allant jusqu'à accorder des références supplémentaires aux éleveurs.

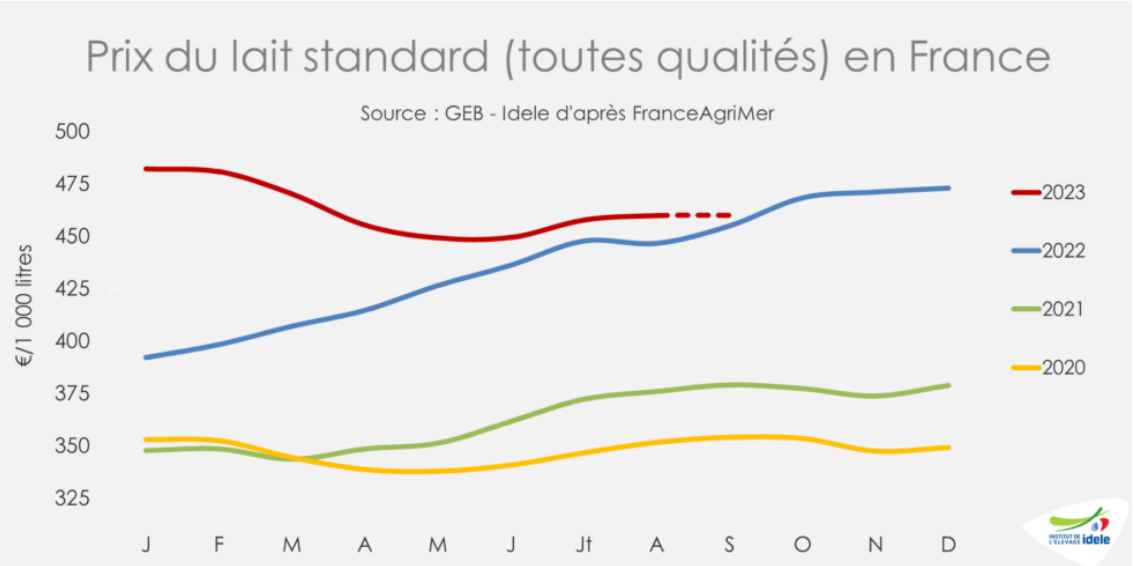


A l'approche de la fin d'année, les perspectives de collecte laitière apparaissent plus favorables, avec des fourrages plus lactogènes. Ces améliorations ne devraient toutefois pas être suffisantes pour inverser le bilan annuel de collecte qui restera en deçà de l'année dernière. D'après nos estimations, la collecte annuelle reculerait de -2% /2022.

Un prix du lait stable mais un recul annoncé au dernier trimestre

En août 2023, le prix du lait standard (toutes qualité) en France a atteint 460 €/1 000 l, en progression de +2 € en un mois. Il reste toujours plus élevé qu'un an auparavant (+5 € /2022). Une relative stabilité des prix se profile dans l'UE. Probablement stable en septembre, le prix français se tasserait au dernier trimestre. D'après nos estimations, il reculerait d'environ 10 €/1 000 l en octobre.

Quid du prix du lait début 2024 ? De fortes inquiétudes planent sur la baisse du prix du lait. Dans un climat de tension sur la ressource laitière, de fort enjeu démographique, d'une motivation fragile chez les éleveurs, il ne faudrait pas que le prix du lait descende en dessous de la barre des 400 €/1 000 l.



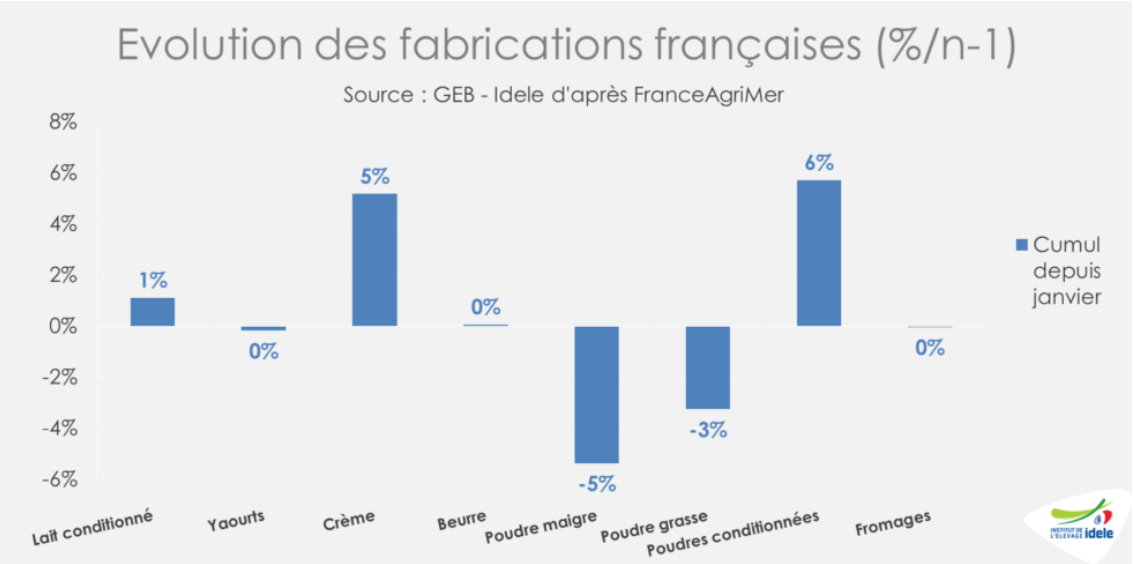
Après 6 mois de baisse, les charges repartent légèrement à la hausse en août (+0,7% /juillet 2023) d'après l'IPAMPA lait de vache. Malgré un recul des charges alimentaires, le poste énergie a fortement augmenté (+9% en un mois). A noter que sur un an, l'IPAMPA reste toutefois en recul (-2,4% /aout 2022).

La marge MILC, estimée à 146 €/1 000 l en août, a augmenté de +1 € d'un mois sur l'autre sous l'effet de la hausse du prix du lait. Le produit des ventes d'animaux a légèrement fléchi. Sur un an, la MILC a augmenté de +21 €/1 000 l. Le produit lait a progressé (+15 € /2022) alors que les autres produits se sont réduits (-4 €), mais les charges ont reculé (-10 €).

Des fabrications particulièrement dynamiques

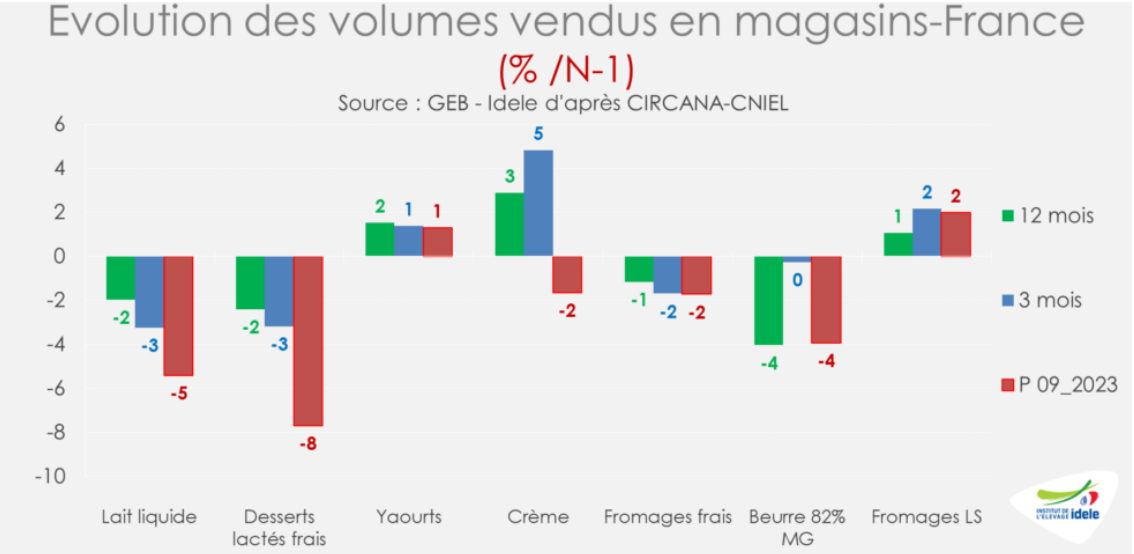
En août 2023, les produits laitiers ont enregistré une croissance significative de leurs fabrications par rapport à août 2022. De meilleures ventes en magasins ces derniers mois ont stimulé les fabrications. En cumul sur 8 mois, les fabrications sont en forte hausse pour les poudres de lait infantile (+6% /2022) et les crèmes conditionnées (+5%). Ces deux produits ont connu une hausse de leurs exportations et les ventes de crème en magasins ont repris une dynamique positive.

Les fabrications de laits conditionnés ont progressé de +1% et celles de yaourts, beurre et fromages sont restées stables. En revanche, les fabrications de poudres de lait écrémé et entier ont baissé respectivement de -5% et -3% /2022.



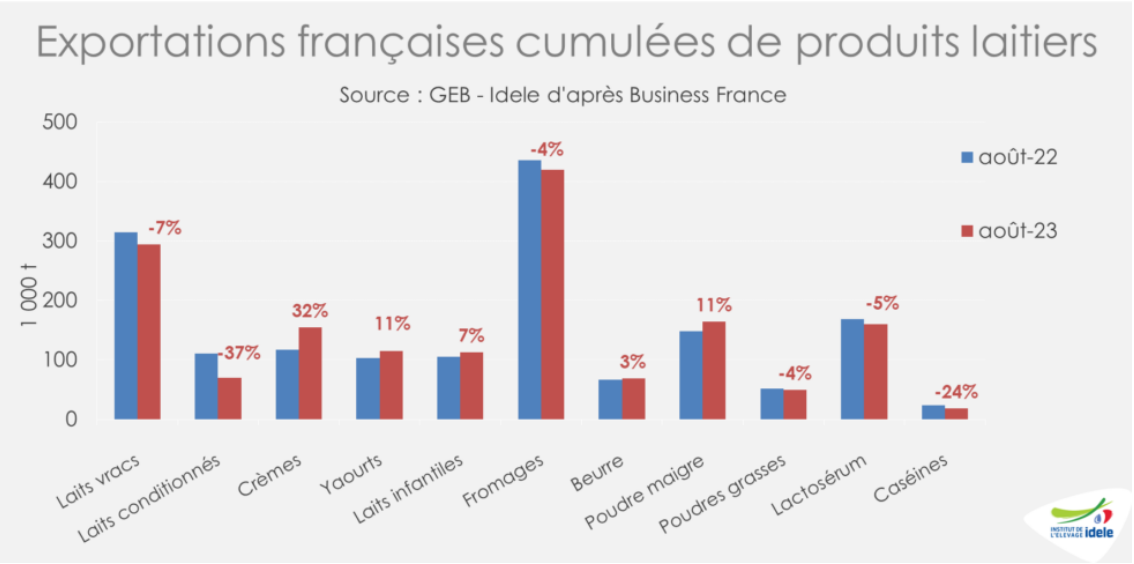
Les ventes en magasins amorcent un recul

Sur la période 9 de 2023, qui correspond surtout au mois d'août, les ventes en magasins de produits laitiers sont reparties à la baisse. Le recul des ventes est particulièrement marqué pour les laits conditionnés (-5% /2022) et les desserts lactés frais (-8%). Les ventes de beurre ont décliné de -4% et celles de crème et de fromages frais de -2%. Seules les ventes de fromages et de yaourts restent positives en volume. Ce fléchissement des ventes de produits laitiers en magasins rompt avec la dynamique positive observée ces derniers mois. Pourtant, les prix à la consommation ont montré des signes de stabilisation dans les linéaires depuis quelques semaines.



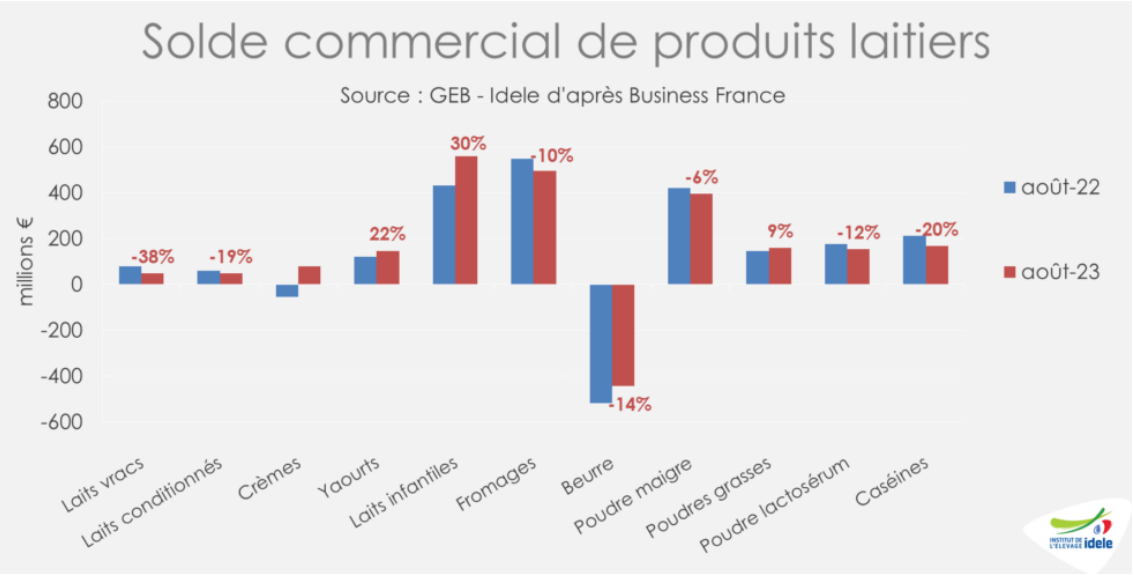
Amélioration du solde commercial, mais dégradation en fromages

En cumul jusqu'à août, les exportations de produits laitiers ont progressé en tonnes de MSU (+1,1% /2022 selon FranceAgriMer). Dans le détail, les exportations de crèmes (+32%), de yaourts (+11%), de poudre maigre (+11%) et de poudre de laits infantiles ont été dynamiques. En revanche, celles de laits conditionnés ont fortement reculé (-37%). Les exportations de fromages poursuivent leur repli.



Les importations se sont repliées dans le même temps de -3,8% /2022 (tonnes de MSU). La baisse des importations a concerné principalement les poudres de lait infantile (-5% /2022), la poudre maigre (-5%) et le lactosérum (-20%). Les importations de beurre ont progressé de +6% et celles de fromages de +3%. Les importations d'emmental ont connu une croissance impressionnante de +26%, particulièrement en provenance d'Allemagne et des Pays Bas. Les importations de cheddar ont également progressé (+8% /2022) en provenance du Royaume Uni, mais surtout des Pays Bas. Et les imports de féta ont explosé (+27% /2022) avec une forte progression d'Allemagne.

Le solde commercial, de près de +2 milliards d'€ cumulé à août, a progressé de +10% /2022. Il convient de noter toutefois un recul marqué de l'excédent commercial en fromages (-10%).



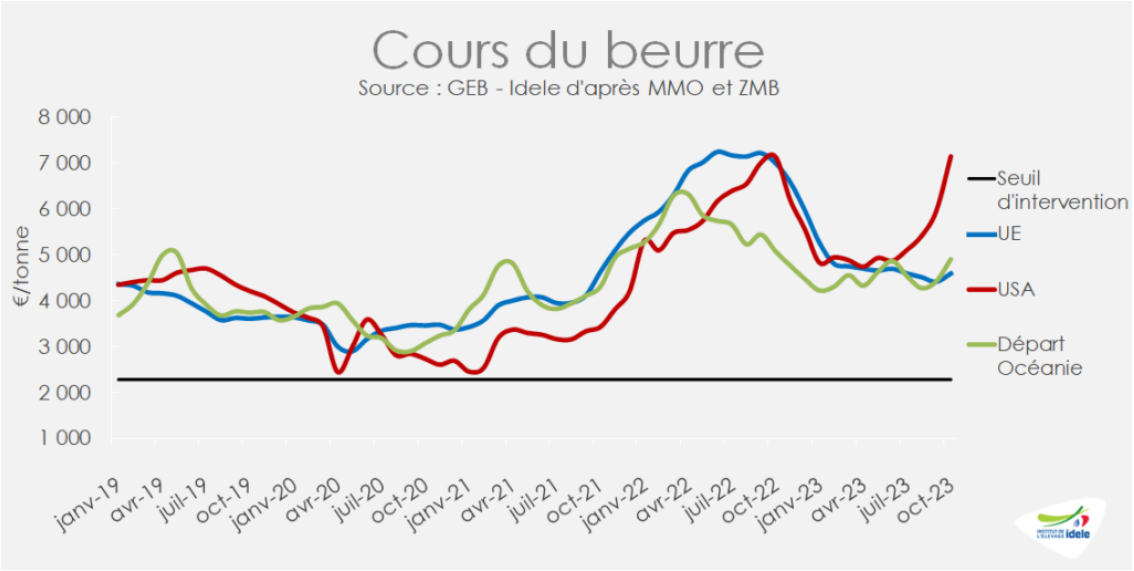
Lait de vache » Marché des produits laitiers »

La forte hausse des prix du beurre aux États-Unis ne devrait être que passagère

Dernière révision le 24 octobre 2023

Cet automne, comme l'an passé, les prix du beurre se sont envolés aux États-Unis. Cette forte hausse, qui intervient au moment des remplissages des rayons en amont de *Thanksgiving*, devrait se tasser dans les semaines à venir.

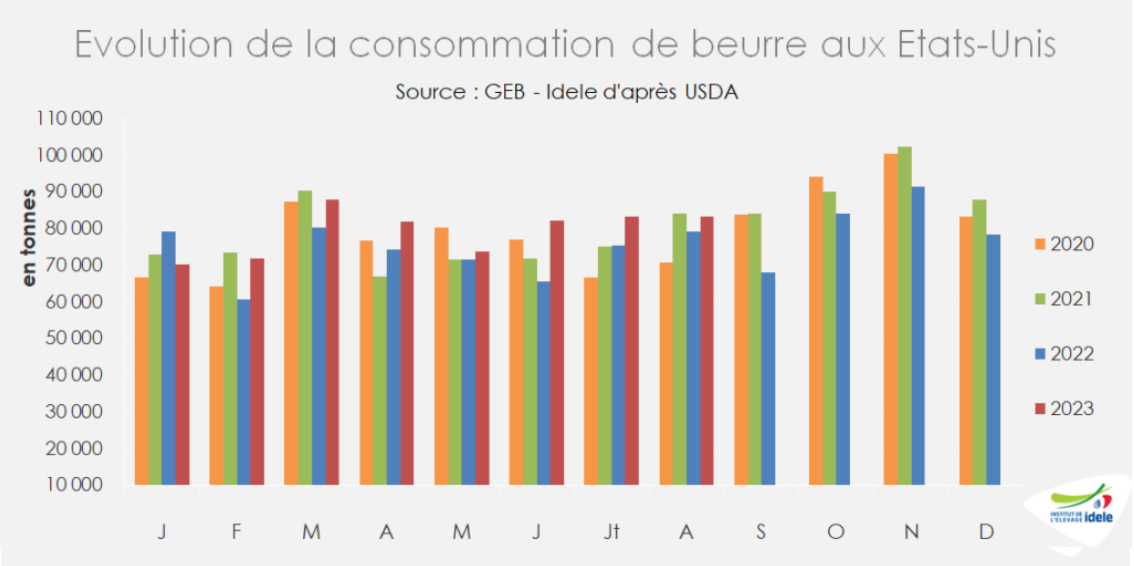
Ailleurs, l'équilibre entre l'offre et la demande a plutôt semblé être en faveur de l'offre jusqu'à présent. Le récent rebond des prix en Nouvelle-Zélande pourrait indiquer un retour des acheteurs asiatiques. Ces éléments seront à confirmer dans les mois à venir.



Forte hausse des prix du beurre aux États-Unis

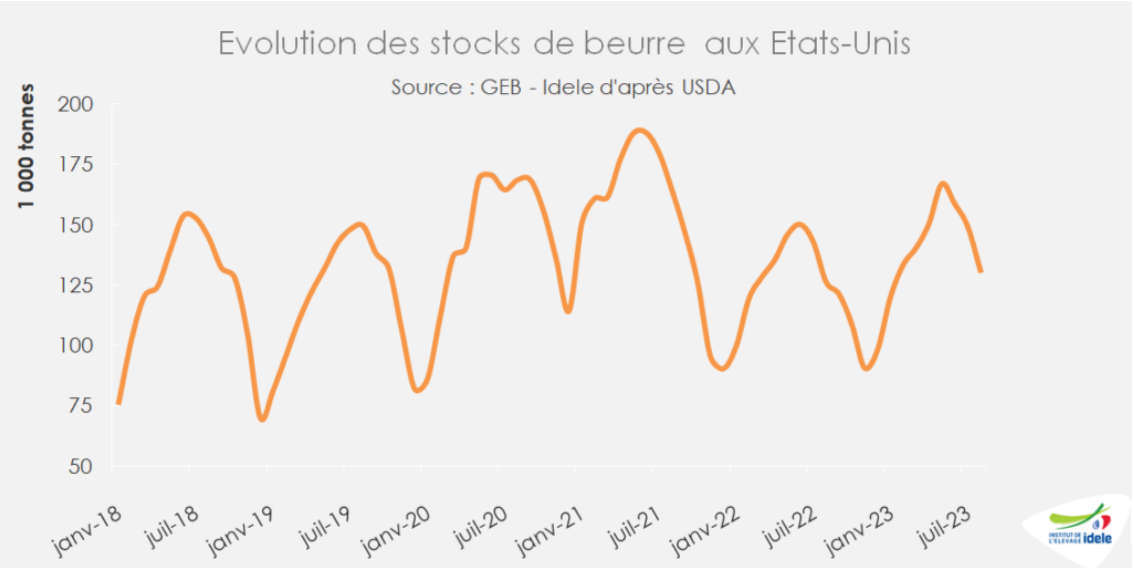
Au cours des dernières semaines, les prix du beurre aux États-Unis ont fortement augmenté. Ils sont passés de 5 100 €/t en juillet à environ 7 150 €/t le 6 octobre dernier sur le marché de Chicago.

Plusieurs éléments expliquent cette forte hausse. Premièrement, la consommation apparente de beurre aux États-Unis est en hausse depuis le mois de février.



Or les fabrications ne suivent pas le même rythme. Elles ont même baissé en août de -2% /2022 et sont tombées au plus bas depuis août 2018. La baisse de la collecte en Californie, principale région de fabrications de beurre, est une des raisons. De plus la consommation de crème a aussi été soutenue cet été.

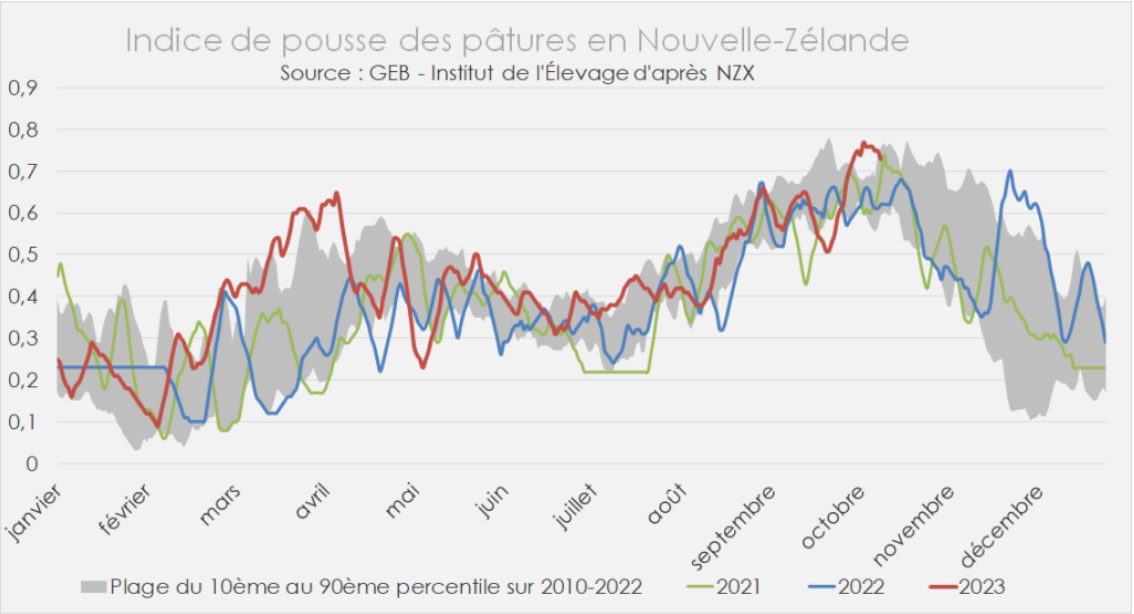
ainsi les stocks de beurre, ramenés en août 2023 à leur niveau de 2022, sont relativement bas et nettement inférieurs à ceux des deux précédentes années.



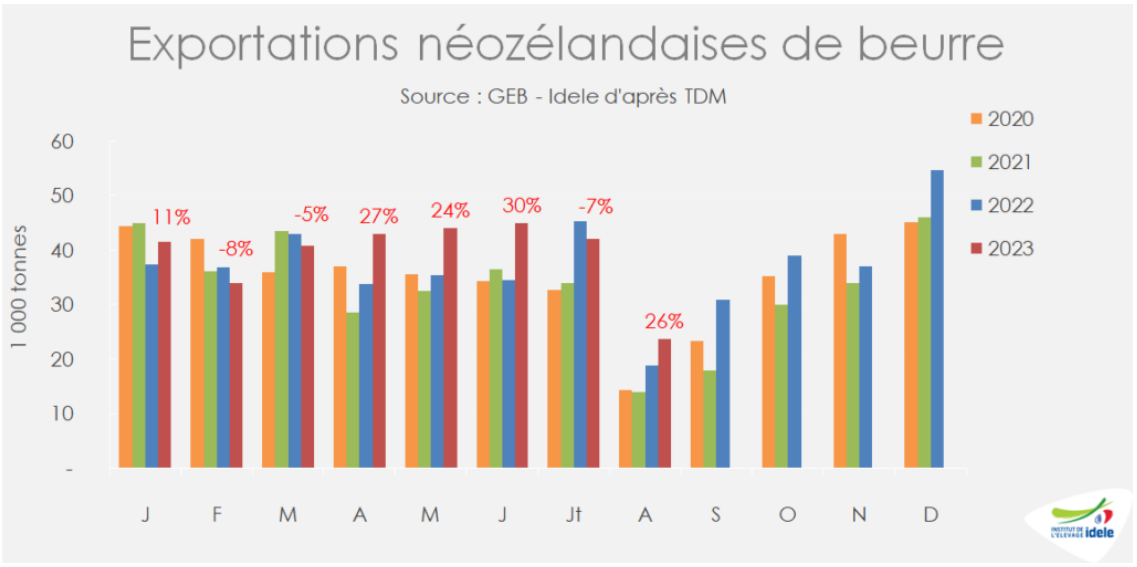
Les stocks de beurre y sont saisonniers : ils augmentent durant le pic laitier du printemps et baissent très fortement durant l'automne car la consommation augmente fortement durant cette saison. A l'approche des fêtes de fin d'année de *Thanksgiving*, les achats des ménages de beurre augmentent fortement. Les prix devraient ainsi enregistrer prochainement une baisse pour revenir autour de 5 500 €/t.

La Nouvelle-Zélande devrait toutefois être présente en termes de fabrications

En **Nouvelle-Zélande**, 1er exportateur mondial de beurre, de faibles variations de collecte peuvent avoir une incidence forte sur les fabrications. Pour le moment, les retours laissent à penser que la production pourrait reculer au mois de septembre compte tenu de la pousse de l'herbe décevante par rapport aux années précédentes. Toutefois, celle-ci serait redevenue plus favorable en octobre.

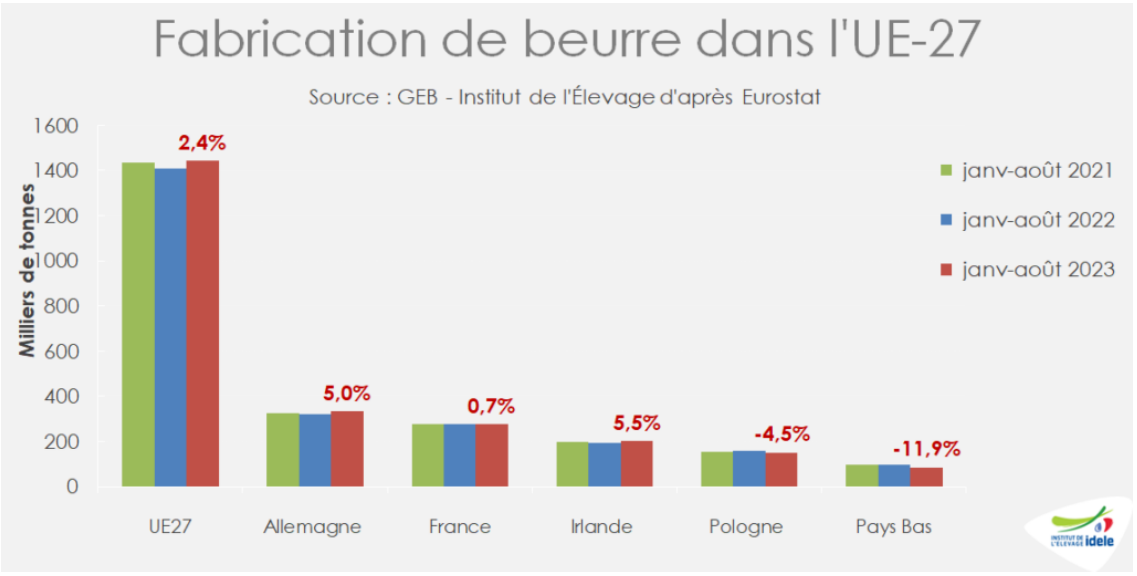


Les exports de poudres grasses de la Nouvelle-Zélande sont ressortis décevants en cumul depuis le début de l'année par rapport à 2021 et 2020. Dans ce contexte, il semble toujours que les fabrications soient en partie réorientées vers davantage de poudre maigre et beurre. Comme le montre la hausse des exports de beurre et *butter oil*, la matière grasse est davantage disponible en Nouvelle-Zélande. Pourtant, les prix de ces deux commodités ont augmenté sur le *Global Dairy Trade* lors des enchères d'octobre. Il semble que ces hausses soient liées à une combinaison entre une baisse des offres de Fonterra d'un côté et un fort retour des acheteurs de l'Asie du Sud-Est ainsi que de l'Asie du Nord.



Dans l'UE-27, hausse des fabrications et des exports

Les fabrications européennes de beurre sont plutôt dynamiques. de janvier à août 2023, elles sont en hausse de +2% /2022, soit +34 000 t, à 1,4 Mt. Les fabrications ont été globalement stables en France, mais elles ont augmenté en Allemagne, en Belgique et en Irlande, et ainsi plus que compensé la baisse de production aux Pays Bas et en Pologne.



Dans le même temps, les exportations de l'UE-27 ont fortement progressé, de +9% /2022 (+14 000 t), à 170 000 t, notamment vers le Moyen Orient.

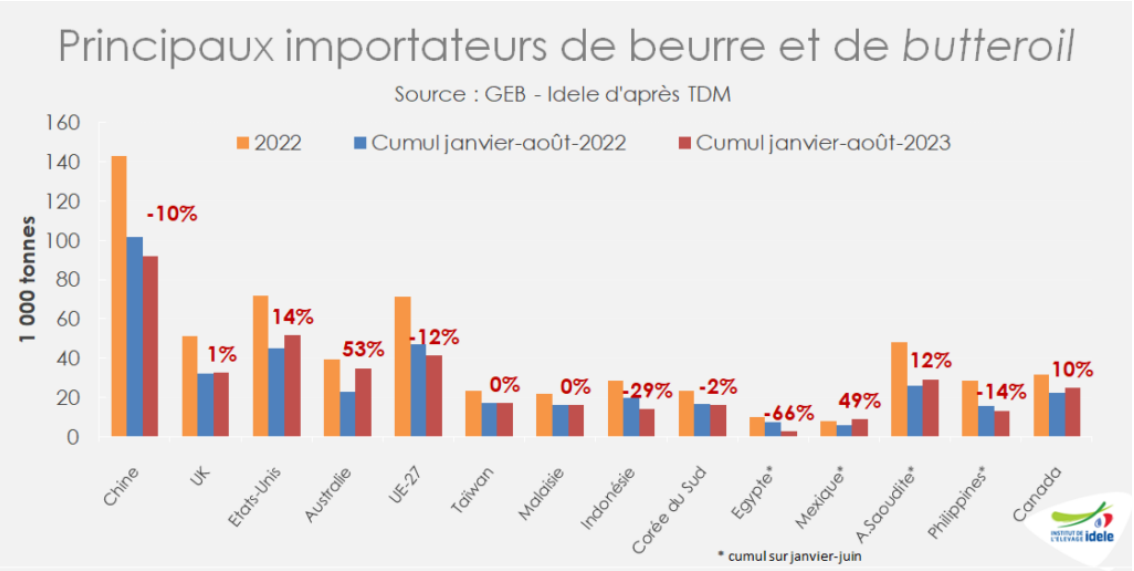
Les échanges avec le Royaume-Uni se sont réduits depuis le début de l'année : d'un côté fléchissement des exportations de -21% à 33 800 t, de l'autre recul moins marqué des importations de -10% à 28 7000 t. Tous fournisseurs, les importations européennes de beurre ont reculé de -12% /2022 (-6 000 t), à 41 000 t sur janvier-août 2023.

Quid de la demande mondiale ?

En cumul sur janvier-août 2023, la demande mondiale de beurre a sensiblement baissé d'après les volumes importés par les 14 principaux pays acheteurs, de -5% /2022 ou -20 000 t, à 400 000 t.

La moitié de ce recul provient de la moindre demande de la part de la Chine où la consommation intérieure peine à se redresser depuis les derniers confinements dû au Covid-19 et l'économie du pays pose question. Néanmoins, les importations chinoises de matières grasses ont été particulièrement importantes au mois d'août. Ce retournement de tendance restera à confirmer sur les mois à venir.

L'Asie du Sud-Est a également été moins présente depuis début de l'année. La consommation en Indonésie, Philippines et Malaisie est impactée par la hausse des cours.


Principaux importateurs de beurre et de butteroil
Source : GEB - Idele d'après TDM
2022
Cumul janvier-août-2022
Cumul janvier-août-2023
1 000 tonnes
160
140
120
100
80
60
40
20
0
-10%
1%
14%
53%
-12%
0%
0%
-29%
-2%
-66%
49%
12%
-14%
10%
Chine
UK
Etats-Unis
Australie
UE-27
Taiwan
Malaisie
Indonésie
Corée du Sud
Egypte*
Mexique*
A.Saoudite*
Philippines*
Canada
* cumul sur janvier-juin

Hausse saisonnière des cours en France et en Espagne

Dernière révision le 19 octobre 2023

Les cotations des agneaux lourds français et espagnols ont entamé leur hausse saisonnière sous l'effet d'une baisse progressive des abattages d'agneaux, ce qui n'est pas encore le cas au Royaume-Uni. En Irlande, comme l'an passé, le cours de l'agneau de nouvelle saison, stable depuis de longues semaines, devrait légèrement croître en fin d'année.

Viande ovine » France »

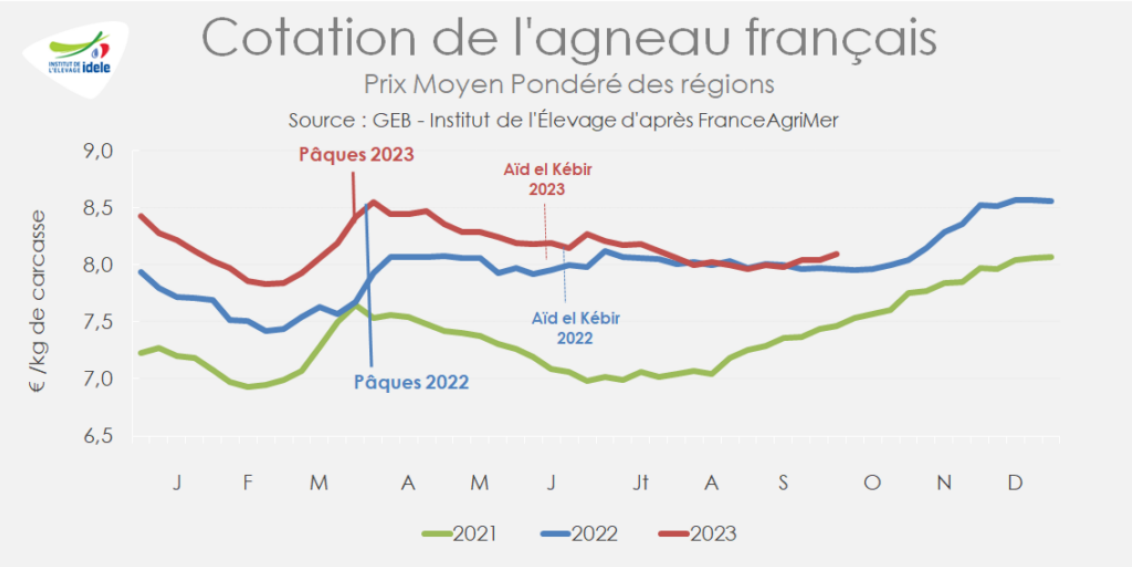
La baisse de l'offre soutient les cours

Dernière révision le 24 octobre 2023

La cotation de l'agneau français a débuté sa hausse saisonnière sous l'effet d'un repli habituel (bien que plus accentué cette année) de la production à cette période de l'année. L'offre est donc faible et les achats restent pour le moment modérés… ils devraient progresser à l'approche des fêtes de fin d'année.

Le cours français repart à la hausse

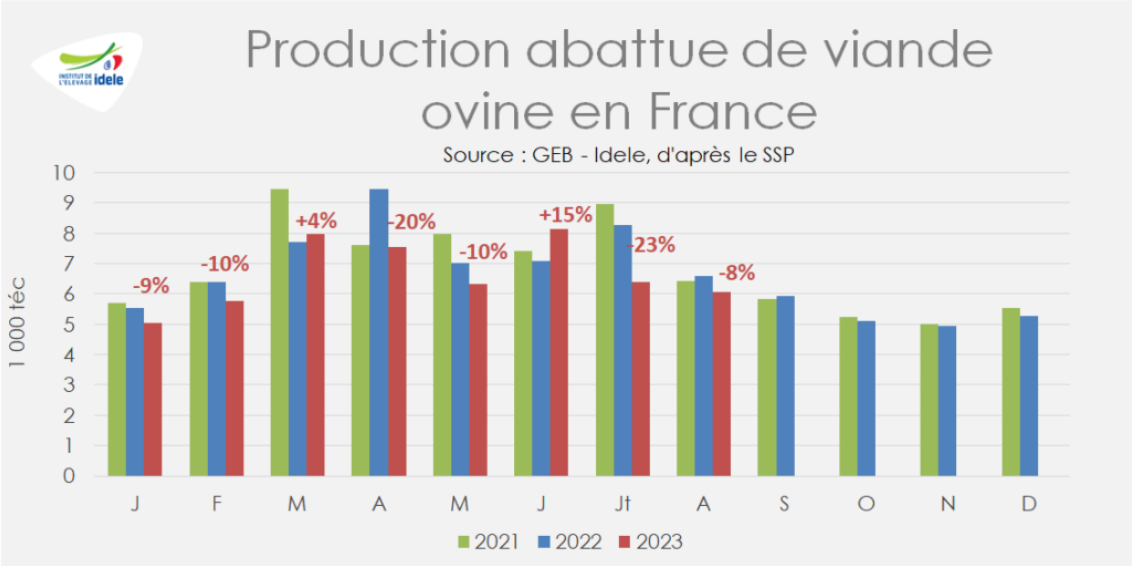
En semaine 40 (se terminant le 8 octobre 2023), la **cotation** entrée abattoir atteignait 8,09 €/kg, soit +5 centimes d'une semaine sur l'autre et +12 centimes d'une année sur l'autre.
Les abattages poursuivent leur baisse saisonnière, sur fond de faibles sorties et d'importations de vifs réduites. La consommation reste aussi très modérée. Les années passées à pareille époque, l'offre en agneau ne suffisait pas à satisfaire la demande. Cette année elles s'équilibrent quasiment alors même que les abattages sont plus faibles.



L'**IPAMPA ovin viande** rebondit légèrement d'un mois sur l'autre en août (+1% /juillet 2023). A l'indice 133,5, il est en repli de -2% /2022. Les indices aliments achetés (-6%/ 2022, mais +20% /2021), énergie et lubrifiants (-1% /2022, mais +49% /2021) ainsi qu'engrais (-34% /2022 et +22% /2021) restent très élevés, même s'ils ont sensiblement reculé d'une année sur l'autre.

Les abattages français poursuivent leur baisse

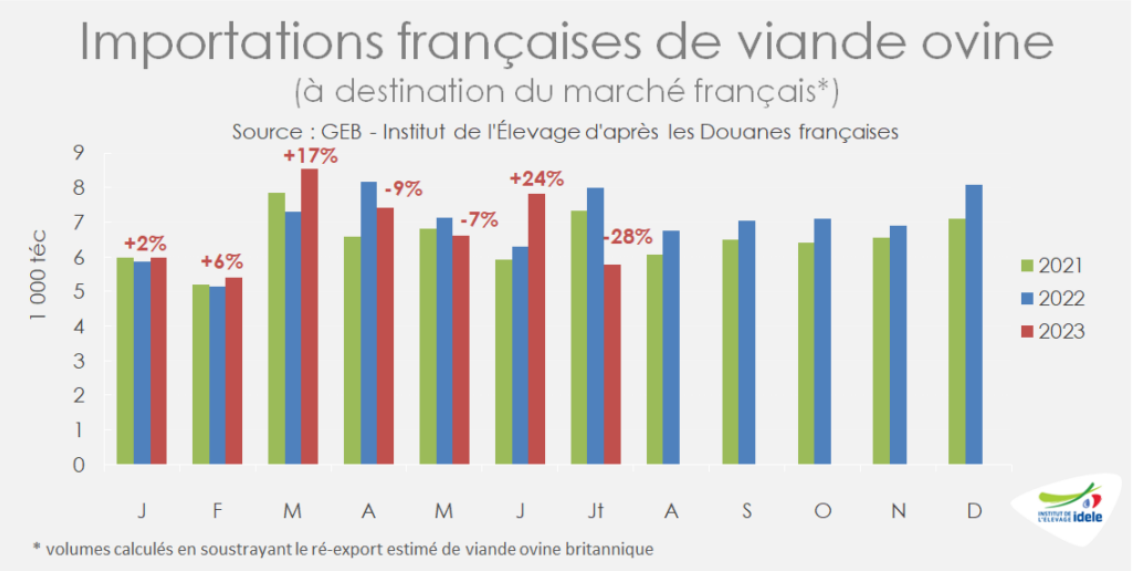
Selon *Agreste*, la **production** ovine (agneaux et réformes) a de nouveau chuté en août (-8% / 2022). Au total, sur 8 mois, elle s'établissait à 53 000 téc, soit -8% /2022.
De janvier à août, les abattages d'agneaux ont reculé de -9% en effectifs comme en volume, signe de poids moyen des carcasses stable d'une année sur l'autre, à 18,4 kgéc. Les abattages de réformes ont quant à eux reculé de -5% en effectifs, et de -6% en volume : leur poids moyen de carcasse s'est allégé, de 27,0 à 26,6 kgéc.



Avec un repli des **importations d'agneaux espagnols** (-39% /2022 à 70 000 têtes), des **exportations d'agneaux** haussières (+6% /2022 à 169 000 têtes) ainsi que des sorties d'agneaux français en baisse sur 7 mois en 2023 (-7% /2022 à 2,2 M de têtes), les abattages français reculent inéluctablement début 2023.
Selon *Ovinfos*, les abattages d'ovins sont restés sous leur niveau de 2022 en septembre, et la tendance semble se poursuivre en octobre.

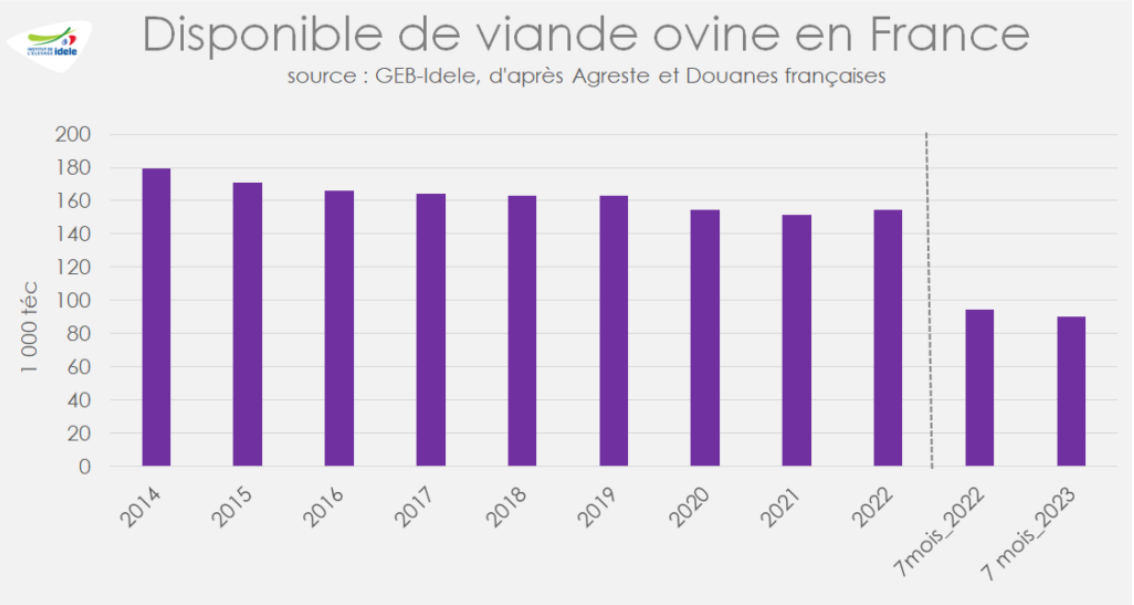
Des importations de viande ovine à de modestes niveaux

En lien avec le décalage des dates de l'Aïd el-Kébir entre 2022 et 2023, les **importations françaises de viande ovine** ont chuté en juillet, de -28% d'une année sur l'autre, à 5 800 téc. Le volume cumulé sur 7 mois n'a baissé que de -1% /2022, à 48 000 téc, après une hausse de +5% au 1er semestre. Mais comparé à la moyenne 2015-19, avant covid-19, la baisse des imports s'accentue (-11%).
Seuls les volumes cumulés en provenance du Royaume-Uni ont progressé (+15% /2022). Ceux en provenance d'Irlande, d'Espagne et de Nouvelle-Zélande ont reculé de respectivement de -1%, -21% et -3% /2022.
Les achats français de viande ovine étrangère restent donc modestes, malgré des abattages en berne. Face à la faiblesse des achats des ménages, cela permet de ne pas engorger le marché et de garder une cotation historiquement élevée.



Le disponible français en net repli sur 7 mois

Sur 7 mois, le **disponible** français en viande ovine a logiquement baissé de -5% /2022 avec des abattages toujours en net retrait et des importations à peine stables. Il se situe ainsi très en-dessous du niveau de la dernière moyenne quinquennale (-9%).



Viande ovine » UE et monde »

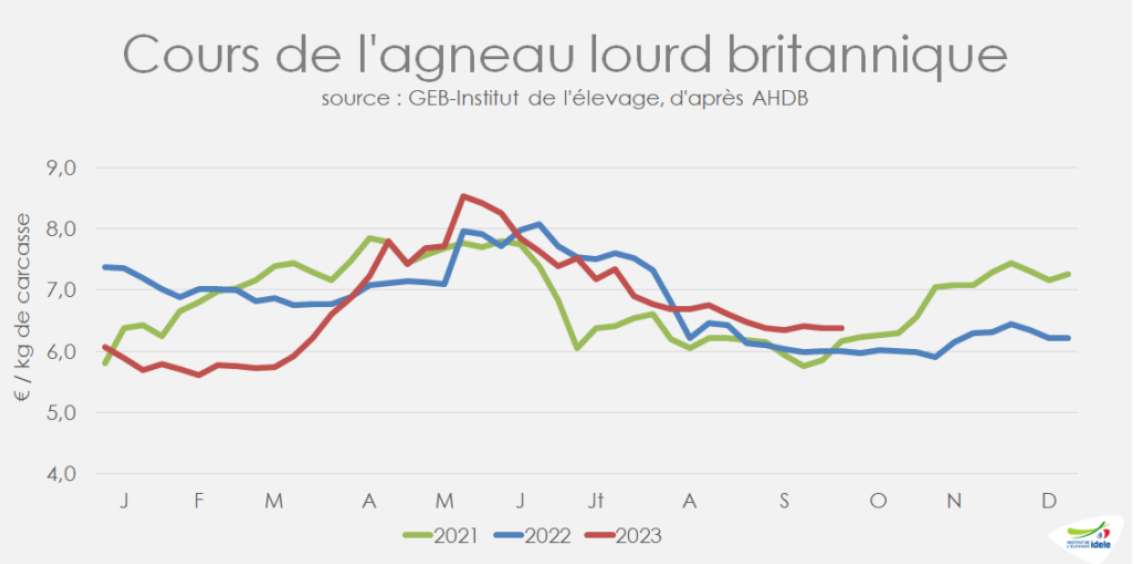
Les pluies estivales ont retardé les sorties au Royaume-Uni et en Irlande

Dernière révision le 24 octobre 2023

La météo estivale très humide au Royaume-Uni et en Irlande a produit des fourrages de mauvaise qualité, rendant plus difficile la finition des agneaux et retardant les sorties. A l'inverse, la France subit encore la sécheresse de 2022, avec un recul marqué des abattages d'agneaux d'une année sur l'autre. En Espagne, la situation hydrique n'est pas moins préoccupante et freine les exportations.

Royaume-Uni : le cheptel ovin au plus bas niveau depuis 2022

La **cotation** de l'agneau fini au Royaume-Uni a fluctué, mais est restée historiquement plutôt ferme en 2023, surtout depuis début août. En semaine 40 (se terminant le 8 octobre), elle s'établissait à 6,38 €/kg, soit 38 centimes au-dessus de son niveau de 2022 à pareille époque.
Le resserrement des **sorties** a soutenu les prix de l'agneau fini au cours des dernières semaines. La disponibilité du fourrage est désormais à surveiller plus attentivement : comme en Irlande, l'été pluvieux a réduit la qualité des fourrages, rendant plus difficile la finition des agneaux, avec moins de réserves à venir. Cela a soutenu le **commerce** d'agneaux auprès des engraisseurs, la demande persistant malgré la hausse des prix.
La hausse des volumes de viande ovine exportée ainsi que la baisse des importations participent aussi à alléger le marché britannique, ce qui soutient le cours de l'agneau.

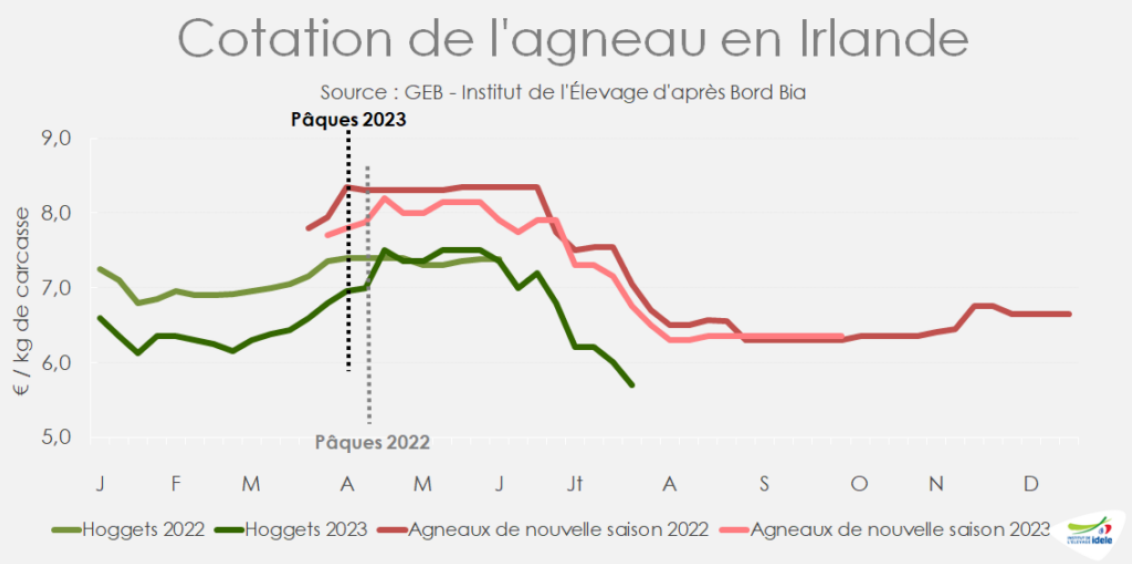


Sur les 8 mois en 2023, la **production** britannique était au niveau de 2022, à 187 000 téc : les effectifs d'agneaux comme de réformes abattus ont augmenté de +2%, mais les poids de carcasse ont reculé sur la même période : volonté d'alléger les agneaux pour répondre à une baisse de la demande et, plus récemment, mauvaise finition des ovins en raison du manque de fourrages de qualité.
Malgré une production stable, les **exportations** britanniques de viande ovine sur les huit premiers mois de 2023 ont bondi de +12% par rapport à une année 2022 marquée par des exportations modestes (post-Brexi). Face à des achats de viande d'agneau par les Britanniques toujours modérés, les importations de viande ovine ont chuté, de -24% /2022, dont -28% en provenance de Nouvelle-Zélande et -17% d'Irlande.

L'enquête annuelle du *Defra* montre que le **cheptel ovin anglais** a diminué de -3,2% sur un an, pour atteindre 14,5 M de têtes en juin 2023. Il s'agit du plus bas niveau enregistré depuis 2011. Le cheptel de reproductrices a baissé de -1,6% et celui des agneaux de moins d'un an de -4,9%. Ces réductions poursuivent la tendance observée depuis 2017 et les principales causes sont connues : fluctuation des coûts des intrants, changements dans la politique agricole (moins d'aides directes) et baisse des achats des ménages.

Irlande : ralentissement des abattages au 2nd semestre

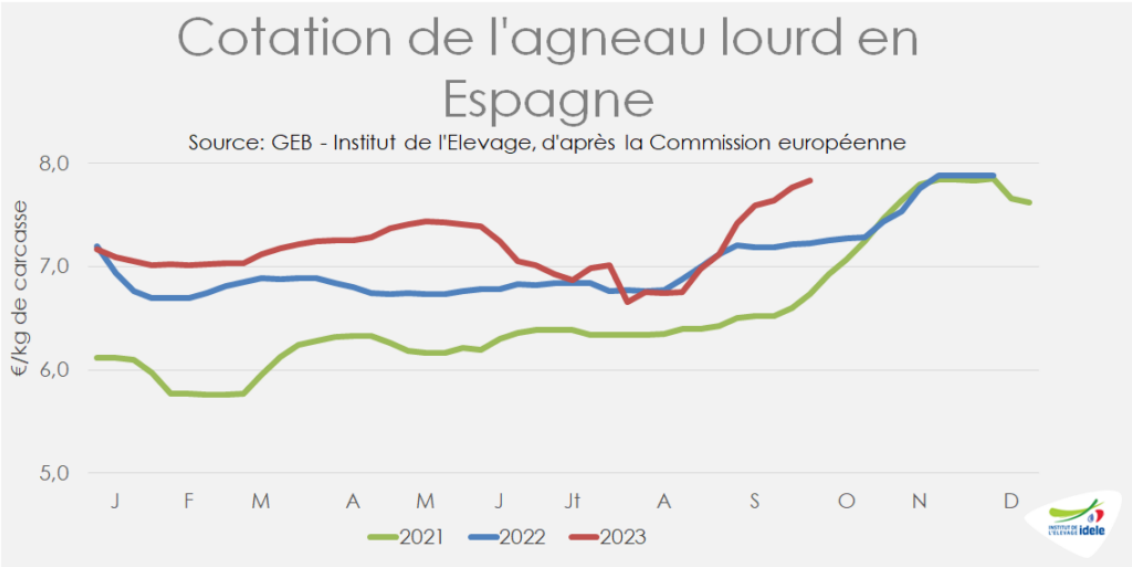
La **cotation** de l'agneau irlandais de la nouvelle saison, à 6,35 €/kg en semaine 40, demeurait stable pour la 8ème semaine consécutive, et en hausse de +5 centimes d'une année sur l'autre.



En hausse au 1er semestre, les **abattages** d'ovins irlandais se sont ensuite repliés au 3ème trimestre. Sur 9 mois en 2023, les effectifs ont baissé légèrement de -1% /2022, avec davantage d'agneaux abattus (+0,7% /2022, à 1,8 M de têtes), mais moins de réformes (- 13% /2022, à 229 000 têtes).
Comme au Royaume-Uni, avec un été pluvieux les fourrages récoltés ont été d'une qualité médiocre ce qui a entraîné une mauvaise finition des agneaux et des retards de sorties. La production irlandaise devrait donc augmenter au 4ème trimestre 2023 et au 1er trimestre 2024.
Malgré une hausse de production sur 7 mois (+5% /2022), les **exportations** de viande ovine irlandaise ont baissé de -3% /2022 sur la même période, dont -6% vers la France. Elles étaient par ailleurs stables vers le Royaume-Uni.

Espagne : la sécheresse pénalise la filière

Le **cours** de l'agneau espagnol poursuivait sa hausse en semaine 40 – conjointement à la baisse saisonnière de la production – et s'établissait alors à 7,83 €/kg, soit +0,60 € au-dessus de son niveau de 2022.



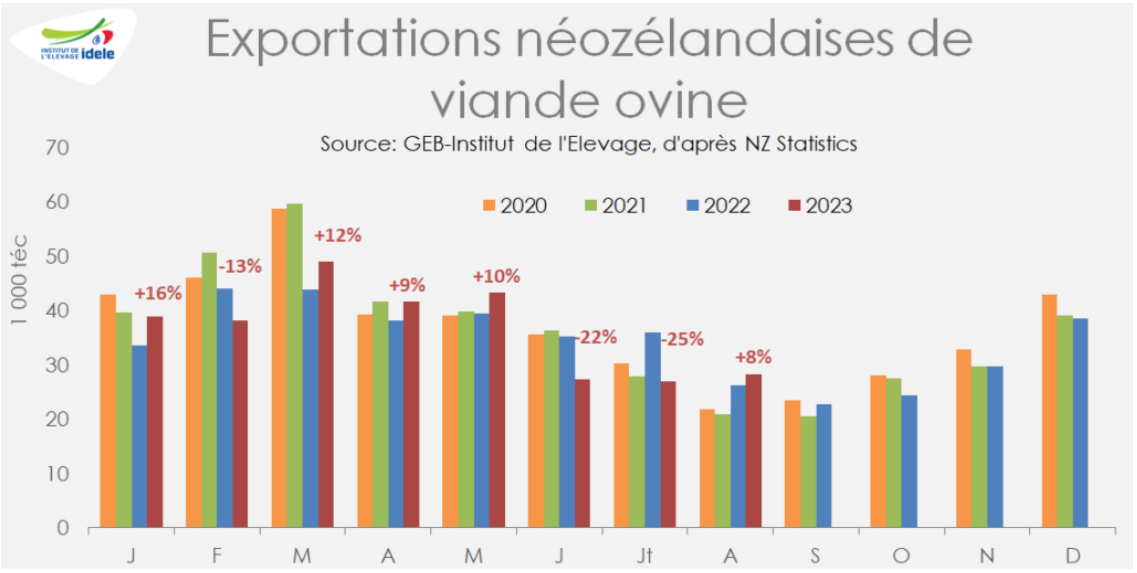
En 2022, beaucoup d'éleveurs avaient réformé prématurément leurs brebis pour faire face à la **sécheresse**, ce qui a réduit les agnelages et les **abattages** d'agneaux en 2023 (-6% /2022 sur 7 mois). Le nombre de réformes abattues a parallèlement chuté (-10%), le nombre de brebis ayant considérablement diminué l'an passé. Au total sur les 7 premiers mois de 2023, la production espagnole de viande ovine a chuté de -8% /2022, à 66 000 tonnes.

L'Espagne a subi un déficit de précipitations durant l'année hydrologique achevée fin septembre 2023, estimé à -12% par rapport à la moyenne des enregistrements annuels depuis 1991, selon l'agence météorologique espagnole. Les précipitations ont été plus élevées qu'en 2022, mais la situation reste extrêmement préoccupante, notamment pour les agriculteurs espagnols.

Face à des approvisionnements amoindris, les **exports** d'agneaux vivants espagnols ont chuté, de – 14% /2022, à 824 000 têtes sur 7 mois, notamment vers la Jordanie (-54%), et malgré l'explosion des envois vers la Libye (x13). Les exportations de viande ovine ont elles aussi baissé, de -10% /2022 sur la même période, totalisant 28 000 téc. Les hausses vers le Portugal (+36%), l'Italie (+12%) et la Grèce (+50%) n'ont que partiellement compensé d'importants replis, en premier lieu vers le Qatar (- 65%).

Nouvelle-Zélande : production et envois en léger recul sur 8 mois

De janvier à août 2023, la **production** ovine abattue en Nouvelle-Zélande a reculé de -1% d'une année sur l'autre, à 294 000 t. Les effectifs d'agneaux abattus se sont repliés de -2% /2022 et ceux des ovins adultes de -5% /2022. Les carcasses d'agneaux comme d'ovins adultes destinés à l'export se sont alourdies, de respectivement +1,5% et +2,5% /2022, à 19,2 kg et 25,8 kg de carcasse.
Sur la même période, les **exports** néozélandais de viande ovine ont également reculé de -1% /2022, à 293 000 téc. Après une nette baisse en juillet (volumes très élevés en juillet 2022 pour rattraper le retard lié aux perturbations causées par le Covid au 1er trimestre), ces derniers se sont redressés.
Sur 8 mois, les volumes exportés vers la Chine ont progressé (+13% /2022, à 155 000 téc). Ils ont en revanche fortement fléchi vers le Royaume-Uni (-26%, à 24 000 t), la Malaisie (-54%, à 4 000 téc) et les États-Unis (-17%, à 20 400 téc). Les envois vers l'UE à 27, ont progressé de +4%, en premier lieu vers les Pays-Bas et la Belgique, totalisant 50 000 téc sur la période.
Le marché de la viande ovine de Nouvelle-Zélande est soumis à une pression importante en raison du **déclin du cheptel ovin** face à l'augmentation du nombre de bovins de boucherie comme laitiers.



Baisse des disponibilités durant l'été

Dernière révision le 24 octobre 2023

Le repli de l'approvisionnement en lait de chèvre s'est encore accentué en août, face à une collecte en baisse et un effondrement des importations.

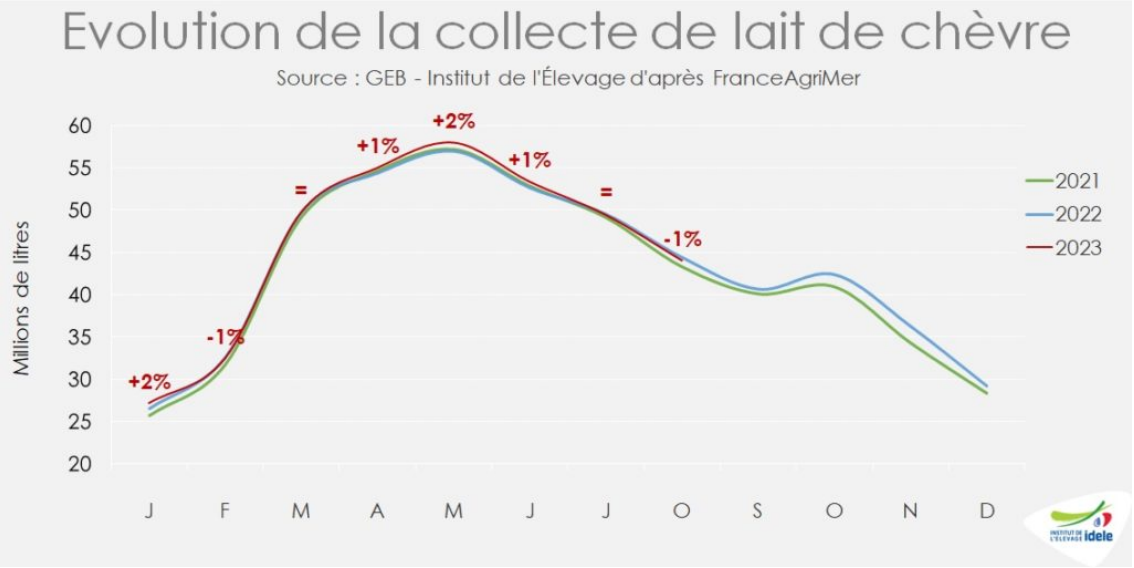
Les fabrications industrielles de fromages au lait de chèvre ont nettement reculé sous l'effet d'une moindre demande intérieure et d'une demande étrangère ralentie.

Baisse des disponibilités durant l'été

Dernière révision le 24 octobre 2023

Le repli de l'approvisionnement en lait de chèvre s'est encore accentué en août, face à une collecte en baisse et un effondrement des importations. Les fabrications de produits laitiers caprins sont restées globalement réduites sous l'effet d'une moindre demande intérieure et d'une demande étrangère ralentie.

La collecte baisse légèrement



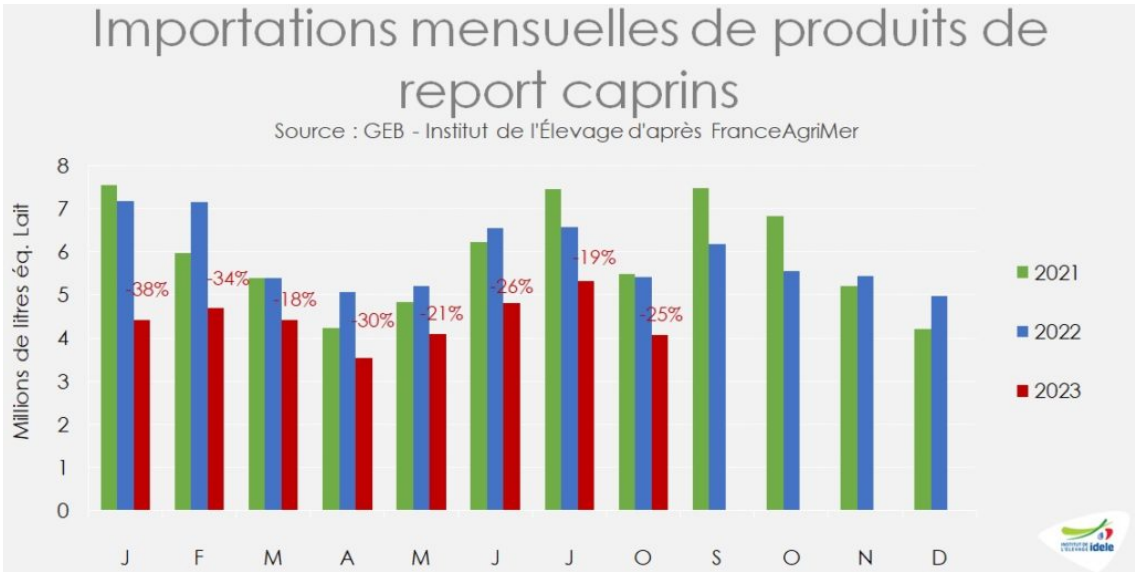
A 44 millions de litres en août, la collecte de lait de chèvre s'est légèrement repliée de -1% d'une année sur l'autre, une situation analogue à celle observée en juillet où la collecte peinait déjà à se maintenir. La production laitière du mois d'août a été pénalisée par la canicule tardive de l'été 2023 et des records de chaleur observés dans certaines régions de France. L'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer indique un repli plus prononcé (-2% /2022) de la collecte durant les semaines 36 à 40.

En cumul sur les huit premiers mois de l'année, la collecte nationale s'établit à plus de 369 millions de litres de lait, soit une hausse de +1% /2022. Elle a progressé de +1% en Occitanie, Centre-Val de Loire et Pays de la Loire et de +4% en AURA. Elle a en revanche baissé en Nouvelle Aquitaine (-2%) . Dans cette grande région, le vieillissement des producteurs, les faibles installations et la forte concurrence céréalière affectent de plus en plus le potentiel de production laitière.

D'après les données de FranceAgriMer, le prix du lait de chèvre s'établit à 873 €/1 000 litres en août, soit une progression de +6% d'une année sur l'autre. En même temps, le prix des charges de production a légèrement baissé, de -4% /2022 selon l'PAMPA-Lait de chèvre, à l'indice 135.

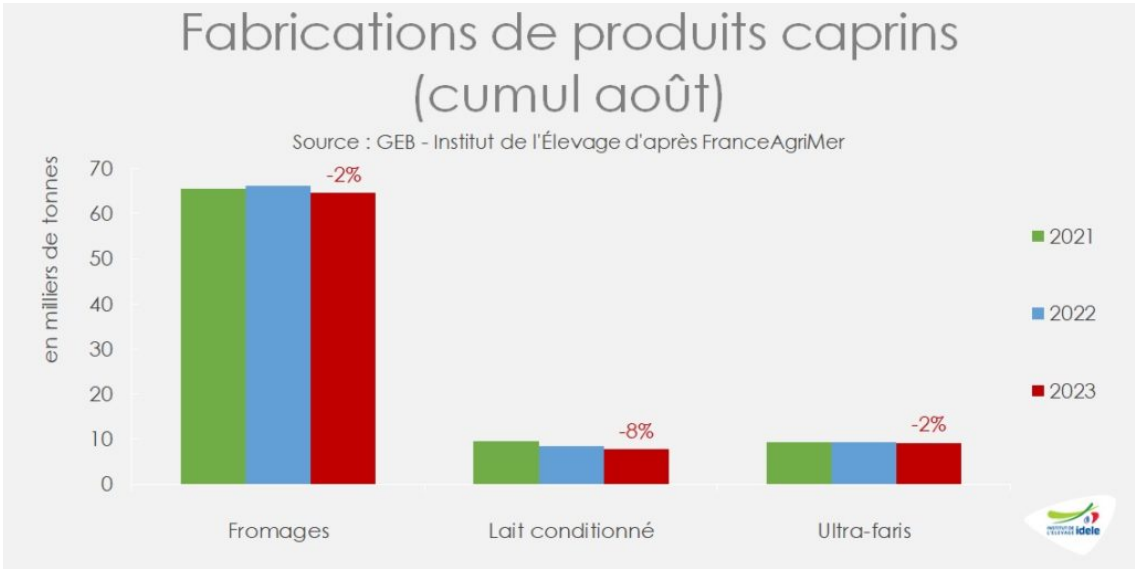
Les importations de produits de report toujours ralenties

Si la baisse de collecte en août a légèrement amputé l'approvisionnement des transformateurs de près de 2 millions de litres, ceux-ci ont dans le même temps réduit les importations de produits de report, de 5 400 t en août 2022 à 4 070 t en août 2023, soit un repli de 1 300 t en une année (-25%). Les importations cumulées sur les huit premiers mois ont en effet reculé d'environ 13 000 t , soit -27% d'une année sur l'autre, à seulement 35 millions de litres. Leur part dans l'approvisionnement est ainsi passé de près de 12% en 2022 à 9% cette année. Les opérateurs limitent en effet les importations de produits de reports pour gérer la baisse de l'activité industrielle et surtout réduire les coûts de gestion des stocks, notamment les charges de la congélation et du stockage du lait de report caillé.



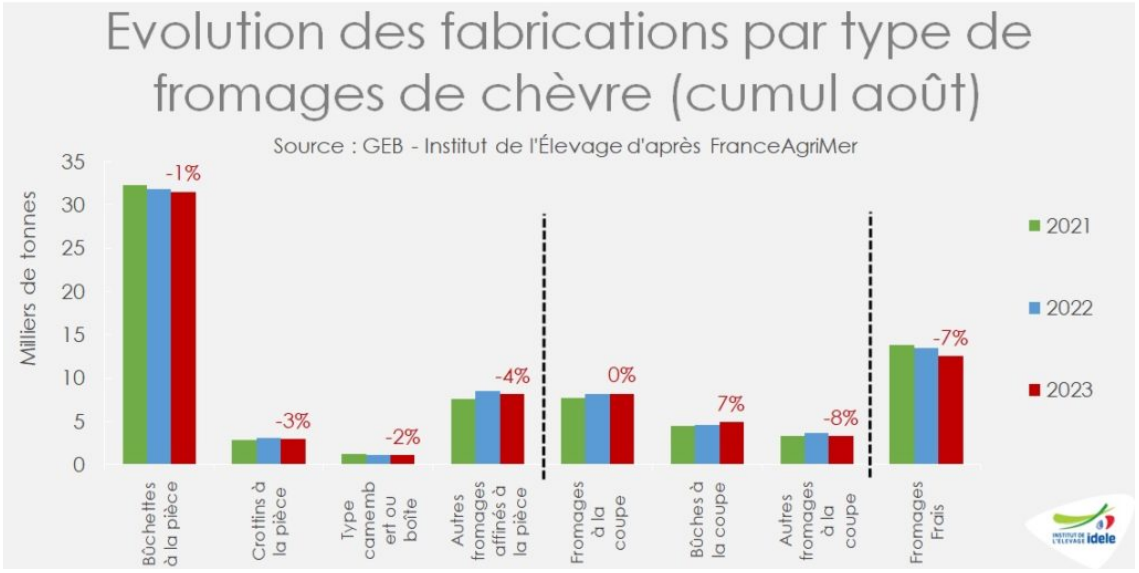
Les fabrications toujours en baisse

Face au repli de la demande des ménages, les fabrications de fromages de chèvre ont été logiquement réduites. A près de 65 000 t de janvier à août, elles ont reculé de -2% d'une année sur l'autre (-1 200 t). La baisse est de même ampleur pour les fabrications d'ultra-frais, ramenées à plus de 9 000 t. Les fabrications de lait de consommations ont davantage fléchi, de -8% /2022, à près de 8 000 t sur les huit premiers mois de 2023.



Les fromages frais en perte d'élan

Les fabrications françaises de bûchettes à la pièce ont légèrement baissé, de -1% /2022, à près de 31 500 t sur les 8 premiers mois de l'année. Celles de fromages frais ont davantage fléchi de -7% /2022, à près de 12 600 t. En revanche, les fromages à la coupe ont vu leur volume progresser de +7% à près de 5 000 t. Quant aux autres types de fromages (crottins à la pièce, type-camembert et autres fromages affinés à la pièce), les volumes fabriqués ont reculé en moyenne de -3% d'une année sur l'autre.

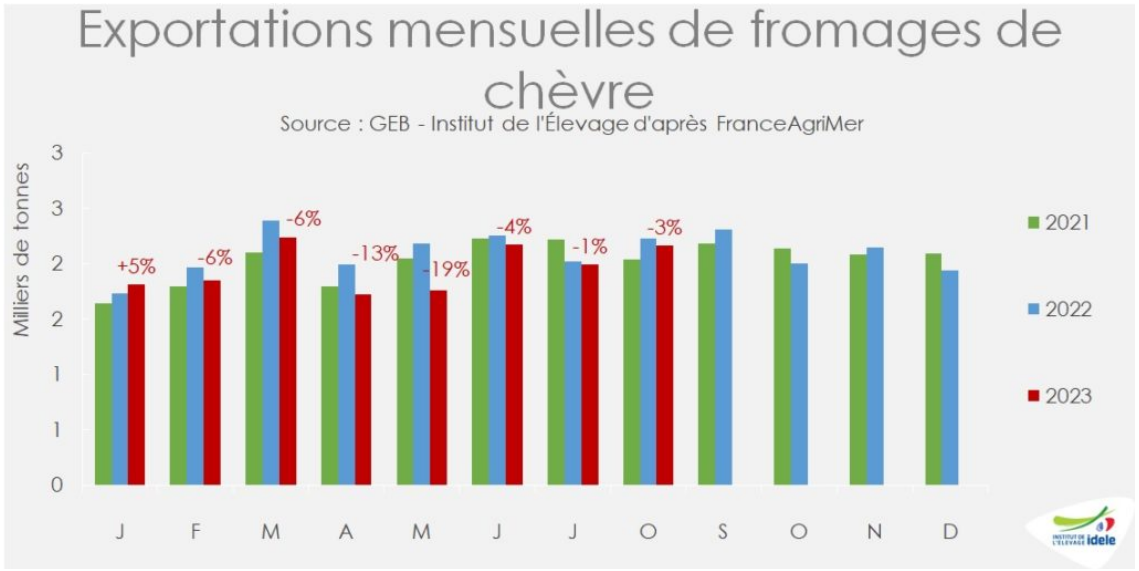


La demande des ménages semble reprendre

Les données de panel CIRCANA indiquent une reprise de la demande domestique en fromages de chèvre sur le mois d'août (+4% /2022, à 4 000 t) et une moindre hausse des prix des fromages achetés par les ménages (+6% /2022) que sur les autres mois depuis le début de l'année (en moyenne +14% /2022). malgré cette reprise d'activité, les volumes cumulés achetés par les ménages depuis le début de l'année indiquent une baisse des ventes de fromages en LS de -2,2%, à près de 31 000 t.

Tassement des exportations de fromages

La demande extérieure en fromages de chèvre continue de baisser. En août, les exportations ont reculé de -3% /2022, à près de 2 200 t, d'après FranceAgriMer. Au terme des huit premiers mois de l'année, les volumes exportés ont enregistré un repli de -6% /2022, à près de 16 000 t.



Marché des grains – Retour à une relative stabilité après la hausse estivale

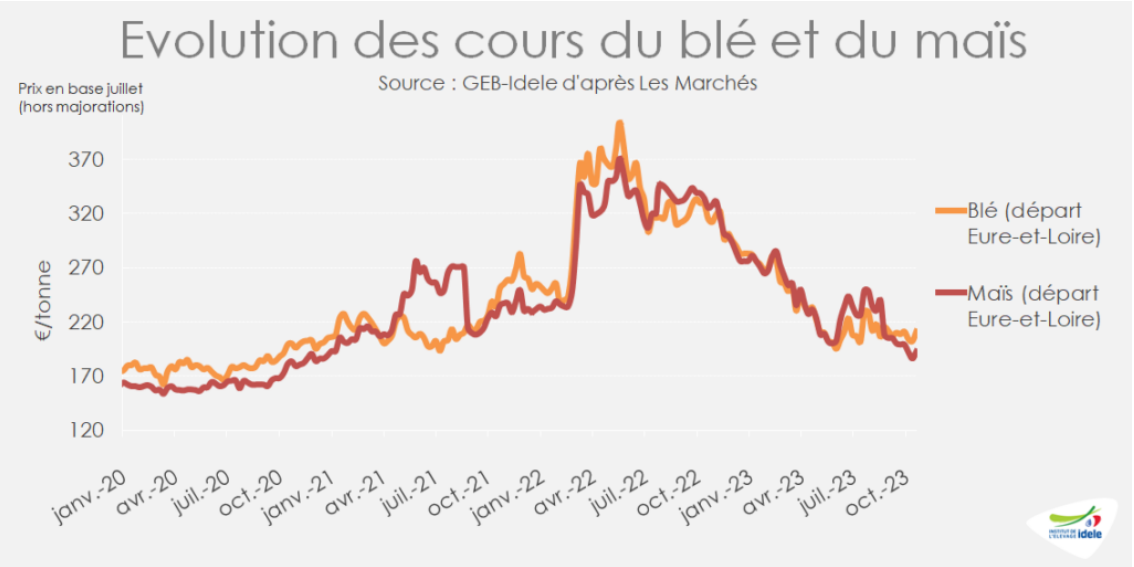
Dernière révision le 24 octobre 2023

Ces dernières semaines, une partie des tensions de l'été sur les matières premières se sont atténuées. Les bonnes récoltes de blé et les perspectives positives en maïs permettent à l'IPAA de s'établir à 201,32 mi-octobre, niveau qu'il n'avait pas rejoint depuis septembre 2021 (plus haut en mai 2022, à 310). Ces derniers jours, la guerre entre le Hamas et Israël et le rapport USDA sur les prévisions de la campagne 2023-2024 ont été suivis d'une légère hausse des cotations.

L'Ukraine très active pour trouver des solutions d'export de ses céréales

Après 5 mois consécutifs de baisse au printemps, l'indice des prix de l'alimentation animale (IPAA) avait brutalement augmenté cet été sous l'effet, notamment, des incertitudes liées à la non-reconduction du corridor en mer Noire. Depuis, l'Ukraine a développé d'autres voies de transport (maritimes et terrestres). Elle a également désamorcé le désaccord avec la Pologne et la Slovaquie sur le transit de céréales sur leurs territoires. Les discussions avec la Hongrie sont toujours en cours.

Le blé retrouve son niveau de juillet 2021, à 202 €/t



Après avoir subi une hausse brutale cet été liée aux incertitudes sur la capacité de l'Ukraine à exporter ses céréales, le cours du blé tendre fourrager a retrouvé une relative stabilité sur septembre et octobre. Il se situait à 202 €/t le 18 octobre (départ Eure-et-Loire), soit son niveau de juillet 2021.

Les récoltes de blé dans l'hémisphère nord sont terminées. La production mondiale s'élèverait ainsi à 785 millions de tonnes (estimations FAO au 6 octobre 2023), en baisse par rapport à la campagne précédente (802 Mt). Pour la France, la quantité de blé récoltée s'élèverait à 35,1 millions de tonnes (SSP MASA), soit +4,3% /2022. Les conditions de récolte ont été difficiles dans certains pays en raison d'excès de pluie (Allemagne). La sécheresse a pénalisé les cultures en Scandinavie et en Espagne. Au Canada également, la récolte est en baisse (34,3 millions de tonnes, dont 25,8 Mt de blé tendre, soit 10% de moins que l'année précédente, et -30% pour le blé dur) à la suite de conditions très sèches, notamment en juillet. Les Etats-Unis et la Chine ont aussi subi de mauvaises conditions météorologiques qui ont affecté une partie des récoltes (respectivement 47,2 et 136,5 Mt, selon le Conseil international des céréales). L'Ukraine a réalisé une bonne récolte (26 Mt), équivalente à la précédente campagne, et l'enjeu est de réussir à l'exporter. De son côté, la Russie a engrangé 95,4 Mt de blé (entre 92 et 100 Mt en 2022).

La concurrence forte des blés russes sur les marchés pèse sur les cours. Le gouvernement russe aurait par ailleurs incité ses exportateurs à appliquer un prix plancher à 270 €/t (avec des entorses à 260 €). Et dans le cadre de ses tentatives pour sortir de son isolement diplomatique et renforcer son influence en Afrique, la Russie a annoncé l'export gratuit de céréales vers 6 pays africains. Les chiffres de 25 à 50 000 t de blé pour chaque bénéficiaire ont été avancés (FAM).

Dans l'hémisphère sud, la sécheresse persistante compromettrait la récolte de blé australien. De la pluie est impatiemment attendue. En Argentine, les conditions de semis ont été sèches, et de faibles précipitations ont été enregistrées pour l'instant.

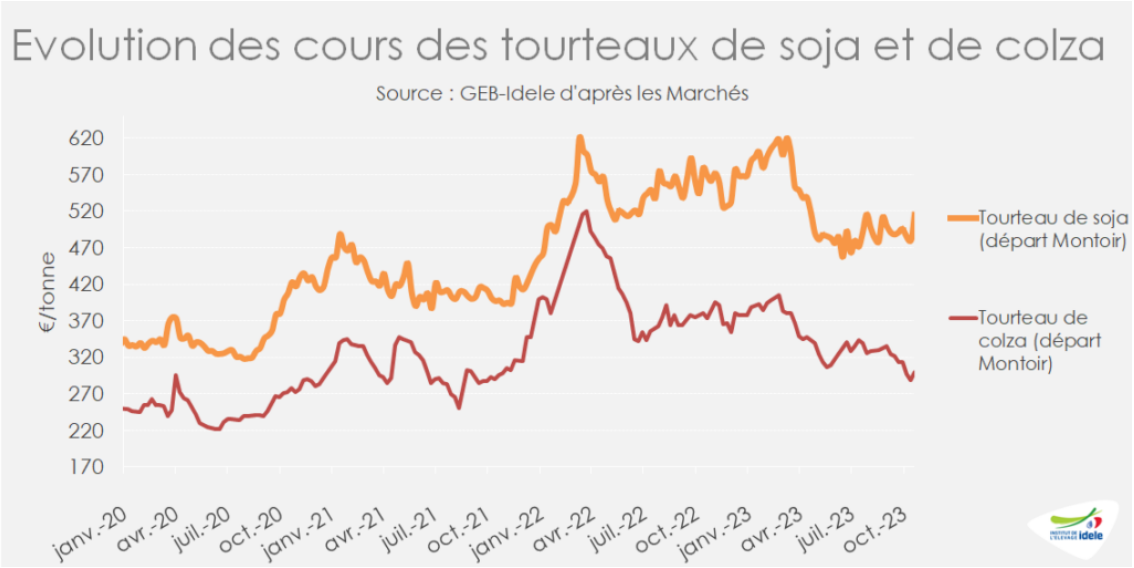
Tendance baissière pour le maïs

Le maïs est en cours de récolte dans l'hémisphère nord. En Europe, les conditions sont bonnes, sauf en Espagne. Les pluies de l'été ont permis un bon remplissage des grains. La récolte française est estimée à 12,1 millions de tonnes. Elle serait ainsi en hausse par rapport à la très faible récolte 2022 (+10,7%) mais en nette diminution par rapport à la moyenne 2018-2022 (-9,1%). Au Brésil, la récolte est élevée, avec des surfaces et rendements en hausse, estimée à près de 140 millions de tonnes (+18% à moyenne des 10 dernières années).

Les fondamentaux étant bons, les cours sont stables à baissiers et ont rejoint leur niveau de décembre 2020, à 186 €/t départ Eure-et-Loire.

Pour 2024, les effets du phénomène climatique *El Niño* sont guettés de près sur la zone Pacifique. Il impacte le régime des pluies et peut affecter les semis et la récolte en Amérique du Sud et dans l'Océanie.

Légère progression des cours du tourteau de soja



Après une relative stabilité, voire une tendance baissière ces derniers mois pour le colza, les cours du tourteau de soja et de colza sont repartis légèrement à la hausse le 18 octobre à respectivement 515 et 300 €/t départ Montoir.
La production de canola au Canada est estimée à 17,4 Mt par Statistique Canada, soit une baisse de 7% par rapport à l'année précédente et à la production moyenne sur cinq ans (18,6 Mt). La baisse de la production est en grande partie due à des rendements plus faibles résultant de conditions de croissance nettement plus sèches que la normale dans l'Ouest des Prairies.

En France, la production de soja est légèrement révisée à la hausse, à 0,44 Mt, nettement au-dessus de celle de 2022 (+16%) et proche de celle de 2021 (-1,0%). Le Brésil a réalisé une très bonne deuxième récolte de soja (156 Mt estimées au total sur la campagne 2022-2023, contre 130 Mt sur la campagne précédente). A l'inverse, l'Argentine manque de pluie et les prévisions de récoltes sont en baisse (25 Mt estimées, contre 43,9 Mt sur la campagne 2021-2022). La pluie a fait son retour mi-octobre sur le pays.

En Europe, pour la prochaine campagne, l'absence de réponse de la Commission européenne sur la reconduction de la dérogation « jachère Ukraine » laisse craindre une baisse des surfaces ensemencées en colza en Union européenne.
Quant à la prime non OGM, l'écart se réduit avec le tourteau de soja OGM depuis presque un an et n'est plus que de 42 €/t.

